



LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

PAYS DE LA BAIE DE SOMME

Tome 3 ANNEXES

3.4 Justification des choix et compatibilité du SCoT

Version pour arrêt en comité syndical du 10 mars 2025

SOMMAIRE

Chapitre 1 : La cohérence des documents traduisant le projet.....	4
I. L'articulation avec les plans et programmes avec lesquels le SCoT doit être compatibles	5
II. Le choix du projet de territoire et la traduction réglementaire en réponse aux enjeux.....	6
Chapitre 2 : L'approche prospective.....	41
I. La définition d'une armature territoriale	41
II. Le scénario retenu	47
Chapitre 3 : Projets et mise en œuvre de la trajectoire de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers et de l'artificialisation des sols.....	52
I. La définition du potentiel foncier disponible au sein des secteurs déjà bâtis et des friches	52
II. L'objectif de réduction de la consommation foncière sur la période 2021-2030	55
III. L'objectif de réduction de l'artificialisation sur la période 2031-2050	60
Chapitre 4 : La prise en compte de la loi littoral.....	62
I. Prise en compte de l'application de la loi littoral dans la Somme.....	62
II. Caractérisation des espaces littoraux.....	75
III. La notion de capacités d'accueil	88

PREAMBULE

L'article L141-15 du Code de l'Urbanisme prévoit que :

Les annexes ont pour objet de présenter :

1. Le diagnostic du territoire, qui présente, notamment au regard des prévisions économiques et démographiques, les besoins en termes d'aménagement de l'espace, de ressource en eau, d'équilibre social de l'habitat, de mobilités, d'équipements et de services. Il prend en compte la localisation des structures et équipements existants, les besoins globaux en matière d'immobilier, la maîtrise des flux de personnes, les enjeux de consommation économe de l'espace et de préservation de l'environnement, notamment en matière de biodiversité et de potentiel agronomique, des paysages et du patrimoine architectural ainsi que ceux relatifs à la prévention des risques naturels et l'adaptation au changement climatique. En zone de montagne, ce diagnostic est établi également au regard des besoins en matière de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles structurantes ;
2. L'évaluation environnementale prévue aux articles [L. 104-1](#) et suivants ;
3. La justification des choix retenus pour établir le projet d'aménagement stratégique et le document d'orientation et d'objectifs ;
4. L'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant le projet de schéma et la justification des objectifs chiffrés de limitation de cette consommation définis dans le document d'orientation et d'objectifs ;
5. Lorsque le schéma de cohérence territoriale tient lieu de plan climat-air-énergie territorial, les éléments mentionnés au deuxième alinéa de l'article [L. 141-17](#).

En outre, peuvent figurer dans les annexes tous documents, analyses, évaluations et autres éléments utilisés pour élaborer le schéma que l'établissement public estime nécessaire de présenter à titre indicatif ainsi que le programme d'actions mentionné à l'article [L. 141-19](#).

The background of the slide is a light gray map of a coastal region, possibly the Mediterranean coast of France, showing various towns, roads, and a coastline with a bay. On the left side, there is a large yellow triangle pointing to the right, which contains the number 1.

1

Chapitre 1 : La cohérence des documents traduisant le projet

I. L'articulation avec les plans et programmes avec lesquels le SCoT doit être compatibles

Dans un souci de facilité de lecture, l'articulation avec l'ensemble des plans et programmes est traitée en un volet dans le tome 3.3 Evaluation environnementale stratégique.

II. Le choix du projet de territoire et la traduction réglementaire en réponse aux enjeux

Le processus d'élaboration du SCoT s'est attaché à construire un projet territorial cohérent qui porte les ambitions et la stratégie retenues par les élus du territoire au regard des enjeux révélés par le diagnostic et de l'ensemble des travaux menés. Cette cohérence, particulièrement forte, se révèle au sein des documents du SCoT qui exprime le projet, c'est-à-dire la cohérence entre le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) et le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) qui traduit réglementairement le PAS.

Les pages suivantes mettent en évidence cette cohérence, et donc celle du processus des choix pour établir et décliner le projet. Elles se donnent aussi pour objectif de justifier les choix retenus.

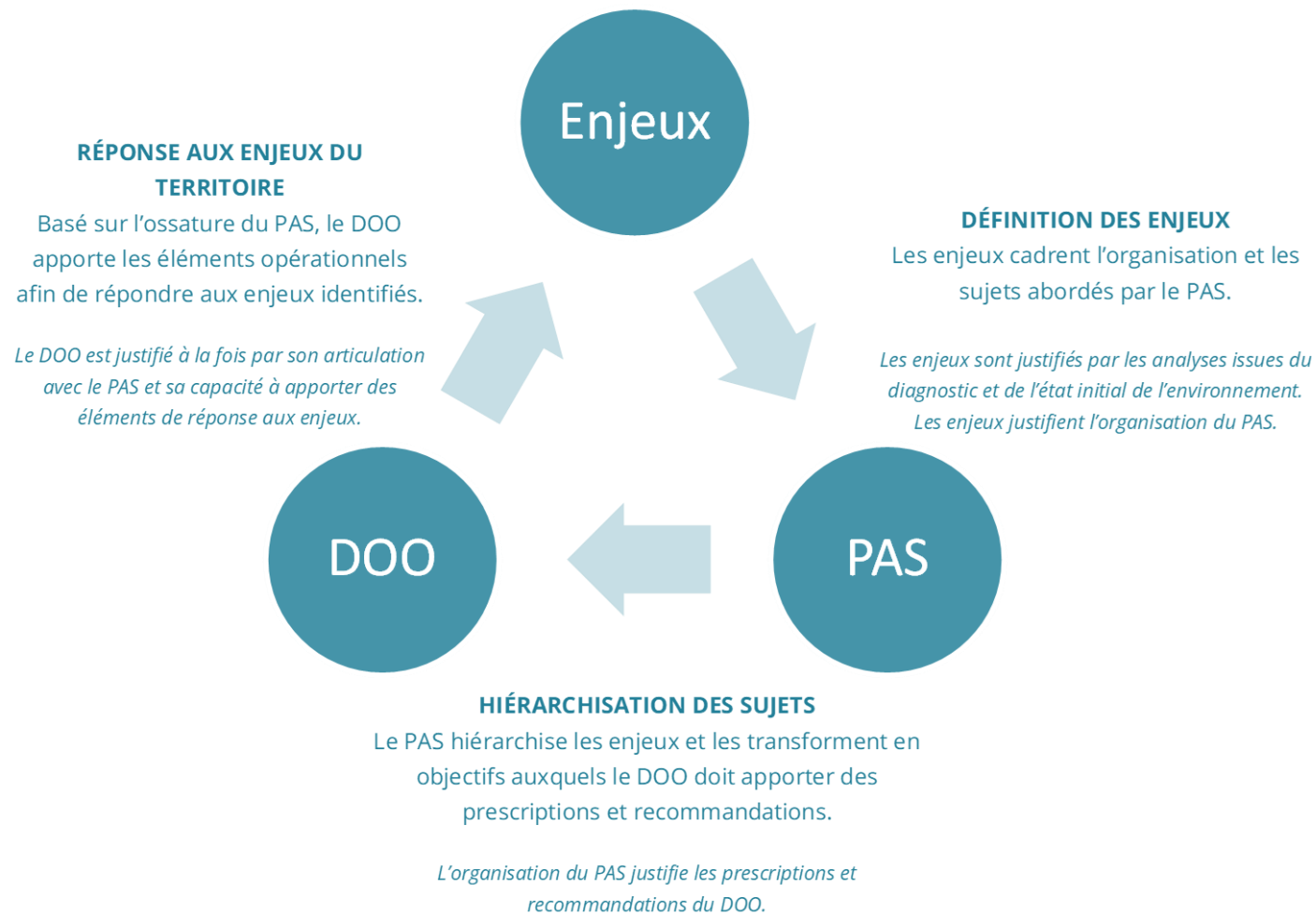
Les pièces du SCoT reprennent la structuration issue de l'ordonnance de modernisation du SCoT du 17 Juin 2020. Celle-ci a fait évoluer le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) en Projet d'Aménagement Stratégique (PAS). Cette évolution, obligatoire pour les SCoT engagés après le 1er avril 2021, est également possible pour les territoires engagés avant le 1er avril 2021 qui en font le choix.

C'est le cas du Syndicat Mixte Baie de Somme, qui a délibéré en ce sens avant l'arrêt de son SCoT, lors du Comité Syndical en date du 22 novembre 2021.

L'ordonnance est venue préciser le contenu du DOO. Les orientations doivent reposer sur une complémentarité entre les thématiques suivantes :

- **1/** « Les activités économiques, artisanales, commerciales, agricoles et forestières »
- **2/** « Une offre de logement et d'habitat renouvelée, l'implantation des grands équipements et services qui structurent le territoire, ainsi que l'organisation des mobilités assurant le lien et la desserte de celui-ci »
- **3/** : « Les transitions écologiques et énergétiques, qui impliquent la lutte contre l'étalement urbain et le réchauffement climatique, l'adaptation et l'atténuation des effets de ce dernier, le développement des énergies renouvelables, ainsi que la prévention des risques naturels, technologiques et miniers, la préservation et la valorisation des paysages, de la biodiversité, des ressources naturelles, des espaces naturels, agricoles et forestiers. »

Afin de justifier de la cohérence du projet, la justification se base sur les enjeux du territoire, guidant le contenu du PAS, et sur la cohérence de la traduction réglementaire du PAS dans le DOO.



Axes du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS)

Axe A : Pour une organisation territoriale rééquilibrée et complémentaire

- A1- La complémentarité et la solidarité entre le littoral et les terres intérieures
- A2- Un modèle urbain plus qualitatif et vertueux
- A3- Une politique de l'habitat en faveur du rééquilibrage du territoire et de la satisfaction des besoins de tous
- A4- Une interaction forte entre mobilités et rééquilibrage territorial

Axe B : Les orientations environnementales et paysagères pour un aménagement et un développement durable

- B1/ Favoriser le développement d'un territoire à forte sobriété environnementale
- B2/ Protéger durablement le socle agro-naturel du territoire
- B3/ Assurer la mise en valeur des sites et des paysages identitaires
- B4/ Développer un territoire résilient face au changement climatique

Axe C : Les orientations économiques pour valoriser les savoir-faire et dynamiser le territoire

- C1 - Un territoire économique dynamique et d'avenir, à concilier avec les enjeux de sobriété foncière
- C2 - Le développement raisonné des activités touristiques
- C3 - Pérenniser et conforter le tissu agricole et maritime

Axes du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)

I. Œuvrer pour un rééquilibrage entre littoral et terres intérieures

- La population
- L'habitat
- La mobilité
- Les équipements
- Les commerces et services
- Les activités économiques

II. Protéger et valoriser les composantes du Pays de la Baie de Somme

- Les paysages du Pays de la Baie de Somme
- La protection et les fonctionnalités de la mer et du littoral
- Les modalités d'application de la loi littoral
- La protection de la biodiversité
- La préservation de la nature en ville
- La protection des ressources en eau
- Le patrimoine
- La gestion des carrières

III. Fixer les principes de résilience

- La stratégie de planification
- La sobriété foncière
- Les risques et nuisances
- Les énergies renouvelables
- L'adaptation du bâti au changement climatique

Le Document d'Aménagement artisanal, commercial et logistique (DAACL)

L'analyse ci-après est réalisée à partir de la structuration des axes du PAS du SCoT.

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
Axe A : Pour une organisation territoriale rééquilibrée et complémentaire		
A1- La complémentarité et la solidarité entre le littoral et les terres intérieures		
<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à l'équilibre économique entre zones rurales et pôles d'emplois urbains, notamment par la création d'emplois industriels, artisanaux, agricoles inscrits dans une démarche durable et d'économie circulaire • Des initiatives à poursuivre pour le développement touristique de l'Avant-Pays : Vallée de la Somme, maillage de circuits pour le cyclotourisme... • Mettre en valeur la diversité des activités, notamment culturelles, et des savoir-faire afin de répartir les effets positifs produits par le développement de l'économie touristique • Un potentiel d'offres touristique à capter : tourisme culturel, tourisme durable, loisirs sportifs, clientèle groupe... hors haute saison et dans l'Avant-Pays • Le littoral : un territoire attractif mais vulnérable sur le plan environnemental et climatique • Consolider l'armature territoriale du Pays de la Baie de Somme en misant sur la complémentarité des différentes communes 	<p>Pour faire face à la pression que connaît actuellement la façade littorale, le SCoT vise à atténuer sa vulnérabilité en favorisant le rayonnement de son attractivité vers les terres intérieures dans une logique de rééquilibrage axée sur la complémentarité entre pôles urbains et communes rurales. 3 axes ont été retenus par les élus :</p> <p>L'axe A1-1 « de nouveaux enjeux pour l'aménagement de la Picardie maritime » s'attache ainsi à mettre en place cette logique de solidarité à travers une nouvelle armature qui soit cohérente sur le plan démographique et économique. Il s'agit notamment de redéfinir la stratégie d'accueil d'unités touristiques, de repenser l'offre de stationnement et de répondre aux problématiques d'accès au logement abordable.</p> <p>L'axe « A1-2 : s'appuyer sur les terres intérieures pour relayer l'offre d'habitat et d'équipements » pose l'ambition d'opérer ce rééquilibrage en misant prioritairement sur les polarités à travers plusieurs leviers : garantir une offre attractive pour les populations locales au sein des communes littorales ou à proximité, permettre l'accueil de nouveaux</p>	<p>Le DOO vient traduire cette logique de complémentarité au sein d'un axe dédié « Œuvrer pour un rééquilibrage entre littoral et Terres intérieures ». Les problématiques étant multiples, 5 objectifs viennent décliner cette ambition sur l'habitat, la mobilité, les équipements, les commerces et services, les activités économiques. Les principales orientations visant à enclencher ce rééquilibrage sont les suivantes :</p> <p>Objectif 1.2 L'Habitat (I.1.2.3)</p> <p>Afin de limiter la pression foncière à l'œuvre sur la façade littorale, le SCoT demande aux collectivités de déployer des outils pour encadrer la transformation de résidences principales en meublés touristiques.</p> <p>Objectif 1.3 La Mobilité (I.1.3.2, I.1.3.3, I.1.3.9 recommandations)</p> <p>Le DOO vise à repenser les logiques en matière de mobilité sur ce territoire très dépendant à la voiture individuelle, et notamment de profiter au développement des terres intérieures.</p> <p>Outre la nécessité de conforter le réseau routier et de conforter voire développer le réseau de transport en commun existant, le DOO fixe plusieurs recommandations pour faciliter l'accessibilité : encouragement des mobilités solidaires type autopartage/covoiturage/TAD, création de</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<ul style="list-style-type: none"> • Conforter Abbeville en tant que pôle structurant et moteur de la Picardie Maritime, avec les aménités associées (mobilités, empois, commerces, ...) • Conforter les pôles-relais qui rayonnent sur une partie de la Picardie Maritime • Conforter les pôles de proximité qui permettent de répondre aux besoins quotidiens des habitants • Repenser l'offre sanitaire qui ne répond que partiellement aux besoins actuels et futurs, avec la désertification médicale, en particulier pour les spécialistes • La désertification médicale : un phénomène à endiguer, notamment par la mutualisation des services • Réintroduire une offre alternative et innovante au sein des communes rurales, pour les besoins de première nécessité notamment • Développer des modes alternatifs de distribution dans les zones rurales pour pallier l'affaiblissement de l'offre 	<p>équipements, ...</p> <p>L'axe « A1-3 : une logique nouvelle pour l'accueil des équipements et de l'hébergement touristiques » pose l'ambition d'encadrer le développement de résidences secondaires et d'hébergements touristiques sur le littoral afin de préserver celui-ci. L'enjeu étant d'accueillir « mieux » sur le littoral, notamment grâce à des opérations de restructuration, et d'orienter l'accueil touristique sur les terres intérieures, par exemple grâce à des structures d'hébergement haut de gamme.</p>	<p>schémas directeurs cyclables, ...</p> <p>Il vise en outre à développer et connecter les itinéraires cyclables entre eux pour créer un maillage global cohérent, d'améliorer leur lisibilité et faciliter la connexion vers les destinations touristiques. Il s'agit de leviers également intéressants pour attirer de nouveaux types de touristes dans les terres intérieures.</p> <p>Enfin, il pose des recommandations en faveur de la restructuration des aires de stationnement en entrée de ville des communes littorales pour réduire les déplacements dans les centralités.</p> <p>Objectif 1.4 Les équipements (1.4.2)</p> <p>Le SCoT demande aux documents d'urbanisme de permettre l'implantation d'équipements de proximité au sein de toutes les communes.</p> <p>Objectif 1.5 Commerces et services (1.5.1)</p> <p>Comme pour les équipements, le SCoT souhaite veiller à une répartition « équilibrée et complémentaire » des commerces et services sur le territoire.</p> <p>Objectif 1.6 Les activités économiques (1.6.1, recommandations)</p> <p>Comme pour les équipements, le SCoT souhaite permettre l'installation et ou le maintien d'activités</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
		<p>artisanales sur l'ensemble des communes du territoire.</p> <p>De plus, il émet aussi des orientations en matière de tourisme. Notamment, il demande aux documents d'urbanisme à maintenir les activités et capacités d'accueil touristiques du littoral, tout en les invitant à encadrer la fréquentation de ces espaces naturels. Il demande également aux documents d'urbanisme de veiller à une répartition équilibrée de l'offre touristique (hébergement et loisirs notamment).</p>
A2- Un modèle urbain plus qualitatif et vertueux		
<ul style="list-style-type: none"> Conforter la volonté de redynamiser les centre-bourgs soulignée dans les CRTE et par les programmes de revitalisation : petites villes de demain, autres études de dynamisme des centre-bourgs... et par la réhabilitation des ERP vieillissants Repenser l'offre sanitaire qui ne répond que partiellement aux besoins actuels et futurs, avec la désertification médicale, en particulier pour les spécialistes La désertification médicale : un phénomène à endiguer, notamment par la mutualisation des services Une diminution du nombre d'habitants susceptible d'affecter la fréquentation des équipements et commerces à anticiper Un vieillissement de la population de plus en plus fort qui pose la question 	<p>L'armature territoriale est héritée de l'histoire de l'urbanisation du territoire : structuration d'une façade littorale, structuration de pôles d'emplois, périurbanisation ... Ce modèle urbain fait aujourd'hui face à de nombreux enjeux, notamment en matière d'étalement urbain et d'équilibre entre ruralité et urbanité, périphéries et centralités. 3 axes ont été retenus par les élus :</p> <p>L'axe « A2-1 : la mixité territoriale et la mutualisation des équipements pour un territoire plus facile à vivre » traduit l'ambition de favoriser la proximité des usages et des services, de conforter les centralités comme pôles d'emplois, et la reconquête des espaces urbains mono-fonctionnels. Il identifie en outre plusieurs grands secteurs de la mutabilité urbaine.</p>	<p>Le DOO vient traduire de diverses façons le souhait de requalifier/revitaliser le tissu des centralités. Ces prescriptions s'accompagnent d'autres prescriptions dans le DAACL.</p> <p>Objectif 1.5 Les commerces et services (1.5.12)</p> <p>Objectif 1.4 Les équipements (1.4.3)</p> <p>Objectif 3.2 La sobriété foncière (3.2.15 à 1.1.5, recommandations)</p> <p>Dans les objectifs de sobriété foncière le DOO demande que les constructions nouvelles soient réalisées prioritairement dans les enveloppes urbaines. Il indique également (3.2.12) :</p> <p>« Les documents d'urbanisme s'appuieront sur les conditions suivantes pour davantage d'intensification :</p> <ul style="list-style-type: none"> •mixité fonctionnelle encouragée •densité renforcée par rapport à l'existant au sein des enveloppes urbaines et dans les secteurs de

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>de l'offre à destination des plus jeunes, et qui nécessite d'être anticipé pour le maintien d'une offre qualitative</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une diminution du nombre d'habitants susceptible d'affecter la fréquentation des équipements et commerces à anticiper • Des ambitions en matière de mobilités durables à conforter pour garantir une bonne accessibilité aux pôles internes et externes au territoire et renforcer l'accès aux commerces, équipements et services à tous, notamment les PMR • Le risque de fermeture de certains commerces, équipements et services par manque d'accessibilité qui est à anticiper, avec notamment une fracture au nord-est du territoire qui risque de s'accroître et une désertification des communes rurales • Accompagner la volonté politique de conforter les commerces en centre-bourg, permettant de les affirmer comme polarité • Développer des modes alternatifs de distribution dans les zones rurales pour pallier l'affaiblissement de l'offre • Le développement périphérique de grandes surfaces susceptible d'affecter l'offre en centre-bourg à 	<p>L'axe « A2-2 : l'affirmation d'un territoire animé et préservé » traduit l'ambition de conforter la vitalité des centres-villes et centres-bourgs, et ce à chaque niveau de l'armature.</p> <p>L'axe « A2-3 : la régénération des espaces résidentiels mutables » vise à favoriser la recomposition des tissus urbains « sans qualité » (vétustes ou peu denses) en misant sur divers leviers pour favoriser leur « régénération résidentielle ».</p> <p>L'axe « A2-4 : une meilleure connaissance et la maîtrise du foncier opérationnel » illustre 3 champs d'intervention que le SCoT entend mobiliser pour accompagner le développement territorial des centralités : Stratégie foncière ; périmètres de projets urbains ; préservation des espaces paysagers emblématiques.</p>	<p>développement</p> <p>• <i>densité augmentée par rapport à l'existant autour des gares (par exemple dans un rayon de l'ordre de 500 mètres).</i> »</p> <p>Le DOO recommande également de fixer des densités minimales au sein des OAP et encourage la diversification des formes urbaines.</p> <p>Objectif 1.4 Les équipements (1.4.2)</p> <p>Le SCoT demande aux documents d'urbanisme de permettre l'implantation d'équipements de proximité au sein de toutes les communes.</p> <p>Objectif 1.5 Les commerces et services (1.5.1 à 1.5.4, recommandations)</p> <p>Les prescriptions en matière de commerces et services visent à assurer la vitalité commerciale des centralités : objectif d'éviter les phénomènes de concurrence entre périphéries et centralités, optimisation des tissus existants, mixité fonctionnelle des tissus bâtis, mutualisation d'espaces existants pour l'accueil de nouveaux commerces et services. Le DOO encourage également de cibler les périmètres à revitaliser en priorité.</p> <p>Objectif 1.6 Les activités économiques (1.6.1)</p> <p>Le SCoT permet l'installation d'activités artisanales au sein des tissus urbanisés de toutes les communes, ce qui permet de favoriser le dynamisme économique des centralités. Le DOO recommande en outre de mettre en</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
encadrer		<p>place une stratégie foncière économique commune.</p> <p>Objectif 3.1 La sobriété foncière (3.1.2, à 3.1.21)</p> <p>Plusieurs prescriptions sont en faveur de la limitation de la consommation d'ENAF. Celles-ci favorisent également la requalification et la revitalisation des tissus bâtis : investissement des dents creuses, mixité fonctionnelle, reconquête des logements vacants, valorisation des friches, réemploi des constructions, valorisation des toitures... Le DOO demande notamment de prioriser l'extension de l'urbanisation sur des parcelles situées à l'intérieure de l'enveloppe urbaine, et fixe des objectifs de densités minimales dans les nouveaux projets pour favoriser l'intensification du tissu bâti. Le DOO comprend également une prescription pour favoriser la requalification des grands secteurs de mutabilité urbaine.</p> <p>Les sous-parties « Réduire le rythme de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers jusqu'à 2031 » et « A partir de 2031, mettre en œuvre la trajectoire de réduction de l'artificialisation vers le Zéro artificialisation nette à 2050 » traduisent l'ambition du SCoT de s'inscrire dans la logique ZAN et de limiter l'impact sur les espaces NAF. Elles précisent notamment les surfaces maximales de consommation foncière par EPCI jusqu'en 2031 (3.2.18 et 3.2.19).</p> <p>Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistiques (DAACL) (D1 à D7)</p> <p>Le DAACL « précise les conditions d'implantation et d'extension des commerces dans le prolongement des orientations exprimées dans le DOO », en localisant les centralités urbaines (Centre d'agglomération, centre-ville,</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
		<p>centre-bourg, centre-littoral) et les secteurs d'implantations périphériques. Il vise à renforcer les centralités urbaines, limiter le développement de pôles périphériques et optimiser les pôles existants, tout en limitant l'extension et la création de nouveaux pôles. Les conditions d'urbanisation par types sont édictées par sous-partie.</p> <p>La sous-partie « conditions applicables aux centralités urbaines » pose des conditions permettant de privilégier l'accueil des petites surfaces en autorisant tout format de surface (D1) et privilégier le réinvestissement de locaux existants et le regroupement des cellules (D2) afin de favoriser et de concentrer le dynamisme commercial dans les centralités.</p> <p>Dans la sous-partie « conditions applicables aux SIP » le DAACL indique que les SIP n'ont pas vocation à accueillir de petites surfaces, mais seulement de grandes surfaces avec un seuil minimal fixé (+300 m²). (D3). Le DAACL prescrit la création de nouveaux SIP (D4) et demande aux projets de s'implanter dans une logique de réinvestissement de l'existant ou de friche, et de densification du secteur (D5). Les SIP ont donc des conditions d'accueil plus restreintes que les centralités avec une logique de seuil de surface, ceux-ci ne pouvant pas accueillir de commerces de -300 m².</p> <p>La sous-partie « conditions applicables aux secteurs d'implantations privilégiées pour les équipements logistiques commerciaux » encadre le développement logistique en priorisant leur développement au sein de 2 communes (D8). Il demande que les entrepôts de +5 000m² de SDP soient localisés dans des ZAE accueillant déjà des bâtiments logistiques. Ceux de -5 000</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
		m² s'insèrent soit en ZAE existante, soit dans un tissu urbain compatible avec l'activité (D9). Le DAACL souhaite donc orienter le développement des équipements logistiques commerciaux sur des secteurs préférentiels et encadre l'implantation en fonction de critères de surface pour garantir une insertion harmonieuse des projets dans des tissus adaptés. Il encadre également leur implantation en intégrant la gestion du dernier km et en favorisant leur implantation à proximité d'axes de desserte (D11 et D12) pour garantir la fluidité des flux. Enfin, les centres de distribution urbains sont seulement autorisés dans les pôles de l'armature afin de favoriser leur rôle de pôle d'emplois et d'attraction de flux. (D13)
A3- Une politique de l'habitat en faveur du rééquilibrage du territoire et de la satisfaction des besoins de tous		
<ul style="list-style-type: none"> Le littoral : un territoire attractif mais vulnérable sur le plan environnemental et climatique Un vieillissement global de la population, qui interroge l'offre en services et équipements et en moyens de déplacements adaptés pour les seniors Une offre d'équipements sportifs qualitative pour attirer des familles et participer au renouvellement Un parc composé de grands logements qui peut être mobilisé pour favoriser le renouvellement urbain La poursuite du vieillissement de la population et du phénomène de décohabitation qui traduit des besoins en matière d'adaptation du logement Les conventions ANRU, PVD, OPAH-RU et autres projets de rénovation 	<p>Le parc de logements est confronté à des enjeux de multiples natures typiques des façades littorales et des territoires ruraux, tandis que les évolutions socio-démographiques induisent de nouveaux besoins en matière de logement. Pour proposer une offre de logements attractive pour toutes et tous, les élus ont identifié 3 axes principaux :</p> <p>L'axe « A3-1 : les besoins de logements pour le niveau d'ambition du territoire », qui fixe des objectifs chiffrés de production de logements adaptés et différenciés selon les tendances de chacun des EPCI.</p> <p>L'axe « A3-2 : la réponse aux besoins de la population et du territoire », qui s'inscrit dans la volonté de rééquilibrage entre littoral et</p>	<p>Le DOO déploie un certain nombre de prescriptions et recommandations pour répondre à ces enjeux, déclinés dans l'objectif 1.2 L'Habitat</p> <p>Afin d'accompagner les enjeux de sobriété foncière et de s'inscrire dans les objectifs du ZAN, il émet notamment des prescriptions explicitant la nécessité de réaliser des constructions nouvelles prioritairement dans les enveloppes urbaines, et fixe les principes pour davantage d'intensification : mixité fonctionnelle, densité augmentée...</p> <p>Il déploie également des prescriptions pour répondre aux besoins des jeunes travailleurs, maintenir la part de résidences principales dans les pôles de l'armature du SRADDET. Il demande également de déployer les outils pour « <i>maîtriser le phénomène de transformation de résidences principales en meublés touristiques et</i></p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>énergétique : des leviers à mobiliser, déjà identifiés par les CRTE pour la performance énergétique de l'habitat privé ancien</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le tissu ancien : un site d'intervention privilégié pour favoriser le renouvellement au sein des polarités et favoriser la mixité sociale • PLH de la CABS (approuvé) et de la CCV (prévu) : des outils à mobiliser pour favoriser l'équilibre social de l'habitat et la mixité • Accompagner les jeunes dans leur accession au logement, ceux-ci étant de plus en plus confrontés à des blocages dans leurs parcours résidentiels • Le renouvellement du parc vacant : un potentiel à mobiliser pour attirer les jeunes ménages et répondre aux besoins de la population, en particulier dans l'intérieur du territoire • Les PLH : des outils pour orienter la production de logements, notamment dans les centres anciens qui disposent d'un fort potentiel lié à la proximité des services • Limiter la consommation d'espaces NAF : favoriser les opérations de renouvellement urbain, prioriser l'accueil d'opérations au sein de tissus déjà artificialisés (friches, terrains dans les enveloppes urbaines ...), miser sur des formes urbaines compactes dans les nouvelles opérations ... 	<p>terres intérieures, tout en répondant aux enjeux spécifiques à chacun de ces espaces, ainsi que la volonté de diversifier le parc de logements pour répondre à tous les besoins.</p> <p>L'axe « A3-3 : des objectifs à articuler avec la mise en œuvre de la trajectoire « zero artificialisation nette » à l'horizon 2050 » : il fixe les objectifs de limitation de consommation d'espaces NAF, que le SCoT entend atteindre notamment à travers des formes d'habitat plus compactes et de nouvelles logiques d'urbanisation (valorisation du logement sans foncier, des friches, priorisation de l'implantation dans le tissu bâti ...).</p>	<p><i>encadrant la création de résidences secondaires » (1.2.2)</i></p> <p>Le DOO fixe également le nombre de logements à produire par EPCI dans la sous-partie « Objectifs de production de l'offre de logements ».</p> <p>Dans la sous-partie « La diversification du parc de logements » (1.2.5 à 1.2.6, recommandations) : le DOO émet des prescriptions sur la diversité des tailles de logement et la mixité sociale en particulier dans les opérations d'envergure. Le DOO encourage également que les opérations de logements collectifs / opérations d'ensemble s'adaptent aux évolutions des modes de vie, qui soient novatrices sur les modes d'habiter.</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer la diversité des formes urbaines des villages et des villes dans la stratégie d'intensification urbaine, afin de proposer des possibilités de densification adaptées • Consolider l'armature territoriale du Pays de la Baie de Somme en misant sur la complémentarité des différentes communes • Conforter Abbeville en tant que pôle structurant et moteur de la Picardie Maritime, avec les aménités associées (mobilités, empois, commerces, ...) • Conforter les pôles-relais qui rayonnent sur une partie de la Picardie Maritime • Conforter les pôles de proximité qui permettent de répondre aux besoins quotidiens des habitants • 		
A4- Une interaction forte entre mobilités et rééquilibrage territorial		
<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner la volonté des différentes EPCI de développer des pôles mobilité et pôles multimodaux complémentaires, notamment pour faciliter le déplacement entre communes • Conforter l'offre ferroviaire pour favoriser le recours au train hors et à l'intérieur du territoire • Des portions de voirie à moderniser pour sécuriser les espaces de rencontre, et faciliter le dépassement de gros gabarits • Une offre de transports ferroviaire attractive vers les pôles économiques/universitaires de proximité 	<p>Le Pays de la Baie de Somme est aujourd'hui caractérisé par une desserte globale satisfaisante, bien qu'elle tende à s'amoindrir, ainsi que la prédominance des mobilités individuelles. Le SCoT souhaite accompagner les initiatives déjà à l'œuvre et développer de nouvelles synergies en matière de mobilités, afin de tendre vers un réseau plus efficace et plus sobre.</p> <p>L'axe « A4-1 : une mobilité mieux organisée pour un territoire plus fluide » traduit l'ambition d'articuler les initiatives existantes, notamment en matière de desserte régionale,</p>	<p>Le DOO déploie un certain nombre de prescriptions et recommandations pour répondre à ces enjeux, déclinés dans l'objectif 1.3 La mobilité (I.2.1, I.2.2, I.2.3).</p> <p>En matière de desserte régionale et interne, il entend conforter les grands axes routiers stratégiques identifiés au RRIR. Le DOO mise également sur le développement des gares et conforter leur fonctionnement en tant que pôles d'échanges multimodaux.</p> <p>Le DOO comprend des recommandations qui encouragent les collectivités à développer les mobilités solidaires (covoiturage, autopartage, TAD, mini bus, ...) et orienter la politique de mobilités en fonction des besoins,</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>à maintenir (Amiens, Boulogne/Calais notamment)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un potentiel regain pour la ligne Abbeville-Le Tréport avec des études en cours et un souhait politique de réouverture de ce réseau ferré à l'horizon 2027. • Le TAD : un levier mobilisé par certains territoires pour faciliter la mobilité des personnes captives en alternative aux lignes de transport en commun peu fréquentées • La volonté de décarbonation du réseau de transports collectifs à conforter • Maintenir l'offre Trans'80 sur toutes les communes et la stratégie de communication sur les lignes (horaires, itinéraires, types de transports, tarifs, perturbations...) pour optimiser la lisibilité de l'offre de services auprès du public • La valorisation et sécurisation du maillage de liaisons douces et des services pour les déplacements à vélos : des leviers pour les mobilités touristiques et pendulaires et favoriser le report modal vers les mobilités douces • Un manque de connectivité entre les territoires les plus en retrait pallié par le déploiement progressif du réseau points nœuds, à conforter pour renforcer les liaisons • Des actions pour l'éducation et la sensibilisation à l'utilisation des mobilités 	<p>d'amélioration de la desserte vers et au sein des terres intérieures, faciliter l'intermodalité et développer les modes doux.</p> <p>L'axe « A4-2 : développer de nouvelles logiques de mobilités adaptées aux besoins des habitants des espaces ruraux et urbains » entend répondre aux enjeux en matière de dépendance à l'automobile, notamment en encourageant des mobilités alternatives plus sobres et adaptées à tous les profils (modes doux, mobilités partagées, tendre vers des mobilités de courtes distances).</p> <p>L'axe « A4-3 : ménager le littoral en retenant en amont les grands flux de mobilité » entend encadrer la pression automobile constatée sur le littoral, par la gestion du stationnement et l'apaisement des communes littorales.</p>	<p>en particulier dans les territoires ruraux.</p> <p>Il comprend également une sous-partie « Le développement du réseau de mobilités douces du quotidien et touristique » (1.3.6 à 1.3.14, recommandations). Il s'agit notamment de structurer le maillage cyclable, favoriser la cohabitation des usages, faciliter les connexions vers les pôles d'emplois, d'aménager le maillage sur des sites stratégiques, d'améliorer la lisibilité des itinéraires de découverte, et d'améliorer le confort d'usage. L'enjeu étant de poser les bonnes conditions pour favoriser le recours aux modes actifs.</p> <p>La question de l'accessibilité est également abordée au sein d'autres parties. Garantir une bonne proximité aux services / desserte des nouveaux sites de projet est en effet demandé par le DOO pour faciliter les déplacements doux de courte-distance ou en transports en commun :</p> <p>Objectif 3.2 Sobriété foncière (3.2.8)</p> <p>« Les documents d'urbanisme devront définir les secteurs de développement urbain :</p> <ul style="list-style-type: none"> • selon une logique de prise en compte de l'armature du territoire, avec une implantation prioritairement dans les

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>actives/douces à développer</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des leviers déjà utilisés à favoriser pour la mobilité des personnes captives, notamment à destination des plus jeunes et précaires (plateformes mobilité, Plan « Mobilité Jeunes » ...) • Une volonté partagée de favoriser le report modal depuis la voiture vers des mobilités plus durables (aménagement de plateformes de covoiturage, autopartage, plans vélo, bornes pour voitures électriques, ambitions pour le développement du réseau de transports en commun...) à conforter • Faciliter la mobilité de l'ensemble des personnes captives (jeunes, seniors et PMR) vers les pôles d'équipements, dans un contexte de vieillissement de la population • Une offre de transports ferroviaire attractive vers les pôles économiques/scolaires principaux à maintenir (Amiens notamment) • L'augmentation des flux entrants à accompagner vers une mobilité plus durable, en particulier dans le cadre d'une précarité énergétique grandissante liée aux déplacements 		<p><i>communes « pôles »</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>en tenant compte du maillage existant en équipements, commerces et services</i> • <i>le cas échéant selon une logique de proximité avec la présence de dessertes existantes ou futures (gares, réseaux de bus, voies cyclables)</i> • <i>Plus globalement, les documents d'urbanisme prendront aussi en compte la fonctionnalité, la proximité et la desserte avec les communes extérieures au territoire pour la localisation des secteurs de développement urbain. »</i> <p>DAACL (D5)</p> <p><i>« Les développements commerciaux tiennent compte des modes d'accès, des connections aux dessertes de transports en commun, des circulations entre commerces, des cheminements piétons sécurisés et mutualisent les capacités de stationnement motorisés. »</i></p>
Axe B : Les orientations environnementales et paysagères pour un aménagement et un développement durable		
B1- Favoriser le développement d'un territoire à forte sobriété environnementale		
<ul style="list-style-type: none"> • Des carrières trop anciennes pour être requalifiées (un grand nombre de plans d'eau in fine pour quels usages ?) 	<p>Déjà doté d'un PCAET depuis 2021, le SCoT entend poursuivre ses actions en matière de transition écologique et énergétique. Vulnérable sur le plan climatique, le SCoT</p>	<p>Le DOO déploie un certain nombre de prescriptions et de recommandations en matière d'ENR, de performance énergétique, de gestion de l'eau, de gestion des déchets,</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<ul style="list-style-type: none"> Des carrières exploitées soumises à une réglementation exigeante (ICPE) Un schéma départemental des carrières de la Somme approuvé récemment (24/11/2015) Concilier les activités de carrières avec la préservation du paysage et des habitats naturels Privilégier un usage sobre des matériaux de carrières Des carrières trop anciennes pour être requalifiées (ou l'être selon les exigences actuelles), et par ailleurs un nombre de plans d'eau sur les anciens dépôts de galets qui sera notable in fine Accompagner l'implantation des dispositifs de production d'énergies renouvelables, en évitant la co-visibilité avec des secteurs d'enjeux paysagers Poursuivre le développement de la production d'un mix d'énergies renouvelables en levant les freins au développement des énergies encore peu présentes (solaire... méthanisation, géothermie etc.) Rendre les territoires complémentaires en termes de production (gisements bois/agricoles...) et de consommation d'énergies renouvelables (développement de 	<p>entend également assurer la protection et la valorisation de ses ressources.</p> <p>L'axe « B1-1 : poursuivre la dynamique de transition énergétique du territoire, en assurant une performance énergétique exemplaire pour les futurs projets urbains et en favorisant le développement des énergies renouvelables », s'attache à orienter le territoire vers un modèle plus sobre, par le développement de diverses filières d'ENR locales afin de tendre vers davantage d'autonomie énergétique, et par la limitation de la consommation d'énergie du territoire.</p> <p>L'axe « B1-2 : garantir une gestion durable de la ressource en eau », traduit la volonté du SCoT d'intégrer les nombreux défis liés à la ressource en eau, notamment en matière de qualité, de ruissellement, ainsi que de gestion quantitative.</p> <p>L'axe « B1-3 : améliorer la réduction 1.2et la valorisation des déchets au sein du territoire » traduit la volonté de tendre vers un modèle de gestion des déchets plus efficace misant sur la sensibilisation, la valorisation des déchets et un modèle de collecte adapté.</p> <p>L'axe « B1-4 : promouvoir une gestion durable des carrières en adéquation avec les ressources et l'environnement » traduit la volonté de conforter l'exploitation de carrières du territoire, mais en assurant la limitation des impacts sur le plan paysager et</p>	<p>et de gestion des carrières.</p> <p>Objectif 2.6 La protection des ressources en eau (2.6.1 à 2.6.22, recommandations)</p> <p>Plusieurs sous-parties viennent structurer les objectifs du DOO. En matière de sécurité de l'alimentation en eau potable, le DOO demande notamment de protéger les aires d'alimentation de captage d'eau potable (2.6.2) dans les documents d'urbanisme.</p> <p>En matière de « gestion des eaux pluviales » (sous partie dédiée), le DOO demande notamment aux documents d'urbanisme de préserver les éléments participants à la gestion des eaux pluviales (2.6.6), par exemple les milieux aquatiques et humides.</p> <p>En matière de « protection des milieux aquatiques et des zones humides » (sous partie dédiée), le DOO demande aux documents d'urbanisme de protéger les zones humides et les cours d'eau, ainsi que de réaliser une cartographie des zones humides (2.6.11 et 2.6.12)</p> <p>En matière d'amélioration des systèmes d'assainissement (sous partie dédiée), le DOO souhaite notamment privilégier le recours à une gestion séparative des eaux usées et pluviales. (2.6.15)</p> <p>Objectif 2.8 La gestion des carrières (2.8.1 à 2.8.3)</p> <p>Le DOO demande aux documents d'urbanisme de permettre les actions de prospection et d'extension sur les sites identifiés par le SDC et le SRC, afin de garantir le maintien de la filière sur le territoire. Il demande également aux projets de s'inscrire dans une logique ERC</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>chaufferies bois, méthanisation ; etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Engager le monde économique (industriels, agriculteurs) dans la production d'énergies renouvelables (méthanisation, panneaux solaire...) • Améliorer la performance énergétique du parc bâti en assurant la performance énergétique exemplaire pour les futures constructions • Intégrer la problématique de la gestion des déchets dans le cadre des nouveaux aménagements (locaux déchets, points de retournement...) • Poursuivre la réduction de la production de déchets et limiter la hausse sur le territoire de la CA de l'Abbevillois • Résoudre les problématiques de refus de tri à l'échelle du territoire ; • Diminuer la part de stockage des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) en favorisant la valorisation énergétique ; • Accentuer les démarches en lien avec l'économie circulaires et les ressourceries du territoire afin de poursuivre l'effort du tri et la valorisation de la matière ; • Accentuer et diffuser les « bonnes initiatives » locales • Anticiper l'impact de l'afflux 	<p>écologique.</p>	<p>et d'anticiper la remise en état du site afin de limiter les impacts environnementaux.</p> <p>Objectif 3.3 Les risques et nuisances</p> <p>Le DOO traite du sujet des déchets dans la sous-partie « la réduction et la valorisation des déchets » (3.3.2. à 3.2.6). Il demande notamment de maintenir les réseaux de collecte existants voire de les développer, de limiter la production de déchets ainsi que de développer les filières de valorisation des déchets.</p> <p>Objectif 3.4 Les énergies renouvelables (34.1 à 3.4.12, recommandations)</p> <p>Le DOO encadre l'organisation de la production d'ENR sur le territoire, avec des prescriptions différenciées pour le développement de différentes filières : énergie scolaire, énergie éolienne, réseau de chaleur / bois énergie, méthanisation. Il demande également aux documents d'urbanisme de fixer des objectifs chiffrés en matière de production d'ENR (III.3.1)</p> <p>Objectif 3.5 L'adaptation du bâti au changement climatique (3.5.1 à 3.5.4, recommandations)</p> <p>A travers la sous-partie « Favoriser la performance énergétique des nouveaux bâtiments », le DOO demande que les nouvelles constructions respectent les exigences les plus récentes en matière de performance énergétique. Il encourage en outre à optimiser la performance des constructions par plusieurs biais (bioclimatisme, matériaux biosourcés, mitoyenneté du bâti, formes urbaines compactes), à construire des écoquartiers, à définir des labels de performance énergétique dans les projets.</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>touristique sur la production de déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre la reconquête de la qualité des cours d'eau et des masses d'eau souterraines, comme une composante essentielle des choix d'urbanisme ; • Privilégier un développement équilibré et conduire une réflexion stratégique sur la sécurisation de l'eau potable qui garantit l'adéquation quantitative entre besoins de prélèvements ; • Poursuivre les contrôles et l'assistance pour l'amélioration de l'assainissement individuel présent en territoire rural pour améliorer la performance de la gestion des eaux usées ; • Prendre en compte, dans la planification et l'aménagement, la gestion des eaux pluviales ; • Veiller à limiter autant que possible l'ouverture à l'urbanisation en zones humides, tout particulièrement en prairies humides de par leur rôle essentiel en termes de gestion des crues et des étiages, de biodiversité et de paysage ; • Concilier le maintien et le développement des activités (tourisme, conchyliculture, élevage) tout en limitant leur impact environnemental sur les eaux 		<p>(3.5.1, recommandations).</p> <p>A travers la sous-partie « Favoriser la performance énergétique du bâti existant », le DOO demande de prioriser la rénovation et la réhabilitation du bâti existant par rapport à l'extension urbaine. Il recommande aux OAP des documents d'urbanisme de préciser le découpage parcellaire et l'orientation du bâti pour tendre vers une conception bioclimatique. (3.5.2, recommandations).</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
littorales ; <ul style="list-style-type: none"> • Anticiper les effets du dérèglement climatique dans la gestion de l'eau et identifier les ressources en eau stratégiques à préserver pour une exploitation future (foret de Crécy). • 		
B2- Protéger durablement le socle agro-naturel du territoire		
<ul style="list-style-type: none"> • Préserver et renforcer les espaces constitutifs de la Trame Verte et Bleue, dans leur richesse et leur diversité : milieux dunaires, forestiers, aquatiques, humides, coteaux calcaires, espaces agricoles, nature en ville • Valoriser les espaces de la Trame Verte et Bleue en lien avec leurs bénéfices multifonctionnels : santé, paysage, énergie, prévention des risques, ... • Limiter la fragmentation du maillage de la Trame Verte et Bleue en recherchant une perméabilité maximum des espaces bloquants (urbanisation, infrastructures de transport,) • Porter une attention particulière à la protection des espèces rares et menacées sur le territoire mais également sur la biodiversité ordinaire • Maîtriser les pratiques agricoles afin d'aller dans le sens du maintien et 	<p>Composé par un socle agro-naturel très diversifié, la richesse écologique du Pays de la Baie de Somme constitue un atout non seulement en matière de fonctionnalité écologique mais aussi d'attractivité économique (tourisme, agriculture). Le SCoT entend ainsi préserver la diversité des milieux du territoire.</p> <p>L'axe « B2-1 : protéger et restaurer la trame verte, bleue et noire du territoire, le socle naturel qui constitue, au travers de la diversité de ses milieux, des habitats remarquables pour l'accueil de la biodiversité locale » s'attache à vouloir préserver et restaurer les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité, et ce pour chacune des sous-trames écologique que ce soit en milieu urbain ou rural.</p> <p>L'axe « B2-2 : garantir la pérennité des ressources agricole, sylvicole et halieutique » traduit l'ambition du SCoT de préserver et valoriser plus spécifiquement les productions locales ainsi que les paysages</p>	<p>Le DOO traite du sujet de la protection et de la valorisation du socle agro-naturel dans plusieurs parties spécifiques à la biodiversité, la nature en ville et le littoral.</p> <p>L'Objectif 2.2 Protection et fonctionnalités de la mer et du littoral (2.2.1 à 2.2.5, recommandations) fixe des principes en faveur de la préservation des milieux littoraux, et en conciliant les usages existants.</p> <p>Le DOO demande de délimiter l'estran des milieux marins remarquables et de les protéger, tout en incluant les usages qui y sont liés (pêche, loisirs notamment) sous réserve qu'ils ne dénaturent pas les espaces. (2.2.1, 2.2.2, 2.2.4)</p> <p>Le DOO demande d'assurer la préservation des milieux littoraux, estuariens et maritimes des rejets polluants ou des déchets. (II.2.3)</p> <p>Enfin, il demande de prendre en compte la nécessaire adaptation des aménagements du littoral (2.2.5)</p> <p>L'Objectif 2.3 Les modalités d'application de la Loi Littoral (2.3.1 à 2.3.28) vient affirmer les orientations en matière de préservation du littoral en s'inscrivant dans le</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>de la préservation de la biodiversité : limitation des labours, maintien du réseau bocager</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préserver les espaces dunaires et littoraux, notamment en lien avec les activités humaines (pression touristique, exploitation des cordons de galets, ...) • Maîtriser les nouveaux développements urbains : <ul style="list-style-type: none"> ○ Préserver les coupures vertes ○ Concilier le développement touristique et préservation des paysages • Concilier le maintien et le développement des activités (tourisme, conchyliculture, élevage) tout en limitant leur impact environnemental sur les eaux littorales ; • Préserver et mettre en valeur la diversité et la richesse des paysages <ul style="list-style-type: none"> ○ Poursuivre la protection et la mise en valeur du patrimoine naturel : forêt de Crécy, dunes littorales, marais et tourbières prairies, ... ○ Accroître l'authenticité du littoral et des estuaires en confortant les activités traditionnelles (pêche artisanale côtière, pêche à 	<p>agricoles.</p> <p>L'axe « B2-3 : promouvoir l'attractivité touristique, tout en garantissant le maintien de la fonctionnalité écologique des espaces emblématiques naturels » traduit l'ambition du SCoT de développer un tourisme plus vertueux sur le littoral et les terres intérieures, misant sur la valorisation et la préservation des aménités paysagères du territoire sur le long terme.</p>	<p>cadre fixé par le code de l'urbanisme : organisation de l'urbanisation, régime d'urbanisation des EPR, localisation des ERC et des coupures d'urbanisation.</p> <p>L'organisation de l'urbanisation est déclinée autour de 5 grands types : agglomérations, villages, villages économiques ou touristiques, SDU, tissu bâti diffus. Le tissu bâti diffus n'a pas vocation à se développer. Une cartographie localise les villages, villages économiques, agglomérations et SDU. (2.3.1 à 2.3.7)</p> <p>La sous-partie « L'extension limitée de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage » identifie les EPR et vient décliner les conditions de constructibilité (principe de limitation, de justification et plutôt en arrière des zones urbanisées). (2.3.8 à 2.3.11).</p> <p>La sous-partie « La bande littorale de 100m et le recul du trait de côte » caractérise cette bande littorale où la constructibilité en dehors des enveloppes y est contrainte. Le DOO identifie également les communes concernées par le recul de trait de côte, et demande que la bande littorale y soit portée au-delà de 100 mètres (2.3.12 à 2.3.18)</p> <p>La sous-partie « les espaces remarquables ou caractéristiques » désigne les ERC du Pays de la Baie de Somme, qui sont identifiés dans un document graphique dédié. Le DOO demande aux documents d'urbanisme de les préserver grâce à un zonage adapté, et d'y encadrer les pratiques de loisirs (2.3.19 et 2.3.20)</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>pied, conchyliculture, chasse, ...)</p> <ul style="list-style-type: none"> Des enjeux concernant la conversion vers des modes doux de transports notamment du secteur littoral (voie d'eau ou ferrée) aujourd'hui quasi exclusivement par voie routière (éloignement relativement important entre zones d'extraction et de consommation du bassin amiénois) 		<p>La sous-partie « Les parcs et ensembles boisés les plus significatifs » identifie ces boisements sur un document graphique dédié, que les documents d'urbanisme devront délimiter à leur échelle et classer dans un zonage adapté en fonction de leur intérêt écologique (2.3.21 à 2.3.22)</p> <p>La sous-partie « Les coupures d'urbanisation » les identifie dans un document graphique dédié, et demande aux documents d'urbanisme de classer ces espaces en zone A ou N. Le DOO décline plusieurs prescriptions pour préciser la délimitation des espaces selon leurs fonctions/vocations. Il précise toutefois la possibilité de construire des aires de campings, équipements de loisirs ... Sous réserve de ne pas remettre en cause la préservation de la biodiversité. (2.3.23 à 2.3.28)</p> <p>L'Objectif 2.4 La protection de la biodiversité (2.4.1 à 2.4.22, recommandations) fixe les principes en matière de préservation de la TVB.</p> <p>Le DOO demande notamment aux documents d'urbanisme de réaliser une OAP « trame verte et bleue », fixant des objectifs pour la préservation et la restauration des réservoirs et des corridors. (2.4.1) Il demande également aux documents d'urbanisme de classer les réservoirs de biodiversité en zones inconstructibles. (2.4.2)</p> <p>Le DOO décline également des objectifs spécifiques aux enjeux des différents milieux (forestiers, aquatiques, humides, coteaux calcaires). (2.4.4 à 2.4.11)</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
		<p>Le DOO encourage les actions de renaturation, les dispositifs pour le maintien de la biodiversité (exemple : éco-pâturage), ainsi que l'encadrement de la fréquentation des milieux les plus sensibles. (recommandations)</p> <p>Il décline des prescriptions spécifiques à la préservation de la fonctionnalité des corridors écologiques, notamment en incluant la question des ruptures, la nécessité de restaurer les milieux non fonctionnels sur le plan écologique, la renaturation des berges si la structure végétale n'y est pas développée, et la nécessité de préserver les espaces relais notamment en ville. Il demande également d'assurer la préservation des corridors écologiques dans les espaces agricoles via un traitement spécifique (2.4.12 à 2.4.19)</p> <p>Le DOO traite de la trame noire dans une sous-partie dédiée « la lutte contre la pollution lumineuse ». Il demande notamment aux documents d'urbanisme de limiter au maximum cette pollution à travers des installations d'éclairage adaptées (2.4.20).</p> <p>L'Objectif 2.5 La préservation de la nature en ville (2.5.1 à 2.5.4, recommandations) traite des espaces relais au sein des villes, bourgs et villages.</p> <p>Le DOO demande aux documents d'urbanisme de préserver les éléments constitutifs de la nature en ville (2.5.1). Il demande également de renforcer la perméabilité écologique, de garantir des espaces de pleine terre, d'utiliser des essences végétales locales. (2.5.2 à 2.5.4)</p> <p>L'objectif 1.6 Les activités économiques fixe également des principes pour encadrer le développement touristique et maintenir les activités agricoles.</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
		<p>Il comprend une sous-partie « Le renforcement et la diffusion de l'offre touristique du littoral vers les terres intérieures » dans laquelle il demande notamment que :</p> <p>« Les documents d'urbanisme prévoient le maintien des activités et capacités d'accueil touristiques du littoral, et organisent de manière raisonnée leur développement sur des secteurs préférentiels localisés et justifiés. » (2.5.23) et s'inscrit ainsi dans une logique de rééquilibrage.</p> <p>Il comprend aussi une sous-partie « La pérennisation des activités agricoles » et « La prise en compte de la trame verte et bleue dans l'espace agricole » qui s'inscrivent dans l'optique de garantir la pérennité des ressources et ce notamment à travers un système agricole résilient. (1.6.11 à 1.6.22, recommandations).</p> <p>Le DOO demande notamment que : « Les documents d'urbanisme doivent tenir compte, au sein des espaces agricoles des caractéristiques paysagères et environnementales. Les espaces à vocation agricole sont intégrés à un zonage A. » (1.6.11)</p> <p>Il demande également aux documents d'urbanisme de permettre la diversification des activités agricoles et la production locale. (1.6.13)</p> <p>Il demande également que les documents d'urbanisme permettent le maintien et le développement d'une agriculture durable en lien avec le TVB, et notamment d'identifier les éléments paysagers qui structurent les espaces agricoles (1.6.20 et 1.6.21).</p>
B3- Assurer la mise en valeur des sites et des paysages identitaires		
→ Préserver et mettre en valeur la diversité et la richesse des paysages	Entre paysages naturels remarquables et bâtis d'intérêt patrimonial, le Pays de la Baie de Somme compte une diversité de marqueurs	Le DOO comprend deux objectifs sur le sujet des paysages et du patrimoine, et aborde également ces sujets dans les objectifs dédiés à l'habitat et au littoral.

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la protection et la mise en valeur du patrimoine naturel : forêt de Crécy, dunes littorales, marais et tourbières prairies, ... Accroître l'authenticité du littoral et des estuaires en confortant les activités traditionnelles (pêche artisanale côtière, pêche à pied, conchyliculture, chasse, ...) Accompagner les évolutions des pratiques agricoles afin de préserver des spécificités paysagères (maintien des terrains agricoles, maintien des prairies, des bosquets et des haies) Poursuivre la protection et la mise en valeur du petit patrimoine identitaire et des architectures traditionnelles du territoire (atlas de patrimoine,...) Préserver et conforter les formes urbaines des villages courtils <p>→ Reconquérir les paysages identifiés comme tels dans la charte du PNR : Vimeu industriel, plateau de Ponthieu, Abbevillois...</p> <p>→ Améliorer la lecture paysagère des éléments marqueurs du territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> Dépasser la sensation de rupture 	<p>identitaires que le SCoT entend protéger et valoriser en tant que véritables atouts pour le cadre de vie et l'attractivité touristique.</p> <p>L'axe « B3-1 : protéger et mettre en valeur la qualité des grands paysages d'exception (plateaux, vallées et littoral) qui offrent des vues remarquables » s'attache à vouloir valoriser les paysages et sites bâtis remarquables du littoral et des terres intérieures, notamment en assurant la préservation d'espaces de respiration (cônes de vue, coupures d'urbanisation).</p> <p>L'axe « B3-2 : assurer la préservation des éléments des patrimoines identitaires locaux qui participent au cadre de vie du pays de la baie de somme » traduit l'ambition du SCoT de vouloir valoriser le « petit patrimoine » participant à l'identité du territoire, notamment les villages-courtils, et ce en assurant un traitement paysager et architectural qualitatif des espaces bâtis.</p>	<p>La sous-partie « la valorisation de la spécificité des villages courtils » de l'Objectif 1.2 L'habitat (1.2.7 à 1.2.9, recommandations) demande de repérer et protéger les éléments constitutifs des villages-courtils, et de tenir compte de leurs spécificités dans les choix d'urbanisation.</p> <p>L'Objectif 2.1 Les Paysages du Pays de la Baie de Somme (2.1.1 à 2.1.10, recommandations) traite du sujet global des enjeux paysagers.</p> <p>A travers la sous-partie « La préservation et la mise en valeur des particularités paysagères locales », le DOO affirme sa volonté de tendre vers une urbanisation plus compacte pour limiter l'étalement et l'impact environnemental et paysager. (2.1.2)</p> <p>Le DOO traduit également les orientations paysagères propres aux grandes entités paysagères définies par la Charte du PNR : Plateau du Ponthieu et vallée de l'Authie, Vimeu, Vallée de la Somme, Littoral Picard. Ces prescriptions sont déclinées pour chaque sous-entités paysagères afin d'affiner la portée des prescriptions. L'objectif étant de garder les marqueurs identitaires de ces espaces et de préserver leur cadre paysager. (2.1.3)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour le Plateau du Ponthieu et la Vallée de l'Authie, le DOO demande notamment de préserver l'auréole bocagère des villages-courtils. - Pour le Vimeu, le DOO demande notamment de préserver les éléments boisés des coteaux, les paysages ouverts des fonds de vallées, le caractère rural des communes ...

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>liée aux infrastructures de transports et les valoriser comme supports de perception et de mise en valeur des paysages</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maîtriser l'impact de la publicité extérieure sur le paysage et le patrimoine, via une réglementation ambitieuse dans les RLPI • Viser une qualité paysagère pour les entrées de ville <p>→ Maîtriser les nouveaux développements urbains :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préserver les coupures vertes • Intégrer les nouvelles constructions dans le paysage dans le respect des formes et des architectures locales • Prendre en compte les zones d'activités du territoire et leurs capacités de développement • Accompagner l'implantation des dispositifs de production d'énergies renouvelables, en évitant la co-visibilité avec des secteurs d'enjeux paysagers • Concilier le développement touristique et préservation des paysages • Concilier les activités de carrières avec la préservation du paysage et des habitats naturels 		<ul style="list-style-type: none"> - Pour la Vallée de la Somme, le DOO demande notamment de préserver les prairies et les haies, les peupleraies, les coupures urbaines, les formes urbaines historiques des villages. - Pour le littoral Picard, le DOO demande notamment de préserver et valoriser le patrimoine balnéaire et maritime, maîtriser les extensions urbaines et préserver les points de vue sur la Baie. <p>A travers la sous-partie « la protection des vues remarquables », le DOO demande notamment de poursuivre l'accessibilité des vues remarquables sur le grand paysage, et de préserver les espaces ouverts situés dans les cônes de vue. Le DOO encourage les documents d'urbanisme d'identifier ces cônes de vue à préserver. (II.1.4 à II.1.7)</p> <p>Enfin, à travers la sous-partie « L'amélioration des entrées de villes et villages et des transitions urbaines et paysagères », le DOO demande notamment aux documents d'urbanisme d'identifier les entrées de ville à requalifier et de maintenir voire créer des transitions végétales entre espaces urbains et agricoles. (2.1.8 à 2.1.9).</p> <p>A ce sujet, le DOO encourage également de porter une attention particulière sur l'aménagement des entrées de villes, de favoriser le traitement paysager des clôtures, d'intégrer des études paysagères pour alimenter les choix d'urbanisation, de réaliser des guides de prescriptions architecturales et paysagères, de mettre en œuvre des RLPI (recommandations).</p> <p>L'Objectif 2.7 Le patrimoine (2.7.1 à 2.7.5, recommandations) traite plus spécifiquement du patrimoine bâti.</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>→ Préserver et conforter les formes urbaines des villages courtils</p>		<p>La sous-partie « la protection du patrimoine remarquable » demande aux documents d'urbanisme de prendre en compte les éléments bâtis faisant l'objet de protection réglementaires, et de préserver le bâti dans le périmètre du PAH. Le DOO invite les collectivités à engager des réflexions sur la mise en œuvre de nouvelles mesures de protection réglementaires pour les éléments remarquables. (2.7.1, 2.7.2, recommandations)</p> <p>La sous-partie « La protection du patrimoine vernaculaire » demande aux documents d'urbanisme d'améliorer la connaissance du patrimoine bâti non protégé et invite à leur associer une protection réglementaire. Le DOO demande aussi d'utiliser des matériaux traditionnels et de définir des stratégies de réaffectation du bâti. Il recommande en outre d'utiliser la préemption pour restaurer le patrimoine bâti. (2.7.3 à 2.7.5, recommandations)</p> <p>De plus, les objectifs suivants portent sur la préservation des milieux d'intérêt écologique, sur le littoral notamment, mais aussi en ville :</p> <p>2.2 Protection et fonctionnalités de la mer et du littoral 2.3 Les modalités d'application de la loi littoral 2.4 La protection de la biodiversité 2.5 La préservation de la nature en ville</p> <p>Ces objectifs de préservation des milieux et de renforcement de la trame végétale, bien que déclinés dans ces parties à visée essentiellement écologique, ont des conséquences positives sur la préservation et la valorisation des paysages.</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
B4- Développer un territoire résilient face au changement climatique		
<p>Pollution</p> <p>→ Donner l'opportunité de requalifier les sites et sols pollués dans le cadre des reconversions de friches, renouvellements urbains...</p> <p>Nuisances sonores</p> <p>→ Prendre en compte les nuisances sonores (choix d'aménagement, conception des bâtiments) pour un cadre de vie apaisé (air, sols, bruits) dans un contexte d'évolution des réglementations</p> <p>→ Promouvoir les modes de déplacements doux (vélo, marche, co-voiturage, TC, partage de l'espace public, etc...).</p> <p>Qualité de l'air</p> <p>→ Agir pour les modes de déplacement non-polluants dans toute leur diversité (vélo, marche, co-voiturage, TC, partage de l'espace public, etc...).</p> <p>→ Favoriser la mixité urbaine toute en prenant en compte les usages afin de limiter les déplacements en véhicules motorisés</p> <p>→ Orienter les choix</p>	<p>Confronté à des risques de multiples natures, d'origine anthropique ou naturels, le Pays de la Baie de Somme doit assurer une gestion des risques effective, ce dans un contexte d'aggravation que génère le changement climatique. Le SCoT souhaite assurer la résilience du territoire face à ces risques croissants.</p> <p>L'axe « B4-1 : protéger les nouveaux secteurs de développement des risques littoraux » traduit l'ambition du SCoT de protéger sa façade littorale, notamment au regard de son intérêt économique et de sa vulnérabilité face aux risques côtiers et la pression sur les milieux naturels, à travers une gestion intégrée et une urbanisation encadrée.</p> <p>L'axe « B4-2 : adapter les zones de constructibilité et les constructions aux spécificités locales liées aux risques naturels inondations (débordement, nappes, ruissellement) et mouvements de terrains » traduit l'ambition du SCoT de développer la connaissance au sujet de ces risques, de conditionner et d'adapter l'urbanisation en fonction des risques évalués, et de maintenir les milieux naturels qui participent à la régulation des risques.</p> <p>L'axe « B4-3 : limiter la vulnérabilité face aux autres risques et nuisances impactant le territoire » traduit l'ambition du SCoT</p>	<p>Le DOO comprend un objectif entier dédié au sujet de la résilience face aux risques, notamment ceux liés changement climatique, l'Objectif 3.3 « Les risques et nuisances ».</p> <p>A ce titre, il comprend une sous-partie « la connaissance des risques ». Le DOO indique que les PPRI réglementent l'occupation du sol dans les risques d'inondation, et affirme cette volonté de s'orienter vers une urbanisation adaptée aux risques notamment pour limiter l'exposition des populations. Le DOO encourage en outre les documents d'urbanisme à contribuer à la connaissance des risques. (3.2.1, recommandations).</p> <p>Dans la sous-partie « l'amélioration de la qualité de l'air et la réduction des nuisances sonores », le DOO demande notamment de réduire les nuisances sonores et pollutions à la source via le développement des mobilités douces et des mobilités alternatives. Cet enjeu est également traité dans l'Objectif 1.3 la Mobilité qui encourage ces mobilités. Il demande également de définir une stratégie d'aménagement qui s'assure de la réduction de l'exposition des populations aux polluants atmosphériques, et de respecter le règlement des PPBE sur les communes concernées. (3.2.7 à 3.2.11)</p> <p>Dans la sous-partie « la reconversion des sites pollués », le DOO demande aux documents d'urbanisme d'anticiper leur reconversion si cela est possible et demande de requalifier les friches d'activités de l'Abbevillois et du Vimeu industriel. Enfin, le DOO recommande l'utilisation de revêtements spécifiques pour éviter les nuisances à la</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>d'aménagement vers la protection des personnes les plus vulnérables</p> <p>→ Promouvoir des pratiques agricoles alternatives, limitant la quantité d'intrants</p> <p>Vulnérabilité au changement climatique</p> <p>→ Promouvoir un aménagement anticipant la vulnérabilité des habitants face à l'augmentation des températures et des épisodes caniculaires (végétalisation, surfaces en eau...)</p> <p>Risques naturels</p> <p>→ Prendre en compte les objectifs définis par la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation à l'échelle du bassin versant de la Somme</p> <p>→ Limiter l'exposition des habitants aux inondations par crue et remontées de nappes, notamment le long de la vallée de Somme et de la vallée de l'Authie</p> <p>→ Continuer la protection du littoral face aux risques d'érosion côtière</p> <p>→ Profiter du PAPI BSA pour favoriser une dynamique solidaire et partagée en adéquation avec la vulnérabilité</p>	<p>d'intégrer les enjeux liés à la hausse des températures, la pollution des sols, les nuisances sonores, les risques technologiques, la pollution de l'air.</p>	<p>source (3.2.12, 3.2.13, recommandations).</p> <p>Dans la sous-partie « la maîtrise des risques technologiques », le DOO demande notamment d'éviter l'urbanisation dans les zones à risques, d'implanter préférentiellement les activités à risques nouvelles à distance des zones urbaines / à urbaniser, et d'identifier les risques générés par les transports de matières dangereuses (3.2.14 à 3.2.16)</p> <p>Dans la sous-partie « la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur urbain », le DOO demande de déployer une stratégie adaptée à chaque tissu afin de garantir un effet de rafraîchissement suffisant pour lutter contre l'îlot de chaleur urbain. (3.2.17)</p> <p>Dans la sous-partie « L'intégration du risque de submersion marine dans les stratégies de développement », le DOO demande notamment aux documents d'urbanisme de préciser le risque de submersion marine en lien avec les documents de norme supérieur. Il demande également de prendre en compte le retrait du trait de côte, de déployer des démarches de prévention auprès des entreprises, de préserver de l'urbanisation les zones de submersion marine, d'étudier la possibilité de relocalisation hors zone à risque. Il recommande en outre de déployer des modes de constructions innovants adaptés à ce risque (ex : pilotis) (3.2.18 à 3.2.21, recommandations)</p> <p>Dans la sous-partie « la prévention des risques d'inondations », le DOO demande aux documents d'urbanisme de préciser le risque d'inondation en lien avec les documents de normes supérieur et d'appliquer les règles des PPRI/PPRN ou les règles de la SGNRI</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>du littoral et rétro littoral</p> <ul style="list-style-type: none"> → Définir des stratégies d'aménagement résilientes face aux risques de mouvements de terrain (érosion des sols et retraits-gonflements des argiles) → Anticiper les menaces du changement climatique sur l'amplification des événements extrêmes <p>Risques technologiques</p> <ul style="list-style-type: none"> → Prendre en compte les enjeux liés aux risques industriels liés aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement → Limiter l'exposition des habitants aux risques de transport de matières dangereuses aux abords des infrastructures (gaz naturel, voies ferrées, axes routiers et ferroviaires) 		<p>(pour les communes concernées par le risque mais sans PPRI/PPRN). Il demande notamment de limiter l'urbanisation des zones d'expansion des crues, de privilégier des projets d'aménagement compatibles dans les parties inondables des zones constructibles, de s'inscrire dans une logique ERC, de préserver les zones humides. (3.2.22 à 3.2.28)</p> <p>Dans la sous-partie « la réduction du risque d'inondation par ruissellement pluvial », le DOO demande aux collectivités de définir une stratégie de lutte contre les ruissellements par des dispositifs de rétention des eaux de pluie. Il demande également de prendre en compte les axes de ruissellement, de préserver les éléments paysagers limitant ce risque, de limiter l'urbanisation et le retournement des prairies, de favoriser la gestion des eaux pluviales à la parcelle (3.2.29 à 3.2.33). L'objectif 2.4 la Protection de la biodiversité s'inscrit également dans cette volonté en émettant des prescriptions favorisant la préservation des milieux naturels et donc leur rôle écologique.</p> <p>Enfin, dans la sous-partie « la gestion du risque de mouvements de terrain », le DOO demande de prendre en compte ce risque dans les nouvelles constructions (3.2.34).</p>
Axe C : Les orientations économiques pour valoriser les savoir-faire et dynamiser le territoire		
C1 - Un territoire économique dynamique et d'avenir, à concilier avec les enjeux de sobriété foncière		
<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à l'équilibre économique entre zones rurales et pôles d'emplois urbains, notamment par la création d'emplois industriels, artisanaux, 	Le Pays de la Baie de Somme est au cœur de dynamiques économiques multiples, notamment de par son caractère fluvial et maritime. Son activité est marquée par la	Le DOO vient traduire les ambitions économiques au sein d'une partie dédiée : Objectif 1.5 Les activités économiques.

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>agricoles inscrits dans une démarche durable et d'économie circulaire</p> <ul style="list-style-type: none"> Engager un rééquilibrage de l'économie présente et productive afin de ne pas dépendre des territoires extérieurs et de perpétuer la qualité de vie locale Les friches industrielles et économiques : un levier pour favoriser l'accueil de nouveaux établissements Des ZA de plus en plus plébiscitées par les entreprises, traduisant une raréfaction du foncier posant des enjeux d'accueil à plus long terme, notamment dans le Vimeu Une activité diversifiée à conforter, à travers la complémentarité des différentes compétences/savoir-faire locaux des pôles, tout en s'inscrivant dans la stratégie du SRDEII Accompagner les activités, notamment celles de la sphère productive, dans leur structuration logistique Territoires d'industrie : un levier pour soutenir l'activité industrielle du territoire Des établissements industriels vulnérables aux aléas économiques, à soutenir pour garantir la cohésion avec 	<p>présence de filières historiques, que le SCoT entend conforter et inscrire dans les logiques inter-régionales. L'idée étant de favoriser l'attractivité économique du territoire en misant sur la valorisation de tous les bassins de vie.</p> <p>L'axe « C1-1 : contribuer au développement des activités économiques » traduit l'ambition du SCoT de conforter les pôles du territoire, mais aussi de favoriser une logique de diffusion vers les terres intérieures, de façon équilibrée entre les bassins de vie.</p> <p>L'axe « C1-2 : faciliter les synergies propices à l'innovation », traduit l'ambition du SCoT de créer davantage de synergies entre les filières économiques, les formations, et de favoriser le recours au numériques ainsi que la création de lieux propices à l'innovation.</p> <p>L'axe « C1-3 : un territoire économique d'avenir tendant vers la haute performance environnementale » fixe les principes du SCoT en matière de qualité environnementale et paysagère des activités économiques, tout en misant sur des filières type économie circulaire ou valorisation de produits locaux.</p> <p>L'axe « C1-4 : régénérer les espaces économiques mutables » traduit l'ambition du SCoT de miser sur la reconquête d'espaces économiques sous-optimisés, notamment les friches et les entrées de ville, pour accompagner le développement économique</p>	<p>Il dédie une partie spécifique pour adresser la logique de rééquilibrage à travers la sous-partie « la répartition économique des activités sur le territoire » (1.6.1 à 1.6.6, recommandations). Il pose notamment des prescriptions pour permettre l'installation d'activités artisanales et d'activités de proximité sur l'ensemble des communes du territoire. Il demande également de prendre en compte les besoins fonciers des entreprises situées hors des zones d'activité, afin de garantir le maintien des activités sur le territoire. Il recommande de mettre en place une stratégie foncière pour accompagner et organiser l'implantation des entreprises sur le territoire.</p> <p>Le DOO a également une sous-partie dédiée au numérique (1.6.27, 1.6.28, recommandations) dans laquelle il demande aux collectivités de réaliser une feuille du numérique ainsi que le raccordement au très haut débit. Il incite aussi à développer des initiatives pour sensibiliser au numérique.</p> <p>Le DOO comprend une sous-partie dédiée à l'insertion environnementale et paysagère des zones d'activités économiques (1.6.7 à 1.6.10, recommandations). Les prescriptions posent notamment des principes en faveur de la végétalisation, du bioclimatisme, d'un traitement paysager qualitatif, de la perméabilité écologique des espaces, et d'optimisation foncière. Il encourage également à améliorer la performance énergétique des bâtiments.</p> <p>Enfin, pour favoriser la mutation des espaces économiques, le DOO émet une prescription spécifique (3.1.11) dans l'objectif 3.2 La sobriété foncière :</p> <p>« Les documents d'urbanisme locaux devront favoriser</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>le profil des actifs et maintenir des filières historiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une volonté inscrite dans les CRTE d'agir en faveur de la réinsertion professionnelle et répondre aux besoins d'hébergement des apprentis/alternants • Une poursuite de la précarisation et des difficultés d'insertion en raison des difficultés rencontrées par le secteur industriel • Des mutations des secteurs économiques à anticiper, afin de répondre aux nouveaux besoins en matière de formation des actifs 	<p>tout en améliorant le cadre de vie.</p>	<p><i>l'optimisation du foncier économique dans les zones existantes en permettant et encourageant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>La construction sur des friches urbaines, commerciales ou économiques</i> • <i>La densification par la remobilisation des espaces délaissés ou sous-optimisés, pour créer de nouvelles disponibilités foncières</i> • <i>La requalification paysagère des bâtiments, des espaces publics et des espaces de transition</i> • <i>Une relative mixité fonctionnelle en autorisant toutes les activités artisanales, logistiques ou industrielles qui ne peuvent pas se développer en centralités, ainsi que toutes les fonctions connexes</i> • <i>La valorisation des toitures par la création d'espaces partagés ou de niveaux supplémentaires</i> • <i>La mutabilité et réversibilité du foncier »</i> <p>Le DAACL (D1 à D9) émet aussi des principes en faveur de la structuration des pôles existants au sein des centralités et des zones d'activités existantes pour l'activité artisanale, commerciale et logistique.</p> <p>La prescription D6 demande plus spécifiquement aux projets commerciaux de mettre en œuvre des procédés favorisant les économies d'énergie et le recours aux ENR.</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
C2 - Le développement raisonné des activités touristiques		
<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en valeur la diversité des activités, notamment culturelles, et des savoir-faire afin de répartir les effets positifs produits par le développement de l'économie touristique • Des initiatives à poursuivre pour le développement touristique de l'Avant-Pays : Vallée de la Somme, maillage de circuits pour le cyclotourisme... • Les labels Grand Site de France, PNR et PAH : des leviers pour développer un tourisme respectueux des sites, améliorer les conditions de protection, de réhabilitation et de gestion active du paysage et des patrimoines, mieux accueillir les visiteurs et générer un développement local durable et bénéficiant aux habitants • Une gouvernance du développement touristique à l'image du SADT à accompagner / renforcer (ex. amplifier les premières expériences de mutualisation et de renforcement des outils de communication existants menées dans le cadre de Baie de Somme Attractivité pour faire évoluer le modèle de stratégie de développement touristique du territoire) • De nombreux sites, en particulier sur le 	<p>Véritable pilier économique pour le Pays de la Baie de Somme, le SCoT entend affirmer le territoire en tant que destination touristique. Il s'agit d'accompagner la stratégie touristique déjà à l'œuvre, en misant sur la limitation de la pression sur le littoral, le rééquilibrage de l'offre et sur un tourisme valorisant les identités locales.</p> <p>L'axe « C2-1 : mettre en tourisme tout le territoire du SCoT en complétant les dimensions balnéaires et sites patrimoniaux exceptionnels » traduit la volonté du SCoT de développer diverses nouvelles vocations touristiques (d'affaires, culturel, patrimonial, ...) en complément des initiatives du Grand Site de France Baie de Somme.</p> <p>L'axe « C2-2 : développer des offres touristiques pour attirer les courts/moyens séjours », s'attache à développer une offre d'hébergement adaptée, qui soit en mesure de répondre à une diversité de profils de touristes, et davantage orientée vers les terres intérieures. Il s'attache aussi à prendre en compte les besoins des travailleurs saisonniers.</p> <p>L'axe « C2-3 : favoriser les mobilités douces en rapport avec les destinations touristiques présentes sur le territoire » mise sur la découverte de</p>	<p>Le DOO vient traduire les ambitions touristiques au sein de la partie Objectif 1.5 Les activités économiques.</p> <p>Le DOO dédie une sous-partie spécifique sur le tourisme « Le renforcement et la diffusion de l'offre touristique du littoral vers les terres intérieures » (1.6.23 à 1.6.26, recommandations). Une des prescriptions porte sur le maintien et l'encadrement des activités sur le littoral. Il s'agit également de favoriser la mise en lien entre activités touristiques et patrimoine fluvial, maritime, culturel et naturel.</p> <p>La prescription 1.6.25 demande en outre aux documents d'urbanisme de privilégier le développement touristique au sein des terres intérieures dans cette logique d'équilibrage, que ce soit en termes d'offre de loisirs ou d'hébergement. Le DOO incite en outre à encadrer la fréquentation des espaces naturels et tendre vers une urbanisation plus contrôlée et compacte.</p> <p>Ces enjeux sont également adressés dans l'Objectif 2.2 Protection et fonctionnalités de la mer et du littoral, avec la prescription 2.2.2 visant à coordonner les usages de la mer et notamment les activités de loisirs. Cet objectif, ainsi que celui de l'Objectif 2.3 Les modalités d'application de la loi Littoral traduisent la volonté globale d'encadrer l'urbanisation de la façade maritime.</p> <p>La sous-partie « Le développement du réseau de mobilités douces du quotidien et touristique » porte également l'ambition de structurer un maillage de modes doux pour la découverte du territoire. (1.2.7 à 1.2.13, recommandations). Le DOO demande notamment de</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>littoral, exposés à des risques d'inondation ou de submersion qui nécessitent d'être anticipés dans les plans de gestion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôler le développement touristique sur le littoral en limitant les impacts négatifs sur l'environnement et la qualité de vie locale • La conduite d'études pour identifier les besoins en matière d'hébergement des saisonniers sur les communes du littoral les plus exposées • De nouvelles aspirations des touristes, en particulier depuis la pandémie Covid-19, auquel le territoire peut répondre : tourisme vert, tourisme patrimonial • Un potentiel d'offres touristique à capter : tourisme culturel, tourisme durable, loisirs sportifs, clientèle groupe... hors haute saison et dans l'Avant-Pays 	<p>l'ensemble du territoire à travers un maillage cyclable, équestre et pédestre qui soit structuré, et ce en accompagnant les initiatives existantes.</p>	<p>favoriser la cohabitation des usages, de structurer un maillage de liaisons cyclables en se basant sur l'existant pour favoriser les connexions, prioriser les aménagements sur les sites stratégiques et notamment les destinations touristiques, d'améliorer la lisibilité des itinéraires de découverte existants, et de garantir des aménagements qualitatifs. Le DOO demande notamment de structurer un réseau d'itinéraires de randonnée sécurisé en cohérence avec la TVB, permettant de valoriser ces entités écologiques et paysagères. (1.2.13)</p> <p>L'Objectif 2.1 les Paysages du Pays de la Baie de Somme et 2.7 Le patrimoine participent également à l'attractivité touristique de tout le territoire. Les orientations en faveur de leur préservation et de leur valorisation permettent de conforter le Pays de la Baie de Somme comme territoire avec une forte identité patrimoniale et paysagère, également très singulière. Il s'agit de leviers importants pour le tourisme culturel, patrimonial, sportifs, industriels, l'agro-tourisme, les terroirs ... des différentes entités du territoire. En complément, l'Objectif 1.5 les activités économiques comprend une prescription spécifique (1.5.13) pour favoriser la production locale, et participant donc à la valorisation des terroirs.</p> <p>Le DOO émet également une prescription demandant aux documents d'urbanisme de répondre aux besoins en hébergement des saisonniers dans l'Objectif 1.2 l'Habitat (1.2.2), en identifiant les besoins et en mettant en œuvre les actions pour y répondre.</p>
C3 - Pérenniser et conforter le tissu agricole et maritime		
<ul style="list-style-type: none"> • S'inscrire en continuité des orientations 	<p>L'agriculture, la pêche et les activités traditionnelles forment le socle économique</p>	<p>Le DOO vient traduire les ambitions agricoles au sein de</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>de la Charte de PNR</p> <ul style="list-style-type: none"> Des initiatives à plusieurs échelles pour la valorisation des circuits courts et des produits locaux, notamment le PAT : une opportunité pour l'économie locale et la relocalisation des flux La poursuite de la fragilisation du secteur : difficultés de reprise des exploitations, pression sur les espaces agricoles, délocalisation des bâtiments... La diversification des activités, avec notamment la valorisation d'anciens bâtiments vers une vocation touristique La diminution en nombre d'exploitations et en SAU du polyélevage : un enjeu pour la préservation de l'identité du territoire L'accompagnement des agriculteurs dans leurs démarches agro-environnementales à poursuivre : un enjeu pour la préservation des sols, de la faune et de la flore Les prairies humides des bas-champs particulièrement menacées, notamment par le changement climatique (inondations) : un enjeu pour le maintien de l'élevage sur le territoire, 	<p>historique du territoire. Le SCoT entend construire un projet territorial qui valorise cette identité multiple et qui soit aussi en mesure de faire face au changement climatique.</p> <p>L'axe « C3-1 : promouvoir l'identité agricole et maritime du Pays de la Baie de Somme » s'attache à vouloir conforter et développer l'ensemble des filières agricoles historiques et emblématiques du territoire, et garantir la transmission des savoirs-faires.</p> <p>L'axe « C3-2 : faire des grands ensembles agricoles des éléments majeurs du maintien et de la redynamisation des filières agricoles de la Picardie maritime » traduit l'ambition du SCoT de préserver les espaces agricoles (prés, espaces cultivés...), notamment en encadrant la consommation d'ENAF ainsi que les aménités paysagères du socle agricole, afin d'assurer sa résilience sur le long terme.</p> <p>L'axe « C3-3 : accompagner la mise en place d'actions foncières localisées pour la préservation des identités bocagères et conforter la gestion des terrains agricoles » traduit la volonté du SCoT de développer la maîtrise foncière des collectivités et également d'assurer et d'encadrer la transmission des exploitations.</p> <p>L'axe « C3-4 : soutenir la transmission des connaissances et des savoir-faire agricoles » s'attache à vouloir faire des filières</p>	<p>la partie Objectif 1.5 Les activités économiques.</p> <p>Le DOO dédie une sous-partie spécifique sur l'agriculture et les filières liées à l'alimentaire « La pérennisation des activités agricoles » (1.5.11 à 1.5.19, recommandations).</p> <p>Il s'agit notamment d'appliquer dans les documents d'urbanisme un zonage dédié pour la préservation des activités agricoles, ainsi que de préserver les prairies permanentes. Le DOO entend également faciliter la diversification des usages des bâtiments agricoles ou la reconversion d'anciens corps de ferme dans les villages, afin de contribuer à la valorisation du patrimoine agricole. Aussi, il s'attache à vouloir diversifier les activités agricoles et favoriser les productions locales.</p> <p>La prescription 1.5.17 demande notamment aux documents d'urbanisme d'intégrer un volet agricole, permettant d'avoir une vision prospective sur les enjeux liés à la profession et le changement climatique. La prescription 1.5.19 demande également aux documents d'urbanisme d'identifier et de protéger les prairies permanentes avec un zonage et/ou des prescriptions adaptées. (1.6.19) Il recommande en outre de déployer des outils réglementaires sur les espaces à enjeux écologiques particuliers, en particulier si soumis à une pression foncière et urbaine importante et au regard de la qualité agronomique des terres. Le DOO demande également aux collectivités d'étudier les outils fonciers à mobiliser dans les documents d'urbanisme afin de pouvoir préserver les haies et faciliter la transmission des exploitations. (1.6.20)</p> <p>En matière de préservation des espaces agricoles, l'Objectif 3.1 La sobriété foncière émet également des</p>

Enjeux du diagnostic et l'EIE Eléments d'enjeux identifiés dans les bilans synthétiques et enjeux du diagnostic et l'EIE	Organisation du PAS Articulation du PAS avec les enjeux identifiés	Eléments du DOO Comment le DOO rend les volontés du PAS opérationnelles et justifiées par rapport aux enjeux du territoire ?
<p>marqueur de sa spécificité</p> <ul style="list-style-type: none"> Des initiatives pour la cohabitation des usages agricoles, de tourisme et de loisirs à conforter / accompagner (exemple : Basse Vallée de la Somme) 	<p>agricoles de véritables vitrines pour le territoire, ainsi que favoriser le rapprochement entre les populations et les terroirs en accompagnant notamment les initiatives citoyennes.</p>	<p>prescriptions en ce sens, en lien avec la limitation de la consommation d'espaces NAF et de l'artificialisation. La prescription 3.1.10 demande également de développer voire protéger les espaces agricoles.</p> <p>En matière de préservation des aménités paysagères, l'Objectif 2.4 La protection de la biodiversité fixe plusieurs principes pour améliorer les qualités écologiques et paysagères des espaces agricoles (2.4.15, 2.4.17, recommandations) : préservation des corridors écologiques, et objectif de protection des corridors de la sous-trame bocagère. Le DOO encourage également les collectivités à développer des dispositifs en faveur du maintien de la biodiversité.</p> <p>De plus, le DOO émet plusieurs prescriptions en faveur du développement des circuits-courts, leviers pour faciliter le rapprochement entre consommateurs et producteurs locaux – et donc le lien entre les populations et les terroirs du Pays de la Baie de Somme (1.4.6, 1.6.13, 1.6.14)</p>

The background of the slide is a light gray map of a coastal region, possibly the Mediterranean coast of France. A large yellow triangle with a white border is positioned on the left side, pointing towards the center. Inside this triangle is a large white number '2'.

2

L'approche prospective

Chapitre 2 : L'approche prospective

I. La définition d'une armature territoriale

Comment et pourquoi déterminer l'armature d'un territoire ?

L'armature territoriale hiérarchise les villes d'un territoire assurant des fonctions différenciées répondant aux besoins de la population desservie.

La notion s'articule à celle de « réseau urbain », c'est-à-dire l'ensemble des relations qu'entretiennent les communes du territoire (flux de personnes, de marchandises, de communication, etc), et la notion de « hiérarchie urbaine » c'est-à-dire une structuration en différents niveaux qui implique des rapports différenciés entre les communes du territoire.

La définition ou l'affirmation d'une armature sert à affirmer une stratégie territoriale qui :

- Qualifie et quantifie un certain nombre de polarités
- Structure et organise les différents espaces du territoire
- Territorialise la répartition préférentielle des futurs équipements, commerces et services
- Définit des niveaux de développement différenciés en fonction des capacités de chacun

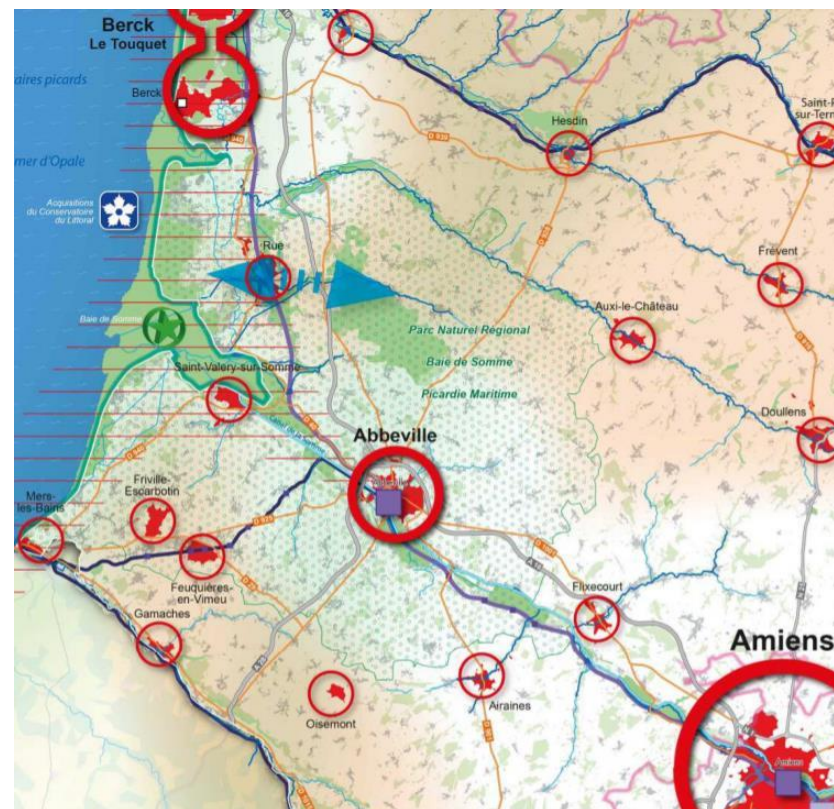
Cette structuration permet également de répondre aux principaux facteurs affectant le territoire d'ici à 2045 :

- La perte d'attractivité des villes et bourgs principaux
→ *Quid du maintien des équipements, commerces et services*
- L'allongement constant des temps de trajet
→ *Quid de la précarité énergétique, de l'isolement et de l'émission de GES*
- La gestion économe du foncier agro-naturel
→ *Quid de la valorisation des ressources naturelles, économiques et des paysages*
- La place que doit tenir le territoire dans les systèmes urbains départementaux et régionaux
→ *Quid des interrelations et complémentarités avec les territoires voisins*

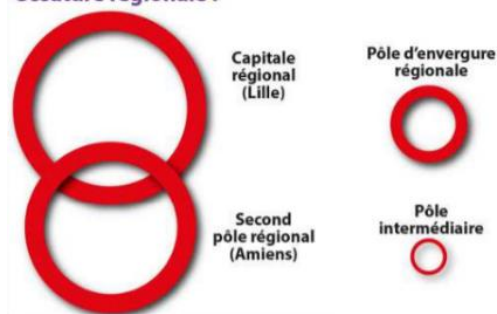
La définition de l'armature du territoire du Pays de la Baie de Somme

Elle est issue du croisement de différentes données et documents :

- Les **orientations principales de la région** pour le territoire inscrites dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET);
- Les **données de zonage de l'INSEE** (aire urbaine, unité urbaine, pôle urbain) qui cadrent l'analyse et apportent un regard supra-territorial sur l'inscription de Baie de Somme 3 Vallées au sein de la région ;
- Les **indicateurs infra-territoriaux** qui illustrent les dynamiques internes au territoire pour affiner l'analyse ;
 - L'évolution de la population sur les 5 dernières années
 - La dynamique de construction sur les dernières années
 - La répartition en équipements et services
 - L'indice de concentration de l'emploi
 - Les axes structurants, portes d'entrées du territoire, réseau ferré et gares

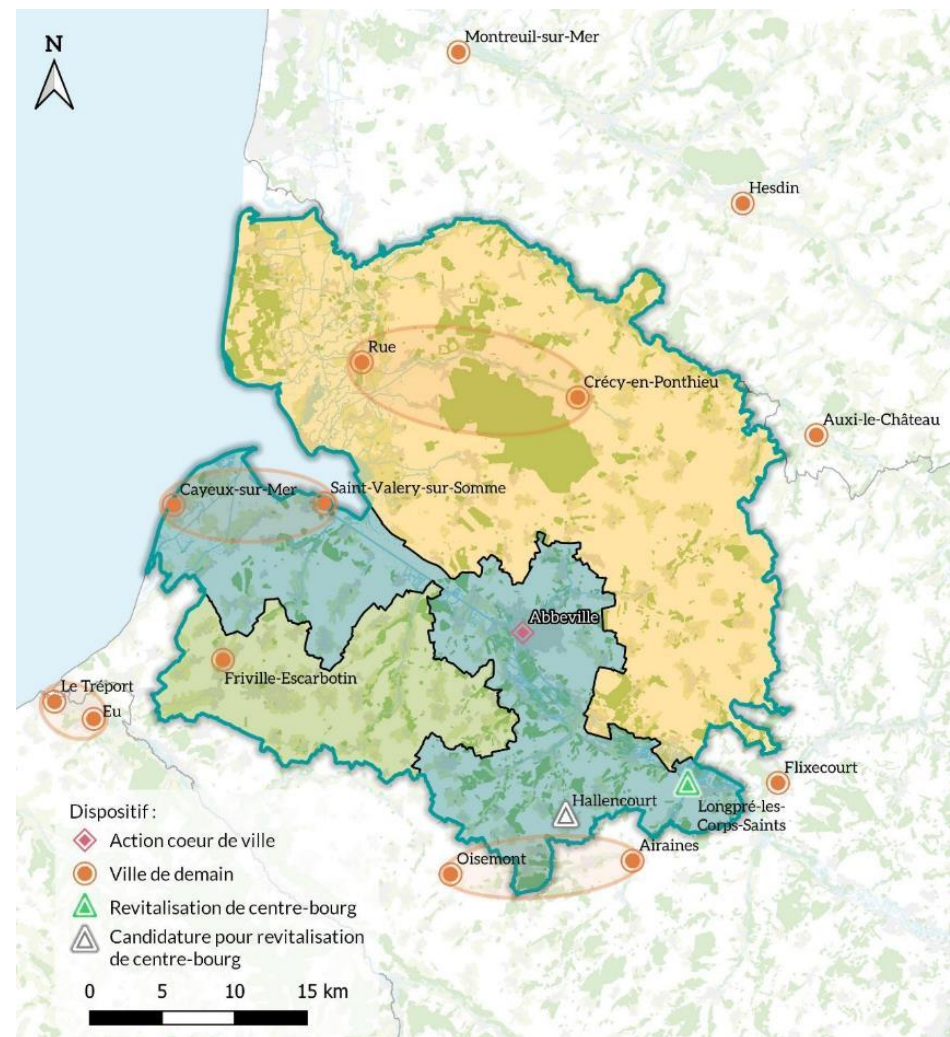


Ossature régionale :



Armature définie par le SRADDET Hauts-de-France

- Ou encore, **les dispositifs contractuels de l'Etat** qui permettent d'orienter les dynamiques futures des communes concernées :



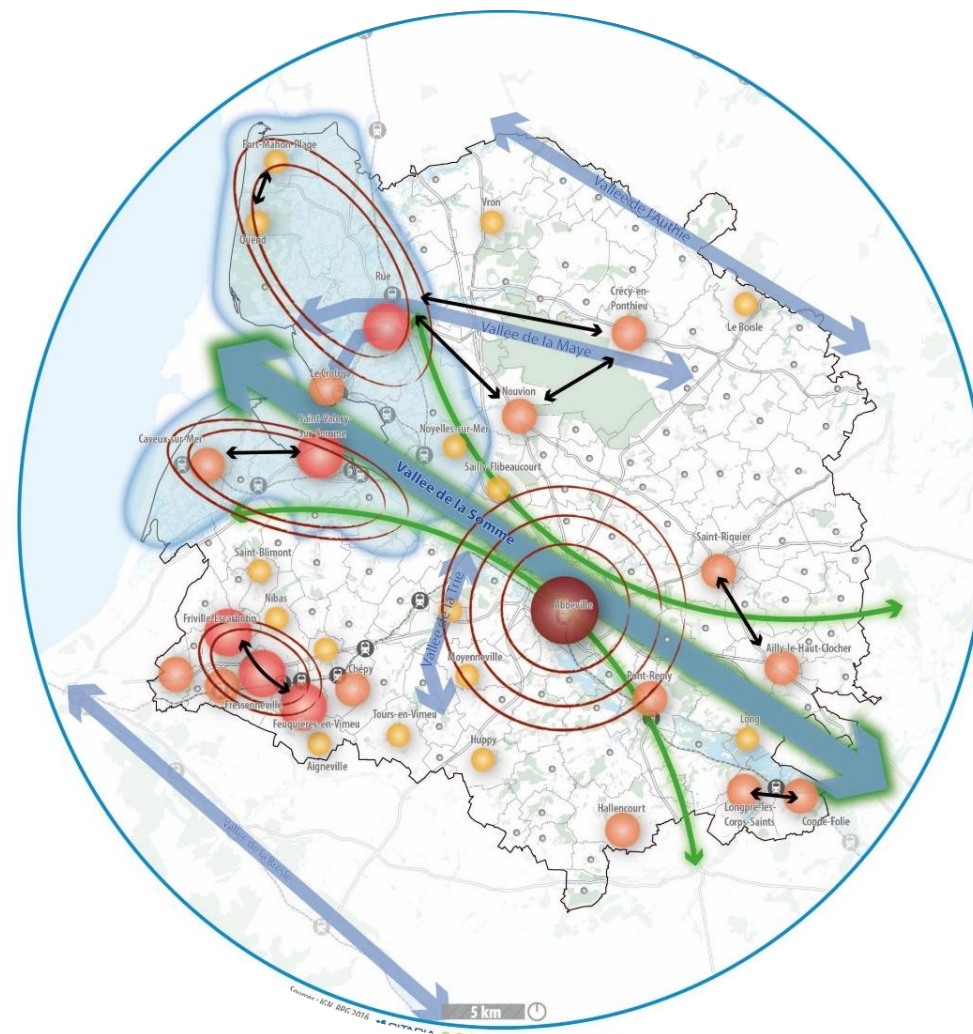
- Des communes qui tiennent un rôle spécifique
- Des communes en devenir
- Des complémentarités en devenir

Pôle d'envergure régional (Abbeville)

Pôle urbain

Pôle bourg

Pôle rural



Le pôle d'envergure régional (Abbeville), dont le but est d'impulser et diffuser une dynamique de développement sur l'ensemble du territoire et à plus large échelle.

Cette polarité est vouée à être un moteur de développement pour l'ensemble du territoire de Picardie maritime et a vocation à rayonner sur l'ensemble du territoire et au-delà. Abbeville concentre effectivement la majeure partie de la population et des emplois du territoire, un grand nombre d'équipements structurants, intermédiaires et de proximité et est desservie à la fois par le train et deux autoroutes.

Objectifs visés :

- **Accueillir** une part importante de la croissance démographique et de l'offre en logement
- **Renforcer** la diversification et la densification du tissu bâti (typologie, taille, statut, etc.)
- **Tendre** vers un ratio emploi / habitant équilibré
- **Localiser préférentiellement** l'offre en équipements, commerces et services rayonnant sur l'ensemble du territoire

Les pôles urbains qui se positionnent comme de véritables pôles d'appuis à la centralité structurante pour équilibrer les fonctions à l'échelle du territoire et reprennent les pôles de l'ossature régionale du SRADDET, auxquels a été ajouté la commune de Fressenneville complémentaire aux communes de Friville-Escarbotin et Feuquières-en-Vimeu. Le pôle des « 3F » (Friville-Fressenneville-Feuquières), est une polarité multi-communale qui se justifie par un continuum urbain et une répartition complémentaire des équipements entre les trois communes. Les pôles urbains

répondent aux besoins d'une échelle de vie locale et rayonnent sur une partie du territoire de Picardie maritime.

Objectifs visés :

- **Redynamiser** significativement la croissance démographique et accueillir une part significative de la production de logements
- **Faciliter** la diversification et l'intensification du tissu bâti (typologie, taille, statut, etc.)
- **Conforter** le tissu économique du secteur et permettre l'arrivée de nouveaux porteurs de projet
- **Proposer** une offre en équipements, commerces et services intermédiaire et complémentaire à celle du pôle structurant

Les pôles bourgs qui garantissent un rayonnement de proximité sur les secteurs les plus excentrés

Objectifs visés :

- **Définir** des objectifs visant à « l'équilibre » et à la répartition de la croissance économique et résidentielle
- **Relancer** l'attractivité et la vitalité des centres-bourgs pour limiter les déplacements liés aux besoins de premières nécessités en direction des pôles structurant et relais
- **Développer** l'offre en équipements, commerces et services de proximité

Les pôles ruraux qui participent, selon leurs capacités et modérément, à la cohésion et à l'attractivité du territoire

Objectifs visés :

- **Permettre** un développement communal raisonnable en réponse à l'attractivité recherchée par le territoire et à la volonté de disposer d'une offre résidentielle nécessaire au maintien des équipements et services existants
- **Jouer un rôle** fondamental dans la préservation et la valorisation de l'identité bâtie et paysagère du territoire
- **Lutter**, autant que possible, contre la désertification des services de première nécessité

II. Le scénario retenu

Le territoire de la Baie de Somme a connu une période de progression de son nombre d'habitants au cours des années 2000, avant d'entrer dans une phase de diminution depuis les années 2010.

Néanmoins, le territoire vise une reconsolidation de sa population passant par la redynamisation économique, accompagnée des dispositifs spécifiques dont bénéficie certaines polarités (Action cœur de ville, Petite ville de Demain, opérations de revitalisation de territoire ou de centres-bourgs. Les atouts naturels et paysagers de la Picardie Maritime constituent un facteur supplémentaire d'attractivité en matière de cadre de vie sur lesquels s'appuyer.

Le projet retenu s'inscrit dans l'ambition d'un rebond de l'attractivité du territoire tout en restant mesuré, tenant compte du nécessaire temps de mise en place de cette dynamique.

1. Rappel des tendances passées

Taux d'évolution annuel de la population sur les 20 dernières années et observation sur la dernière période intercensitaire :

	Taux d'évolution annuel de la population entre 1999 et 2019*	Taux d'évolution annuel de la population entre 2015 et 2021
CCPM	0,30%	-0,2%
CCV	0,003%	-0,5%
CABS	-0,11%	-0,5%

* Date de la dernière donnée disponible lors du travail sur les scénarios

Détail de l'évolution de la population due au solde naturel et solde migratoire

	Evolution 2015-2021 due au solde naturel	Evolution 2015-2021 due au solde migratoire
CCPM	-0,4%	0,2%
CCV	-0,2%	-0,4%
CABS	-0,4%	-0,2%

Taux de logements vacants en 2019 et 2021 :

	Taux de logements vacants en 2019	Taux de logements vacants en 2021
CCPM	6,5%	6,1%
CCV	8,5%	8,3%
CABS	8,2%	7,5%

Taille moyenne des ménages

	Taille moyenne des ménages en 1999	Taille moyenne des ménages en 2019
CCPM	2,55	2,29
CCV	2,63	2,28
CABS	2,47	2,14

Taux de résidences secondaires et logements occasionnels

	Taux de résidences secondaires et lgts occasionnels en 2019	Taux de résidences secondaires et lgts occasionnels en 2021
CCPM	39,1%	39,4%
CCV	4%	4,2%
CABS	16,3%	16,8%

2. Le scénario retenu

2.1. Partis-pris en matière d'évolution de la population

Le choix retenu dans le DOO est une croissance annuelle de la population de **0,1%** pour l'ensemble du territoire, soit 2 300 habitants supplémentaires à 2045 faisant passer la population des ménages à 104 821 habitants.

Cet objectif est décomposé par EPCI tenant compte de leurs dynamiques propres, des objectifs poursuivis et de leurs capacités de mise en œuvre :

	Taux d'évolution sur la période	Population des ménages 2019	Population des ménages 2045	Evolution pop 2019-2045
CCPM	0,20%	32 275	33 996	1 721
CCV	0,1%	22 340	22 928	588
CABS	0%	47 897	47 897	0
SCOT	0,1%	102 512	104 821	2 309

Pour la CCPM, un objectif de reprise de la dynamique de population en lien avec l'attractivité notamment liée au littoral (solde migratoire positif sur la dernière période intercensitaire).

Pour la CCV, un objectif modéré de hausse de la population en lien avec l'objectif de rééquilibrage de la population du littoral vers les terres intérieures et en cohérence avec le nombre le nombre de villes pôles présente sur l'EPCI.

Pour la CABS, seul des trois territoires en perte de population depuis 1999, un objectif de maintien de la population, pour enrayer la perte de population et par nécessité de conforter Abbeville comme pôle moteur du territoire.

A noter, les scénarios ont été initialement travaillés sur la période 2019-2040. A l'horizon 2040, le scénario retenu prévoyait l'accueil d'environ 1900 habitants supplémentaires. Le scénario retenu a été prolongé à l'horizon 2045 pour satisfaire à la projection à 20 ans porté par le SCoT.

2.2. Partis-pris en matière de besoins en logements

Sur la base du scénario démographique choisi et des autres critères retenus (un besoin lié au desserrement des ménages mais un objectif de remobilisation des logements vacants, et la limitation de l'évolution des résidences secondaires), le besoin en logements est estimé à environ 7000 logements.

A noter : l'estimation du nombre de logements est réalisée sur la période 2019-2045. Le nombre de logements commencés de 2019 à 2022 ont été déduits du nombre de logements à produire.

	Nombre de logements à produire 2019-2045	Nombre de logements produits 2019-2022 (source Sitadel)	Nombre de logements à produire 2023-2045
CCPM	3962	240	3722
CCV	2015	213	1802
CABS	1931	483	1448
SCOT	7909	936	6973

Desserrement des ménages

Le scénario tient compte d'une diminution de la taille des ménages observée sur les années passées et constituant un phénomène national, sans descendre en dessous de 2 personnes par ménage (seuil plancher).

	Taille moyenne des ménages 2019	Taille moyenne des ménages 2045
CCPM	2,29	2,08
CCV	2,28	2,02
CABS	2,14	2,01

Logements vacants

En matière de logements vacants, après une hausse de la vacance entre 2008 et 2019, une légère baisse est observée en 2021. Le scénario s'inscrit dans une volonté de forte remobilisation de la vacance comme source de production de logements, et inscrit des taux compris entre 6% et 8% constituant un volume favorable à une bonne rotation des logements au sein du parc.

	Part de logements vacants 2008	Part de logements vacants 2019	Dernière tendance : chiffres INSEE 2021	Part de logements vacants 2040 et 2045
CCPM	4,9%	6,5%	6,1%	6,9%
CCV	6,4%	8,5%	8,3%	7,4%
CABS	5,5%	8,2%	7,5%	7,5%

Résidences secondaires et logements occasionnels

La part des résidences secondaires et logements occasionnels vise un encadrement de leur évolution sur le territoire, notamment sur la CCPM ou celles-ci constituent près de 40% des logements.

	Part de résidences secondaires 2008	Part de résidences secondaires 2019	Dernière tendance : chiffres INSEE 2021	Part de résidences secondaires 2040 et 2045
CCPM	39%	39%	39,4%	36%
CCV	3,4%	4%	4,2%	4%
CABS	15,8%	16,3%	16,8%	16%

De même que pour la projection en matière de population, le scénario retenu à été calculé initialement sur la période 2019-2040, prévoyant un besoin d'environ 5 000 logements. Ce scénario a été prolongé à l'horizon 2045 pour satisfaire à la projection à 20 ans du SCoT.

2.3. Territorialisation de la production de logement

Le Scot un objectif de production d'environ 7 000 logements.

Les critères différenciés retenus pour chaque EPCI en matière de projection de desserrement des ménages, de taux de logements vacants et de résidences secondaires et logements occasionnels, et de taux de croissance annuel de la population sont définis en liens avec leurs tendances passées et évolutions futures souhaitées. L'ensemble de ces critères permettent de définir le besoin en production de logement à l'échelle de chaque EPCI, spécifiés dans le DOO :

CA de la Baie de Somme	1 448 logements
CC du Ponthieu-Marquenterre	3 722 logements
CC du Vimeu	1 802 logements

Le SCoT décline l'objectif inscrit par le SRADDET Haut-de-France de maintien de la part de résidences principales observées en 2014 dans les pôles de l'ossature régionale, correspondant pour le Scot à Abbeville (pôle d'envergure régionale), Rue, Saint-Valery-sur-Somme, Friville-Escarbotin et Feuquières-en-Vimeu (pôles urbains). En complément, le SCoT identifie la commune de Fressenneville comme pôle urbain, à associer à la ventilation du nombre de logements à maintenir dans les pôles principaux du territoire.



3

L'objectif de réduction de la consommation foncière

Chapitre 3 : Projets et mise en œuvre de la trajectoire de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers et de l'artificialisation des sols

I. La définition du potentiel foncier disponible au sein des secteurs déjà bâtis et des friches

1. Potentiel foncier au sein des enveloppes urbaines

Le potentiel foncier correspond au foncier disponible au sein des enveloppes urbaines (tissu bâti) et constitué soit de dents creuses (parcelles non bâties) soit de parcelles pouvant être divisées permettant l'accueil d'une nouvelle construction.

Le potentiel foncier a fait l'objet d'une analyse géomatique dans un premier temps, affinée ensuite lors de rendez-vous assurés avec chaque commune, permettant de déterminer les potentiels de constructions de logements dans les tissus urbanisés, en dents creuses et en divisions parcellaires.

La méthodologie et les critères suivants ont été appliqués :

1/ Identification des gisements fonciers répondant à l'ensemble de ces critères avec conditions cumulatives :

Unité foncière	Critères proposés
Coefficient d'emprise au sol	Inférieur à 10%
Accessibilité	Accessible par la voie
Forme	Non filiforme Application d'un critère de centroïde pour les divisions parcellaires afin d'éliminer les parcelles validant le critère de superficie mais dont la position du bâti existant ne permet pas une division parcellaire effective.

2/ Elimination des parcelles concernées par un critères environnemental ou contraignant

Une 2^e série de filtres est appliquée afin de ne retenir que les gisements pouvant réellement faire l'objet d'une construction ou d'un aménagement :

Critères appliqués	Unité foncière exclue du potentiel foncier si :
Trame verte et bleue	Est incluse dans un réservoir de biodiversité, un corridor, une zone agricole ou naturelle
Sièges d'exploitations	Est incluse dans un périmètre de protection des sièges d'exploitation
Topographie	Présente une pente supérieure à 20%

3/ Filtre communal

Un dernier critère de tri et d'élimination a été effectué en soumettant le résultat issu des étapes 1 et 2 aux élus, afin d'affiner le potentiel selon leur connaissance de terrain.

Le cumul de ces étapes de travail a permis de mettre en évidence un potentiel foncier brut de 204,7 ha en enveloppes urbaines :

POTENTIEL FONCIER EN ENVELOPPES URBAINES (HA)					
	Bourgs et villages		Hameaux et autres groupes de constructions isolés (hors bourgs et village et à partir de 10 constructions)		
	Dents creuses	Divisions parcellaires	Dents creuses	Divisions parcellaires	Total
CCPM	66,5	18,5	2	2	89
CCV	33,3	8,6	1,3	0	43,1
CABS	47,1	21,1	2,2	2,2	72,6
TOTAL	146,9	48,2	5,5	4,2	204,7

2. Potentiel foncier au sein des zones d'activités existantes

La mise en évidence du potentiel foncier au sein des zones d'activités a fait l'objet d'un travail d'identification par chaque EPCI dans le cadre de l'élaboration du SCoT, soit :

- un potentiel foncier de **5,35 ha** pour la CCPM
- un potentiel foncier de **1,6 ha** pour la CCV
- un potentiel foncier de **12,1 ha** pour la CABS

EPCI	Commune	Nom ZAE	Surface disponible en densification	Total
CCV	Woincourt	Le Houlet	1,61 ha	1,6 ha
CABS	Abbeville	3 Châteaux	1,3ha	12,1 ha
	Abbeville	Parc industriel de la Baie de Somme	6,2 ha	
	Vauchelles Le Quesnoy	Vauchelles 1 et 2	1,9 ha	
	St Valery-sur-Somme	ZAC de la Baie de Somme	2,7 ha	
CCPM	Nouvion	ZAE de Novvion	4,34ha	5,35 ha
	St-Riquier		1ha	

3. Potentiel foncier constitué par les friches

De même que pour le foncier disponible en zones d'activités existantes, les EPCI ont relevé le foncier disponible au sein des friches du territoire :

- CCPM : une capacité mobilisable de **21,7 ha**
- CCV : une capacité mobilisable de **56,78 ha**
- CABS : une capacité mobilisable de **3,3 ha**

Le tableau récapitulatif des friches recensées par EPCI est ajouté en annexe du DOO.

II. L'objectif de réduction de la consommation foncière sur la période 2021-2030

Afin d'évaluer le besoin intégrant une consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers qui s'applique sur la période 2021-2030 défini par la loi Climat et Résilience, l'estimation du nombre de logements à produire est observée sur les deux pas de temps impliquant une appréciation différente de l'impact sur les sols :

- 2021-2030 : réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
- 2030-2050 : réduction de l'artificialisation des sols

Le besoin en consommation foncière pour 2030 est ainsi considéré sur la base du nombre de logements à produire pour la période 2030.

1. Estimation de la capacité d'accueil en logements en enveloppes urbaines

A noter : l'estimation du nombre de logements est réalisée sur la période 2019-2045. Le nombre de logements commencés de 2019 à 2022 ont été déduits du nombre de logements à produire permettant une estimation affinée du nombre de logements à produire à partir de 2023.

Le nombre de logements à produire pour 2030 est calculé sur la base de l'objectif de production annuelle de logements par EPCI. L'objectif de production de logements sur la période 2031-2040 sera à considérer au regard d'une approche foncière relevant de la réduction de l'artificialisation.

Répartition du nombre de logements à produire sur la période 2023-2030 et 2031-2045 :

	Logements à produire 2023-2045	Objectif 2023-2030	Objectif 2031-2045
CCPM	3 722 soit 169/an	1353	2369
CCV	1802 soit 82 an	655	1147
CABS	1448 soit 66/an	527	921
SCOT	6972 Soit 317/an	2535	4437

Estimation du nombre de logements pouvant être créés en densification

L'estimation du nombre de logements à produire en enveloppes urbaines est calculé sur la base d'une densité moyenne définie selon le niveau de polarité des communes.

Les densités moyennes appliquées sont volontairement plus fortes que l'estimation des densités actuelles, dans un objectif de confortement des tissus existants.

Densités appliquées par niveaux de pôles en enveloppes urbaines :
Pôle régional : 40 lgts/ha | Pôle urbain : 30 lgts/ha | Pôle Bourg : 25 lgts/ha | Pôle rural : 20 lgts/ha | Communes relais : 15 lgts/ha | Hameaux : 10 lgts/ha

CCPM	Potentiel foncier (en ha)	Densité moyenne estimative	Nombre de logements pouvant être créés en enveloppe urbaine
Total CCPM	89		1540,5
Pôle urbain <i>Rue</i>	3,2	30	96
Pôle bourg <i>Le Crotoy, Nouvion, Crécy-en-Ponthieu, Saint-Riquier, Ailly-le-Clocher, Pont-Remy</i>	12,5	25	312,5
Pôle rural <i>Fort-Mahon, Quend, Vron, Le Boisle, Noyelles-sur-Mer, Sailly-Flibeaucourt, Long</i>	10,5	20	210
Communes relais <i>Autres communes du territoire</i>	58,8	15	882
Hameaux	4	10	40

CCV	Potentiel foncier (en ha)	Densité moyenne estimative	Nombre de logements pouvant être créés en enveloppe urbaine
Total CCV	43,3		970
Pôle urbain <i>Friville-Escarbotin, Fressenneville, Feuquières-en-Vimeu</i>	16	30	480
Pôle bourg <i>Béthencourt-sur-Mer, Woincourt, Chépy</i>	3,4	25	85
Pôle rural <i>Nibas, Valines, Tours-en-Vimeu, Miannay, Moyenneville, Aigneville</i>	10,6	20	212
Communes relais <i>Autres communes du territoire</i>	12	15	180
Hameaux	1,3	10	13

CABS	Potentiel foncier (en ha)	Densité moyenne estimative	Nombre de logements pouvant être créés en enveloppe urbaine
Total CABS	72,7		1602,5
Pôle régional <i>Abbeville</i>	16	40	640
Pôle urbain <i>St-Valery-sur-Somme</i>	3,5	30	105
Pôle bourg <i>Cayeux-sur-Mer, Longpré-les-Corps-Saints, Condé-Folie, Hallencourt</i>	5,9	25	147,5
Pôle rural <i>Saint-Blimont, Huppy</i>	4,5	20	90
Communes relais <i>Autres communes du territoire</i>	38,4	15	576
Hameaux	4,4	10	44

Ces volumes de gisements fonciers ont vocation à être précisés par les PLH et les PLU(i) dans le cadre de leur mise en comptabilité avec le SCoT.

En multipliant les gisements fonciers identifiés au sein des enveloppes urbaines par ces objectifs de densité, il apparaît que le territoire est en mesure de créer globalement **jusqu'à 4 113 logements en densification soit au-delà de l'objectif des 2 535 projetés pour 2030.**

2. Estimation du foncier nécessaire en extension

2.1. Besoin en foncier lié à l'objectif de production de logements

L'analyse des capacités de densification en enveloppes urbaine montre une capacité à produire le besoin en logements à 2030 dans le potentiel foncier identifié en enveloppes urbaines.

Cependant, les objectifs du SRADDET Haut-de-France repris par le SCoT visent à conserver le taux de résidences principales de 2014 dans les pôles de l'ossature régionale. Ainsi 6 des polarités du territoire doivent accueillir une part plus conséquente de logements.

Afin de donner à ces communes les capacités à répondre à l'objectif de renforcement en logements et d'assurer leur rôle de polarités structurantes, une possibilité d'extension foncière est allouée sur la base d'1,5 hectares pour les pôles urbains et de 5ha pour le pôle régional d'Abbeville, **soit une enveloppe de 12,5 ha pour répondre aux objectifs de production de logements.**

2.2. Besoin en foncier lié aux projets d'équipements et projets économiques

Afin de satisfaire les projets souhaités **les EPCI ont estimé un besoin de 94,3 ha pour les projets économiques et projets d'équipements :**

- **70,4 ha** pour répondre aux projets économiques
- **23,9 ha** pour répondre aux projets d'équipements

Soit par EPCI :

- **CCPM : 15,5 ha**
(ZAE Nouvion 5ha ; St-Riquier 3ha ; Vron 4ha ; Rue 3,5ha ; projets équipements 10ha)
- **CCV : 37,3 ha**
(Projet eco : ZAVI2 10,5ha ; ZAVI3 10ha ; Extension de la zone des croisettes 5ha ; Les Croisettes 0,9ha ; Parking pour parcelle Intuis 0,9ha ; développement des entreprise intra-muros 10ha) ; (Projet équipements : 12,5ha (projet petite enfance 4ha, Aménagement du site Dufrien 6,5ha)
- **CABS : 17,6 ha**
(Eco Zone Nord partie centrale 13,4ha; Abbeville-Vauchelle 3 châteaux 4,2ha ; équipements pôle santé phase1 1,4ha)

2.3. Prise en compte du foncier en extension lié aux coups-partis

Afin de tenir compte des projets déjà à l'œuvre, en habitat, économie et équipements, comptant dans l'enveloppe de consommation foncière, les coups-partis de 2021 à 2023 ont été décomptés :

- Pour l'année 2021 : sur la base des chiffres du portail de l'artificialisation

- Pour les années 2022 à 2023 : sur la base de recensements transmis par les EPCI :

Logements			Economie et équipement		Total
	Chiffres cerema 2021(ha)	Coups-partis 2022-2023 (ha)	Chiffres cerema 2021(ha)	Coups-partis 2022-2023 (ha)	
CCPM	2,9	1,1	4,9	3,21	12,11
CCV	2,4	8,6	0,7	/	11,7
CABS	4,3	11,4	/	13,7	29,4
SCOT	30,7		22,51		53,21

2.4. Bilan des besoins en extension foncières

- 44,3 ha en extension en coups partis
- 12,5 ha nécessaire à l'objectif de production de logements d'ici à fin 2030
- 70,4 ha pour les projets liés à l'économie
- 23,9 ha pour les projets liés aux équipements

Soit un total de 151,1 ha identifiés.

2.5. Objectifs de limitation de la consommation foncière et répartition des enveloppes par EPCI

Dans un rapport de compatibilité avec le SRADDET Haut-de-France, le SCoT tient compte de l'application de la garantie communale pour les territoires ayant un document d'urbanisme prescrit ou approuvé au plus tard en aout 2026, soit la prise en compte du droit à 1ha de consommation foncière par commune, soit

un minimum de 139 hectares conservé comme enveloppe de consommation minimale pour le territoire.

Par ailleurs, pour 2021-2031, le SRADDET fixe pour le SCoT un taux de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers de 68,6%, soit 151,5 ha par rapport à la consommation passée sur les dix dernières années.

Au regard des projets économiques et d'équipements souhaités par le territoire et afin de permettre le positionnement de l'objectif de logements dans les polarités de l'ossature régionale, et tout en tenant compte de la consommation foncière déjà engagée depuis 2021, le SCoT s'inscrit dans l'objectif maximum de consommation foncière fixée à 151,5 ha.

Cette enveloppe est déclinée par EPCI, tenant compte de la garantie communale (139ha) et du besoin en foncier pour le logement à positionner sur les pôles structurants du territoire (12,5ha), soit une consommation foncière maximum de :

- 72,5ha pour la CCPM
- 29,5ha pour la CCV
- 49,5ha pour la CCPM

Le SCoT fixe pour chaque EPCI une ventilation en pourcentage entre les logements et les projets en économie et équipements.

La répartition a été déterminée en se basant sur les coups-partis impactant la consommation foncière et sur le besoin nécessaire à la production des logements sur les 6 pôles majeurs du territoire.

Répartition de l'enveloppe de consommation de 49,5 ha de la Communauté d'Agglomération de la Baie de Somme	45% pour la production de logements 55% pour les projets économiques et projets en équipements
Répartition de l'enveloppe de consommation de 72,5 ha de la Communauté de Communes du Ponthieu-Marquenterre	54% pour la production de logements 46% pour les projets économiques et projets en équipements
Répartition de l'enveloppe de consommation de 29,5 ha de la Communauté de communes du Vimeu	58% pour la production de logements 42% pour les projets économiques et projets en équipements

Par ailleurs les besoins liés aux projets du territoire peuvent s'apprécier au regard des orientations prévues par la circulaire du 31 janvier 2024 relative au ZAN qui précise qu'« *Il est donc nécessaire de ne pas restreindre aux seuls hectares de la trajectoire de sobriété les évolutions des documents d'urbanisme et d'autoriser un dépassement qui, à défaut d'une justification spécifique peut aller jusqu'à 20%* ».

Le SCoT laisse une possibilité d'ajustement dans cette répartition entre logements, équipements, et projets économiques, selon les résultats affinés des travaux menés dans le cadre des PLUi sur l'analyse du potentiel foncier et des capacités de densification, ainsi que sur le repérage plus fin des secteurs de renouvellement et d'application des densités.

Les besoins identifiés par le territoire en matière de consommation foncière pour leurs projets s'inscrivent dans l'enveloppe que fixe le SRADDET. Ces espaces disponibles sont à considérer après satisfaction des projets via la mobilisation des capacités foncières au sein des tissus urbains et économiques déjà urbanisés et des possibilités offertes par les friches recensées.

III. L'objectif de réduction de l'artificialisation sur la période 2031-2050

Concernant les objectifs de réduction de l'artificialisation à 2050, le SRADDET Hauts-de-France prévoit une modification / révision ultérieure du document qui précisera cette trajectoire et les modalités de mise en œuvre sur les décennies 2031-2041 et 2041-2050.

L'artificialisation nette des sols est définie comme le solde de l'artificialisation et de la renaturation des sols constatées sur un périmètre et sur une période donnés.

Les dynamiques d'artificialisation et de renaturation se mesurent :

- à partir des catégories de surface correspondant aux « surfaces artificialisées » et aux « surfaces non artificialisées » fixées par la nomenclature annexée à l'article R. 101-1 du code de l'urbanisme ;
- en utilisant l'occupation du sol à deux dimensions (OCS 2D, source : Plateforme partenariale Géo2France) qui observe les flux entre les surfaces artificialisées et les surfaces non artificialisées. Etant compatible avec l' OCS GE, tout en se montrant plus précise, détaillée et adaptée aux besoins des territoires, l'OCS 2D est l'outil de référence pour le suivi de l'artificialisation à l'échelle locale et régionale sur les territoires en région Hauts-de-France.

Les surfaces effectivement artificialisées entre 2021 et 2030, ne pouvant être connue qu'à partir du 1^{er} janvier 2031, le SCoT s'inscrit dans la déclinaison fixée par le SRADDET.

Ainsi dans l'hypothèse d'une trajectoire plus précise définie ultérieurement par le SRADDET, le SCoT prévoit un objectif d'atteinte du zéro artificialisation nette à 2050 en laissant la possibilité aux collectivités de réduire par deux sur la période 2031-2040 l'artificialisation nette constatée entre 2021 et 2030, et de réduire par deux sur la période 2041-2050 l'artificialisation nette constatée entre 2031-et 2040.

The background of the slide is a light gray map of a coastal area, possibly a bay or a large river delta. A prominent yellow triangle is located on the left side of the slide, pointing towards the center. Inside this triangle is a large white number '4'.

4

La prise en compte de la loi littoral

Chapitre 4 : La prise en compte de la loi littoral

I. Prise en compte de l'application de la loi littoral dans la Somme

L'Etat a précisé sa vision de l'application de la loi Littoral dans un document de référence pour l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme.

Réalisé en 2008, il a fait l'objet d'une consultation des 16 communes littorales du Département et de visites de terrain.

Cette carte de l'Etat définit plusieurs notions de la loi littoral qui s'imposent dans le cadre des projets d'urbanisme et doivent trouver une traduction dans les documents SCoT et PLUi futurs.

- ✓ *Espaces remarquables*
- ✓ *Bande des 100m*
- ✓ *Principes de coupure d'urbanisation*
- ✓ *Limites des espaces proches du rivage*

En aucun cas le SCoT ne se substitue à l'application de la Loi Littoral et à l'application des Plans de Prévention des Risques en vigueur sur le territoire.

Le volet Loi Littoral du SCoT a pour objectif de garantir la pérennité et la maîtrise du développement des communes littorales.

Le SCoT a repris le travail d'identification des espaces remarquables, de la bande des 100m, des coupures d'urbanisation et des limites des espaces proches du rivage.

Dans le cadre de l'élaboration du DOO, le syndicat mixte a mené des entretiens individuels auprès de chaque commune littorale du territoire afin d'échanger avec elle sur les périmètres définis en 2008.

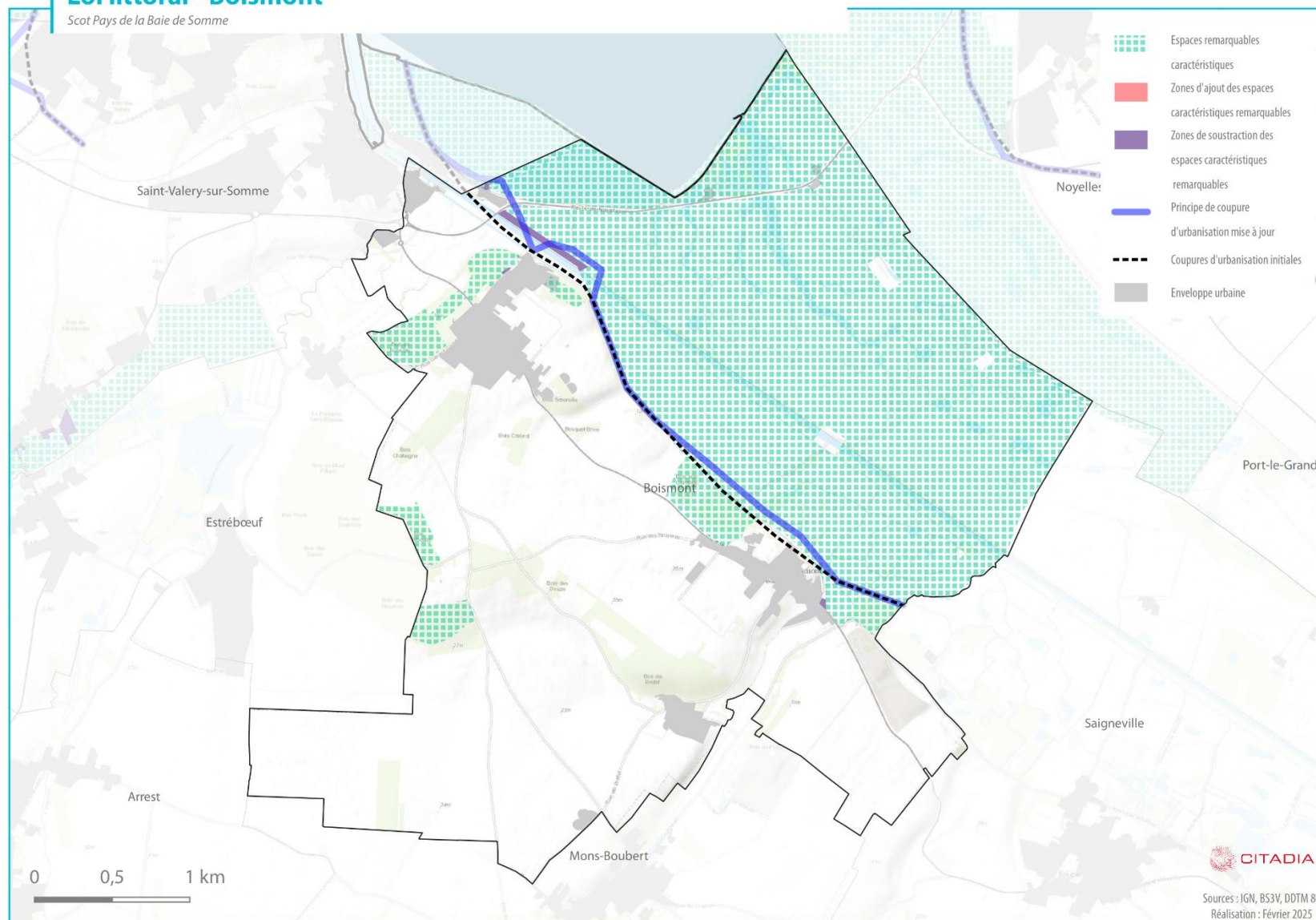
A l'issu de ces entretiens, certains ajustements ont été apportés afin de tenir compte de la réalité du terrain :

- Suppression de 79ha d'espaces caractéristiques remarquables compensés par l'ajout de 311 ha d'espaces caractéristiques remarquables
- Précisions apportées aux coupures d'urbanisation et croisement réalisé avec les coupures d'urbanisation définie dans la charte du PNR.

Les évolutions apportées par rapport aux tracés de 2008 réalisés par la DDTM sont mises en évidence pour chaque commune dans les cartes ci-après.

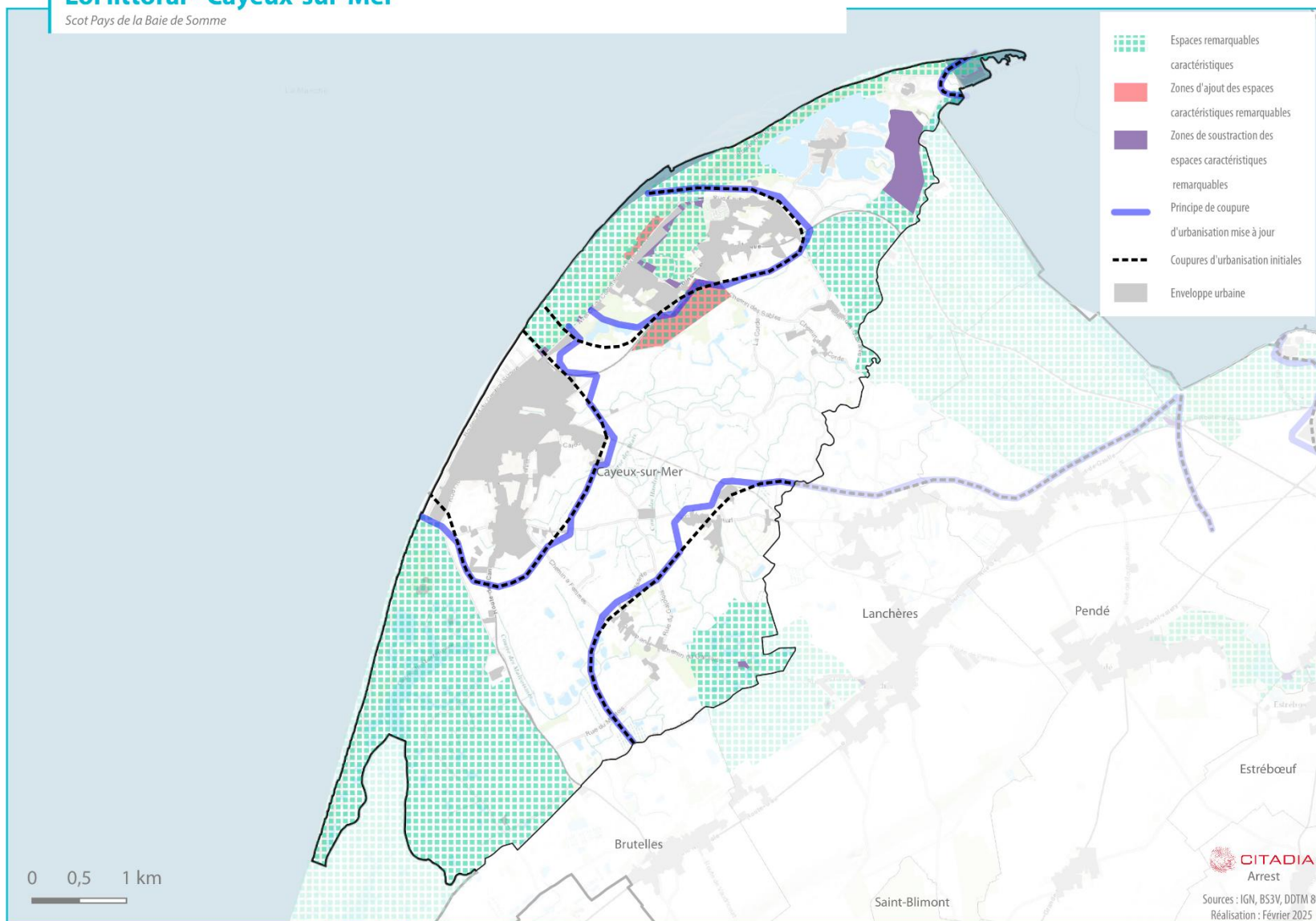
Loi littoral - Boismont

Scot Pays de la Baie de Somme



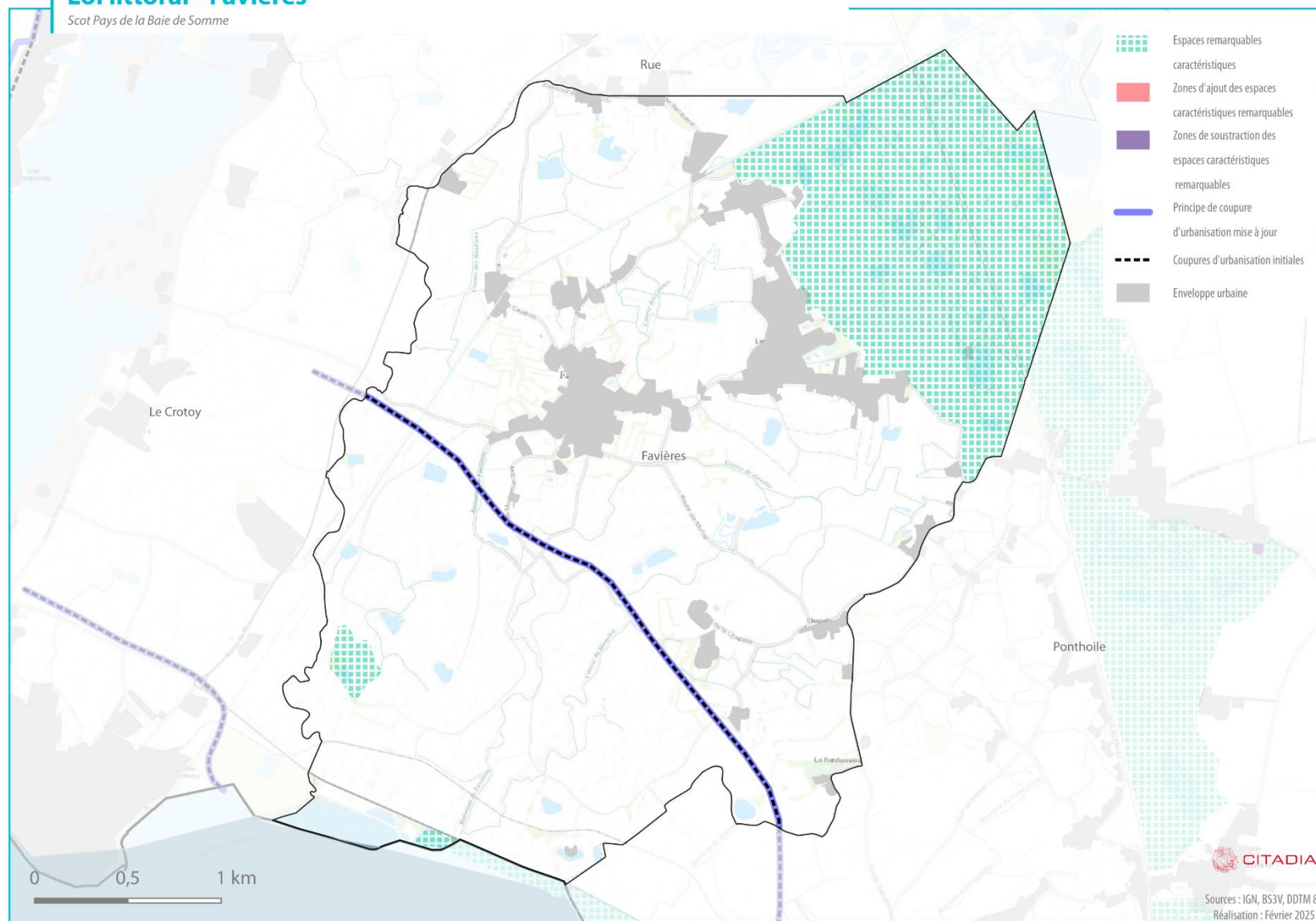
Loi littoral - Cayeux-sur-Mer

Scot Pays de la Baie de Somme



Loi littoral - Favières

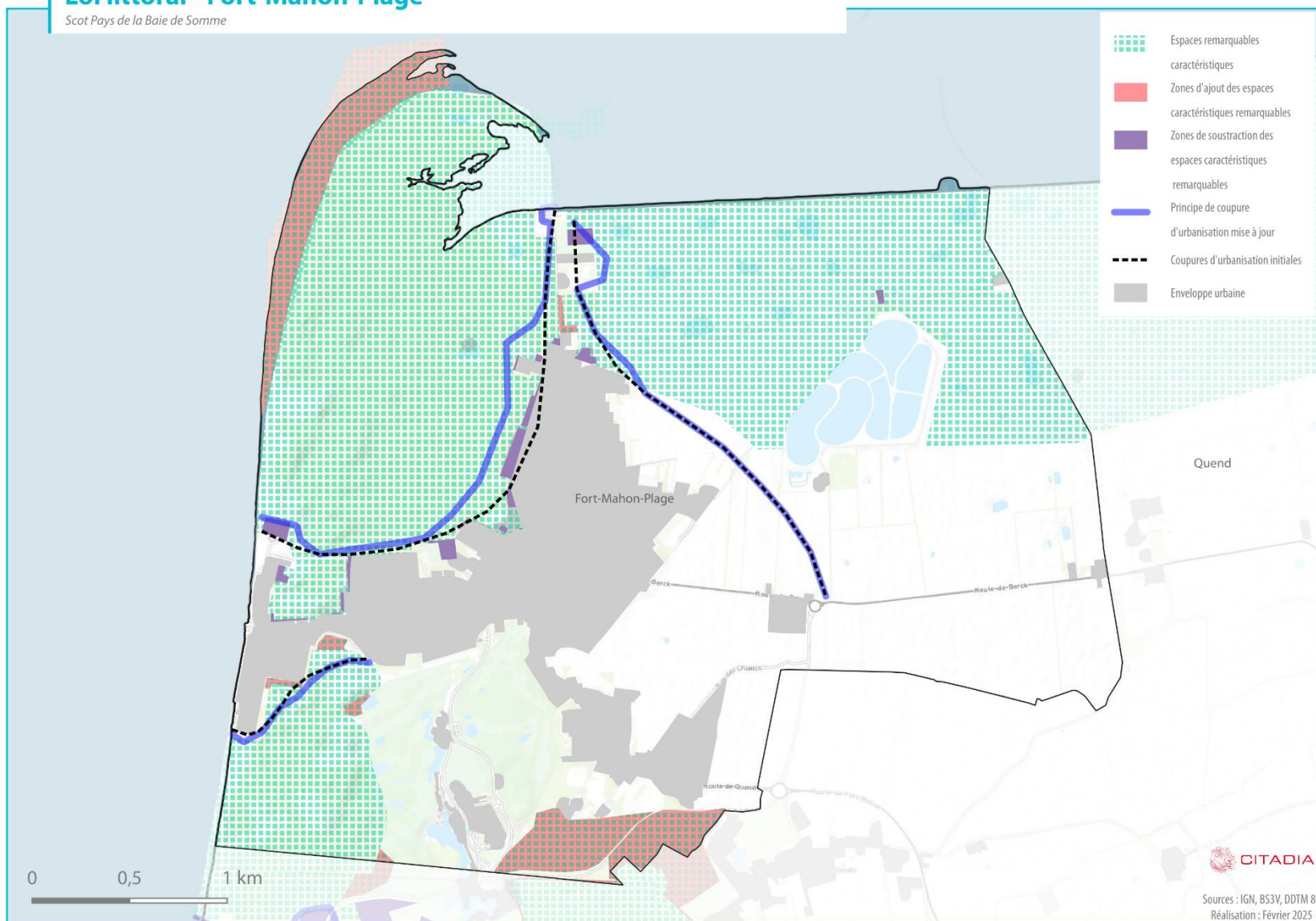
Scot Pays de la Baie de Somme



CITADIA
Sources : IGN, BS3V, DDTM 80
Réalisation : Février 2025

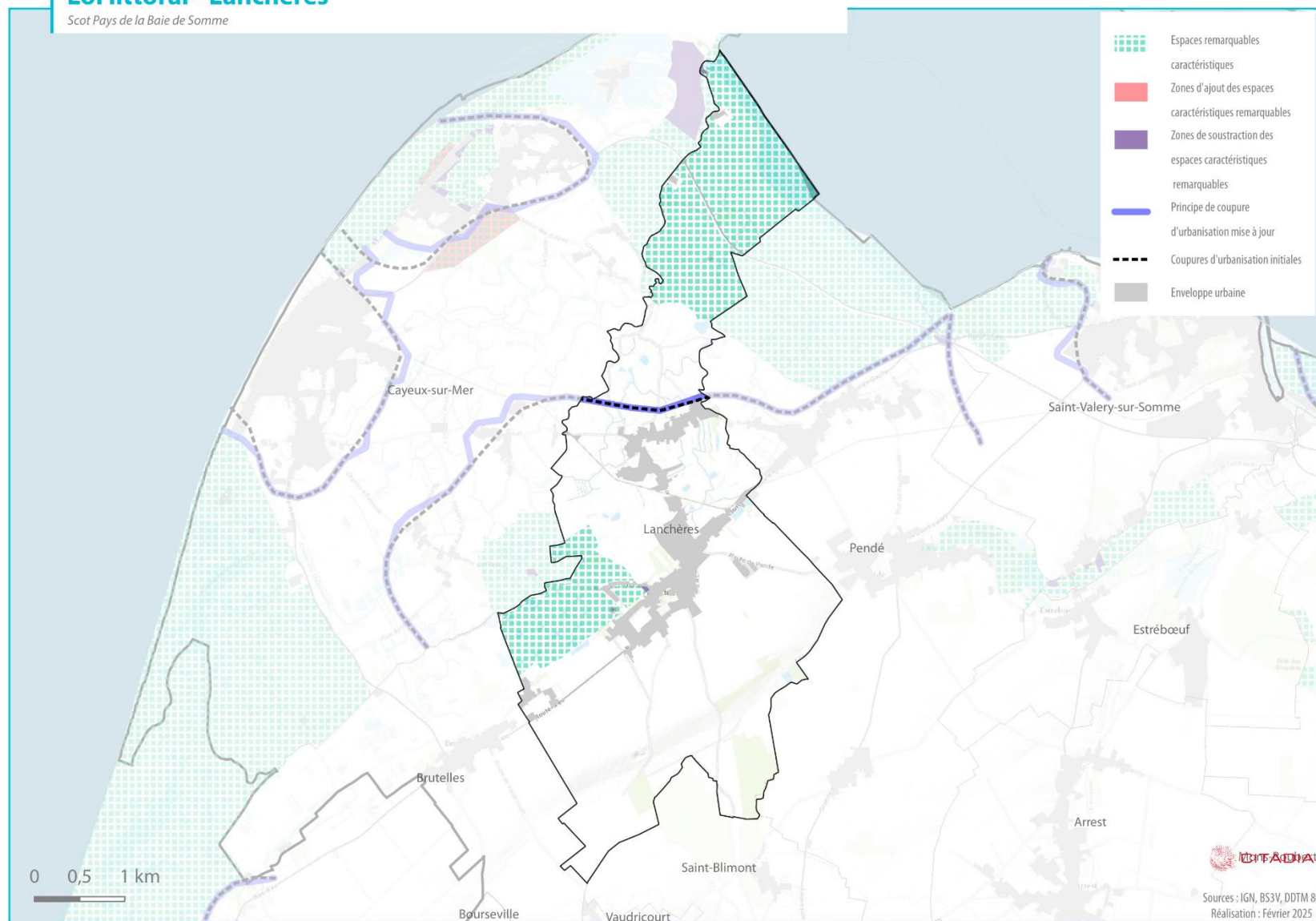
Loi littoral - Fort-Mahon-Plage

Scot Pays de la Baie de Somme



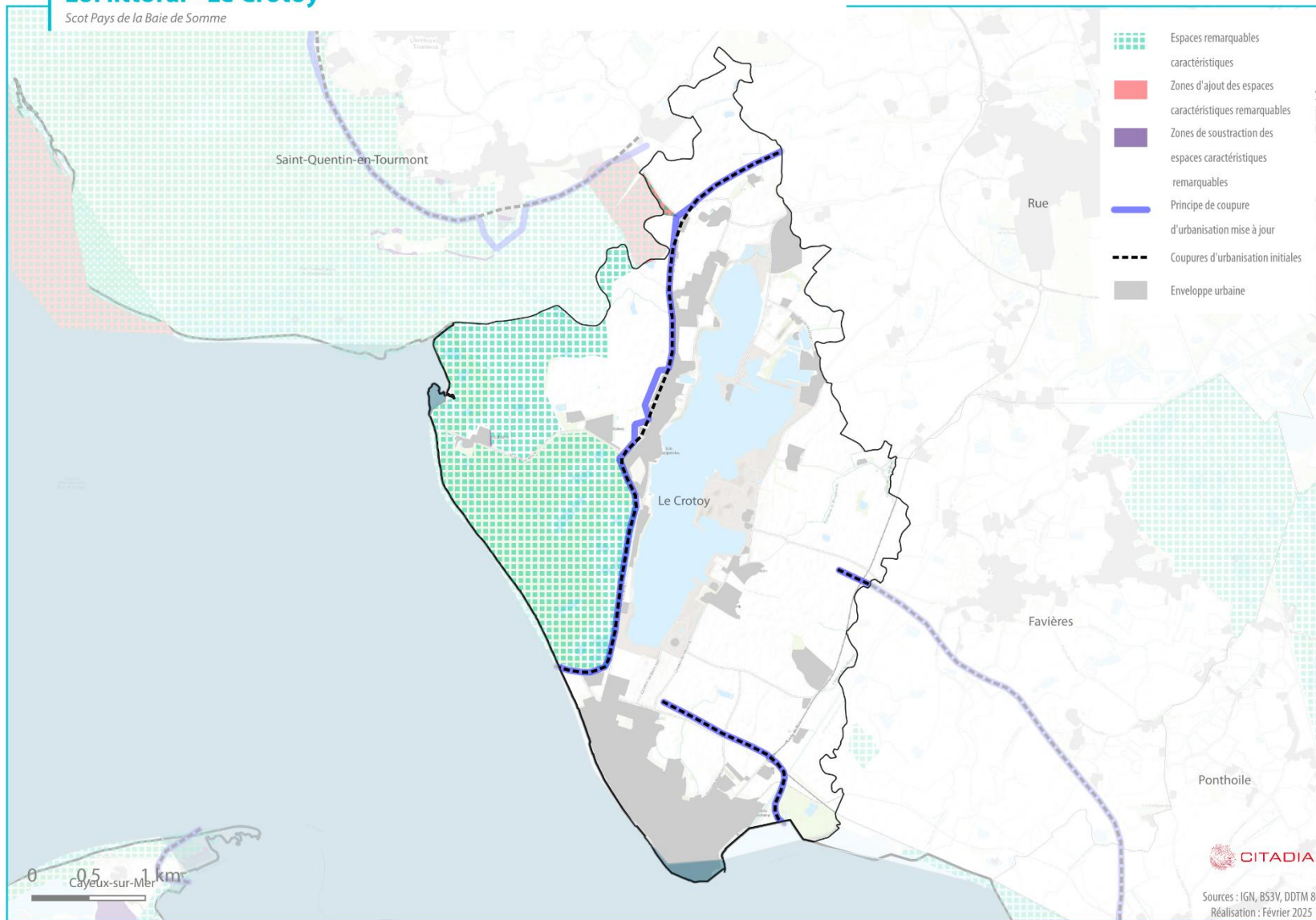
Loi littoral - Lanchères

Scot Pays de la Baie de Somme



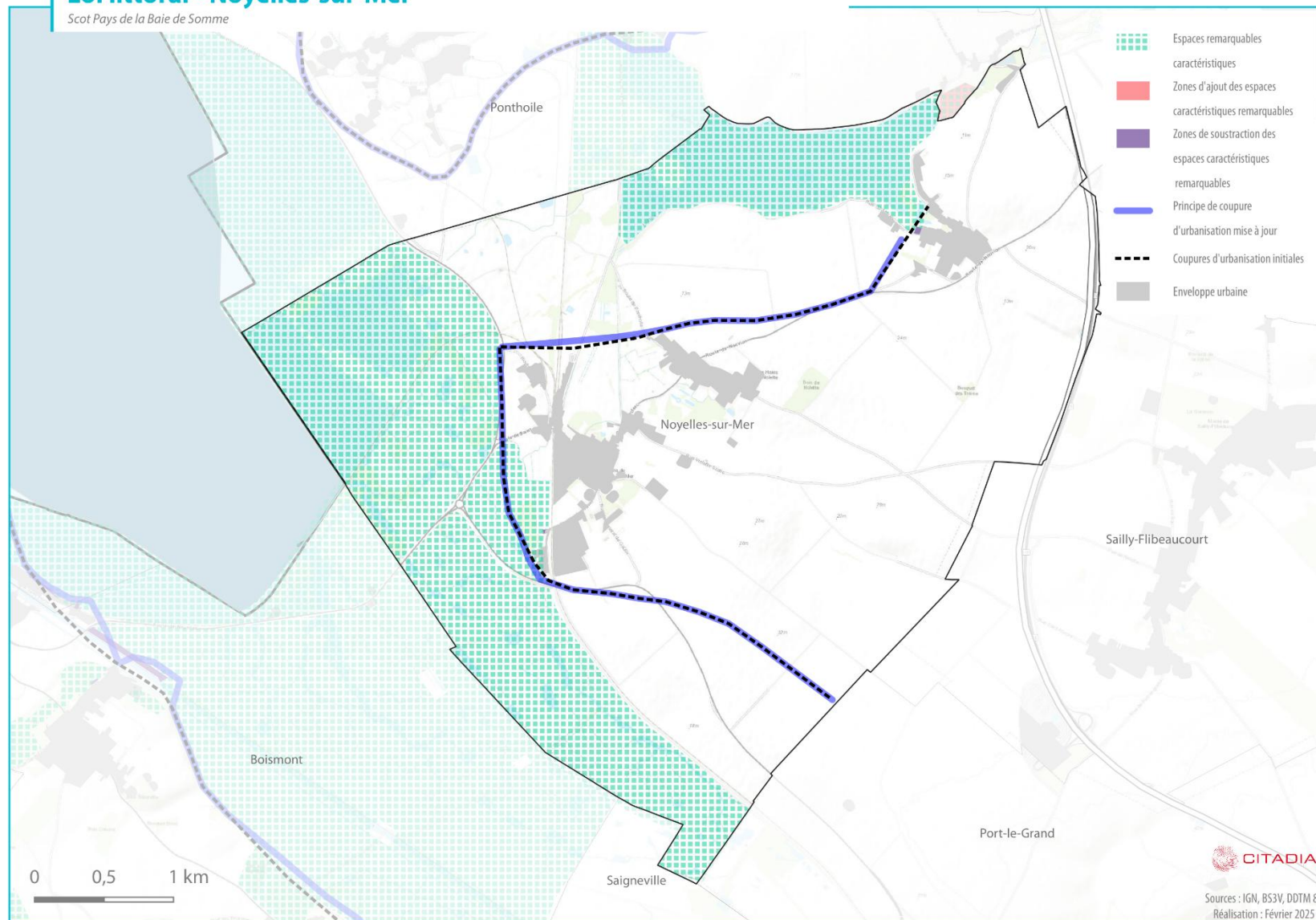
Loi littoral - Le Crotoy

Scot Pays de la Baie de Somme



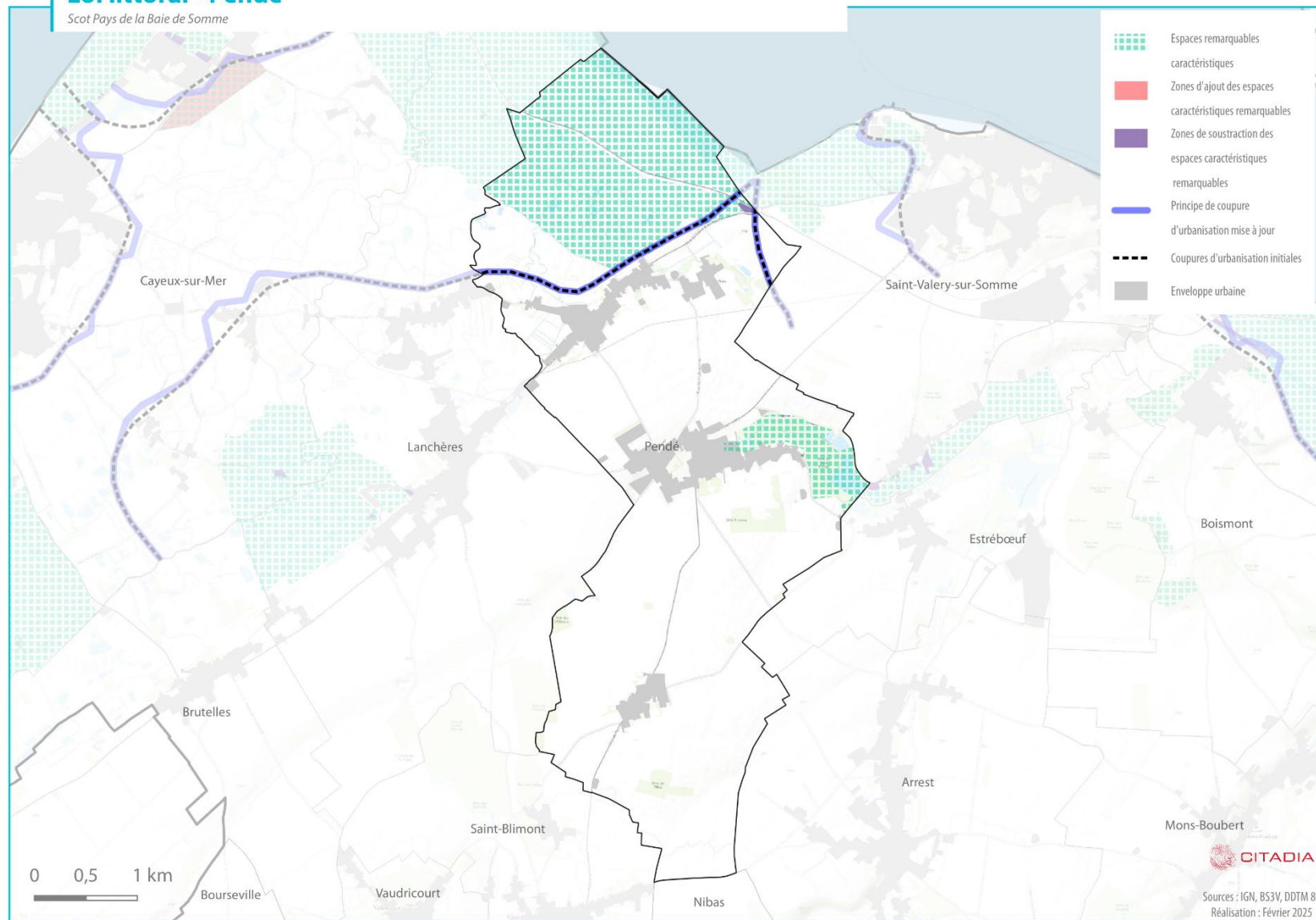
Loi littoral - Noyelles-sur-Mer

Scot Pays de la Baie de Somme



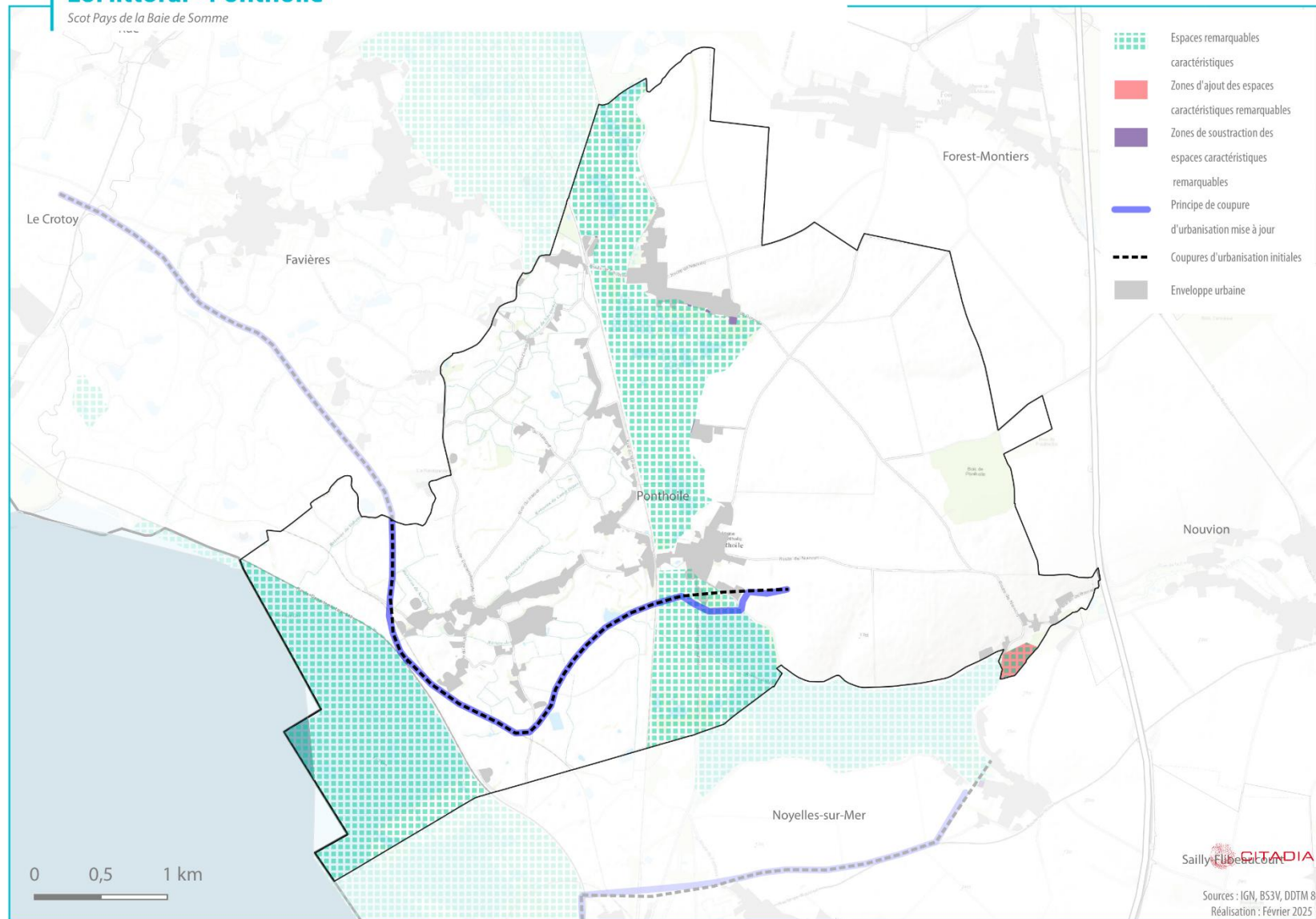
Loi littoral - Pendé

Scot Pays de la Baie de Somme



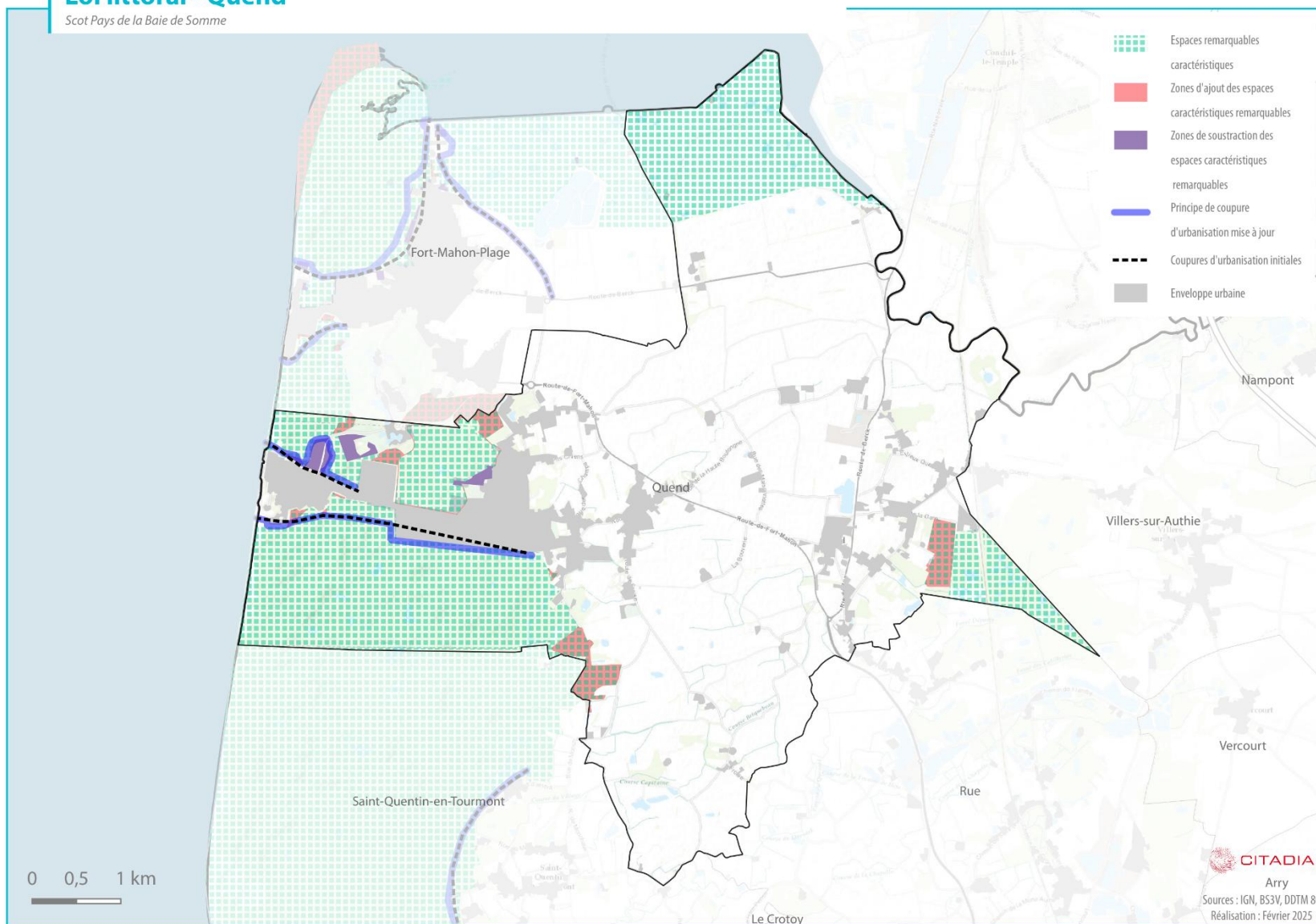
Loi littoral - Ponthoile

Scot Pays de la Baie de Somme



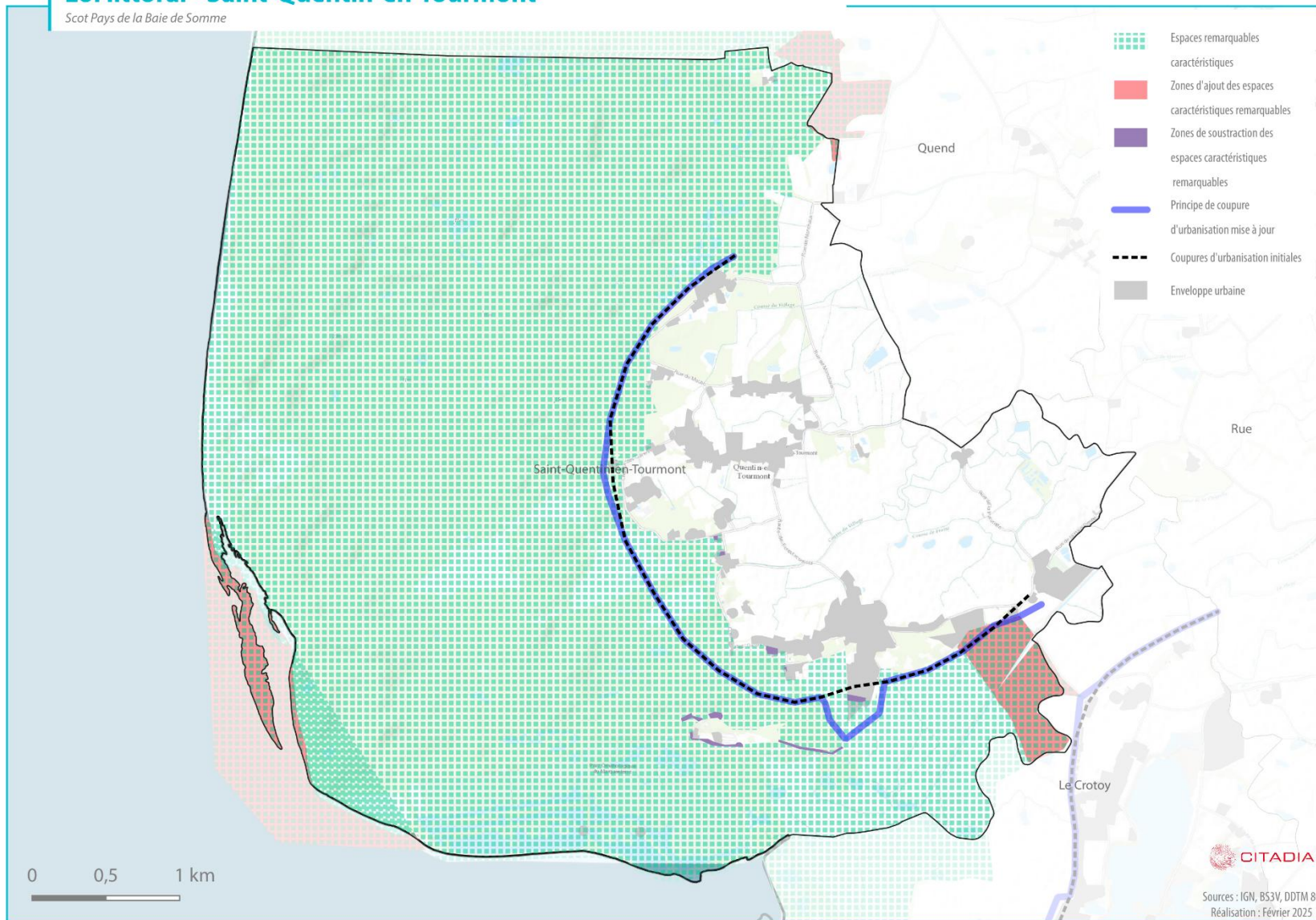
Loi littoral - Quend

Scot Pays de la Baie de Somme



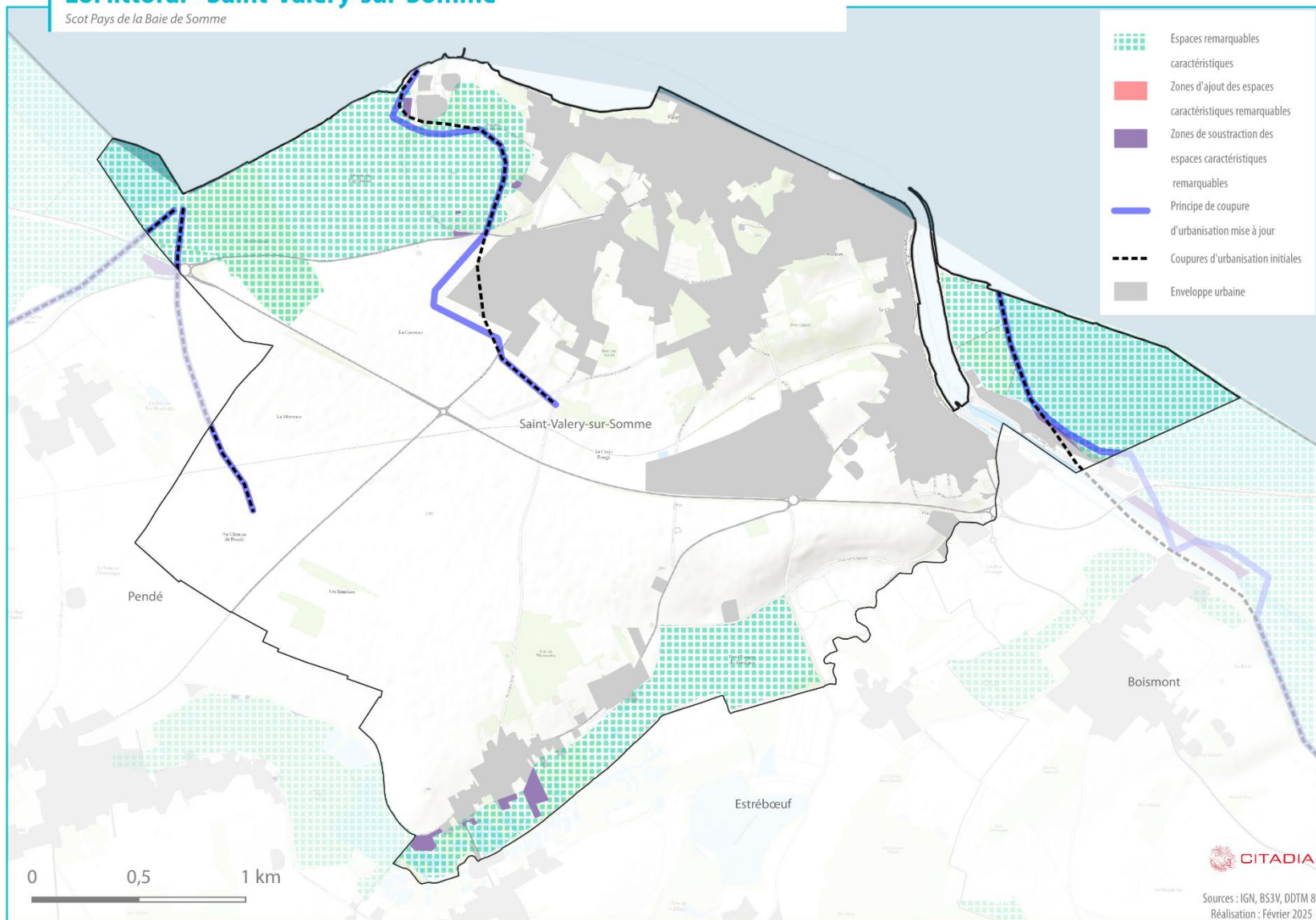
Loi littoral - Saint-Quentin-en-Tourmont

Scot Pays de la Baie de Somme



Loi littoral - Saint-Valery-sur-Somme

Scot Pays de la Baie de Somme



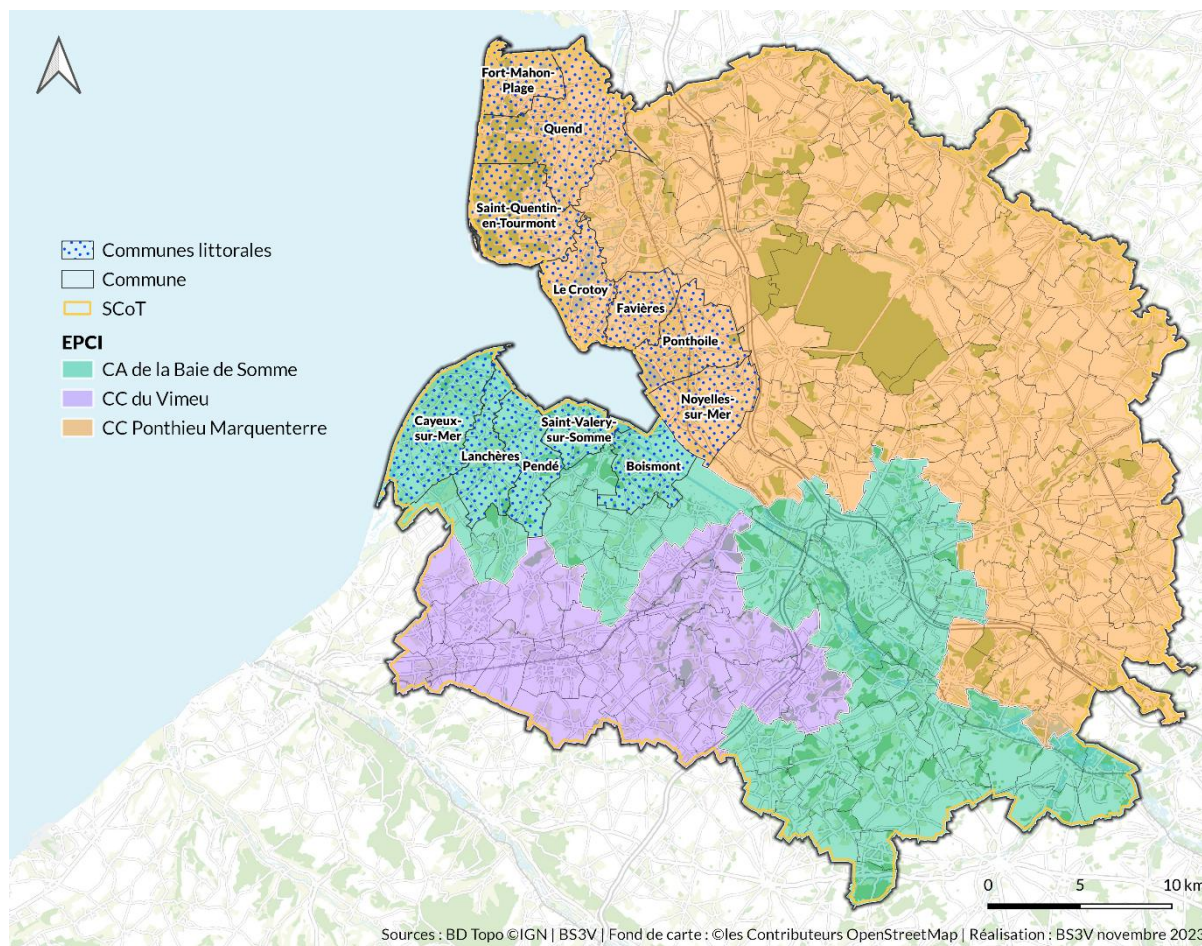
II. Caractérisation des espaces littoraux

1. Identification des communes concernées par la loi littoral

Au sein du périmètre du SCoT, la CC Ponthieu-Marquenterre et la CA de la Baie de Somme sont concernées par un linéaire côtier, et donc composées de communes littorales.

Pour la CC du Ponthieu Marquenterre, il s'agit notamment des communes de Fort-Mahon, Quend, Saint-Quentin-en-Tourmont, Le Crotoy, Favières, Ponthoile, Noyelles-sur-Mer.

Pour la CA de la Baie de Somme, il s'agit des communes de Boismont, Saint-Valéry-sur-Somme, Pendé, Lanchères et Cayeux-sur-Mer.



Carte illustrant les communes littorales, par EPCI, composant le SCoT du Pays de la Baie de Somme

2. Le cadre législatif

Le code de l'urbanisme précise qu'il appartient aux Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) de préciser la caractérisation des espaces urbanisés des communes littorales. Ainsi, l'article L.121-3 du code de l'urbanisme dispose que :

« Le schéma de cohérence territoriale précise, en tenant compte des paysages, de l'environnement, des particularités locales et de la capacité d'accueil du territoire, les modalités d'application des dispositions du présent chapitre. Il détermine les critères d'identification des villages, agglomérations et autres secteurs déjà urbanisés prévus à l'article [L. 121-8](#), et en définit la localisation. »

En complément, l'article L.121-8 du code de l'urbanisme précise que : *« L'extension de l'urbanisation se réalise en continuité avec les agglomérations et villages existants.*

Dans les secteurs déjà urbanisés autres que les agglomérations et villages identifiés par le schéma de cohérence territoriale et délimités par le plan local d'urbanisme, des constructions et installations peuvent être autorisées, en dehors de la bande littorale de cent mètres, des espaces proches du rivage et des rives des plans d'eau mentionnés à l'article L. 121-13, à des fins exclusives d'amélioration de l'offre de logement ou d'hébergement et d'implantation de services publics, lorsque ces constructions et installations n'ont pas pour effet d'étendre le périmètre bâti existant ni de modifier de manière significative les caractéristiques de ce bâti. Ces secteurs déjà urbanisés se distinguent des espaces d'urbanisation diffuse par, entre autres, la densité de l'urbanisation, sa continuité, sa structuration par des voies de circulation et des réseaux d'accès aux services publics de distribution d'eau potable, d'électricité, d'assainissement et de collecte de déchets, ou la présence d'équipements ou de lieux collectifs.

L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Elle est refusée lorsque ces constructions et installations sont de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux paysages. »

<u>Secteurs déjà urbanisés (SDU)</u>	<u>Villages</u>	<u>Agglomérations</u>
Renouvellement et densification	Renouvellement, densification et extension	Renouvellement, densification et extension

Tableau récapitulatif des droits à construire en fonction des différentes strates

Dans les secteurs situés dans les espaces proches du rivage, mais en dehors de la bande des 100 mètres, il est précisé que l'extension de l'urbanisation pourra se faire uniquement en continuité du bâti des « agglomérations » et « villages » identifiés par le SCoT. Cependant, les aménagements légers nécessaires à la gestion, à la mise en valeur et à l'ouverture au public d'un espace protégé sont autorisés.

Toute autre nouvelle construction en extension de l'urbanisation, et n'étant pas située en continuité des « agglomérations » et des « villages », est interdite. Seules sont autorisées, sous réserve du respect de l'application de la loi « littoral » et des autres orientations du présent SCoT, les constructions ci-dessous :

- le changement de destination et l'extension des constructions existantes ;
- les constructions à vocation forestière, agricole ou aquacole ;
- les équipements et installations d'intérêt collectif.

3. Présentation de la méthode employée pour définir les « agglomérations », « villages » et « SDU », et les localiser

Les éléments développés ci-après visent à présenter la méthode retenue pour caractériser les espaces urbanisés des communes littorales du périmètre du présent SCoT. Ce travail d'analyse est restitué dans le DOO du SCoT, sous la forme d'une carte et d'un tableau mentionnant les espaces étudiés et leur caractérisation correspondante.

Les limites précises de chaque strate ne seront pas détaillées dans le SCoT. Il reviendra au PLU/PLUi de déterminer les contours de chaque strate, à l'échelle de la parcelle.

3.1. Eléments de définition des différentes strates :

Les agglomérations :

Les agglomérations sont définies par :

- un nombre de constructions important (à partir de 150 constructions), et constituant un ensemble urbain d'envergure et de taille significative ;
- et une composition urbaine présentant une continuité urbaine et fonctionnelle, avec une implantation très dense du bâti, et composée de services, commerces et/ou d'équipements administratifs, scolaires ou sportifs.

Les villages :

Les villages en question dans cette sous-partie sont sous-entendus à dominante résidentielle. Ils sont définis par :

- un grand nombre de constructions (à partir de 40 constructions), et constituant un ensemble urbain de taille significative, mais étant d'envergure plus modeste et légèrement moins structurante pour le territoire qu'une « agglomération » ;
- une composition urbaine présentant une continuité urbaine, où l'on peut retrouver une place, un lieu de vie ou un noyau historique et pouvant être composé d'un service ou commerce ou équipement administratif, scolaire ou sportif.

NB : L'enveloppe de l'arbre de Saint-Ouen à Noyelles-sur-mer a été considéré, par le présent SCoT, comme relevant de la catégorisation de Village, et ce, même s'il s'agit d'un lotissement résidentiel. Cette possibilité est validée par une récente décision du Conseil d'Etat.¹

Les villages économiques ou touristiques :

Les villages économiques sont un degré de la caractérisation des espaces urbanisés des communes littorales qui tire son origine de la jurisprudence administrative.²

Ces espaces se caractérisent par deux critères que sont :

- une affectation particulière de la zone, qui doit être majoritairement occupée par des activités économiques

¹ CE, 12 juin 2023, n°459918, Société Bouygues Immobilier.

² CAA Nantes, 14 mars 2018, n°16NT01335 / CAA Nantes, 25 février 2022, n°20NT00038 / CAA Nantes, 6 décembre 2022, n°21NT01065 / TA Pau, 27 juin 2023, n°2000839.

(appréciées au sens large, ce qui comprend également les activités commerciales, artisanales, touristiques). Il convient de préciser que la présence de bâtiments d'habitation au sein de ces zones est possible mais ne doit pas être prédominante par rapport au caractère économique ;

- une emprise foncière et/ou de superficie occupée par les activités économiques qui est conséquente. Il ne s'agit pas ici que de l'emprise bâtie mais aussi de l'emprise des surfaces d'exploitation liées et nécessaires à l'exercice de l'activité économique (par exemple : le golf de pour Belle-Dune ou les bassins de cultures des plantes aquatiques de Marcantera).

Les secteurs déjà urbanisés (SDU) :

Les SDU sont définis par :

- un nombre de constructions compris entre 20 constructions minimum et 39 constructions maximum, constituant un ensemble de taille inférieur aux « agglomérations » et « villages » ;
- une composition urbaine présentant une continuité urbaine suffisante pour respecter une densité bâtie minimale d'au moins 5 logements par hectare, structurée autour de deux voies ou plus, et bénéficiant d'un accès aux réseaux (effectif ou pouvant être déployé) ;
- une emprise située à plus de 50% en dehors des espaces proches du rivage, et en totalité en dehors de la bande des 100 mètres et des coupures d'urbanisation.

Les autres secteurs en urbanisation diffuse :

Le code de l'urbanisme dispose notamment qu'un secteur ne relevant pas de la qualification d'« agglomération », ni de celle de « village », ni de celle de « SDU », est par défaut considéré comme un secteur d'urbanisation diffuse où l'urbanisation doit être laissée en l'état. L'évolution du bâti reste toutefois possible, mais limitée au respect des dispositions de la loi littoral et des autres règles d'urbanisme applicables.

3.2. Critères observés pour chaque secteur urbanisé :

Chaque secteur urbanisé a été analysé selon des critères précis, tirés de la doctrine nationale, de la jurisprudence, ainsi que des méthodes déployées sur les territoires de SCoT limitrophes pour réaliser le travail de caractérisation. Connaître ces critères, qui ont été observés, et comprendre comment ils ont été pris en compte, permettra au lecteur de mieux saisir la démarche de caractérisation qui a été réalisée dans le présent document.

-Temps 1 : Définition des espaces urbanisés par l'application de la notion de continuité bâtie :

Dans un premier temps, il a fallu déterminer une méthode pour objectiver la notion de continuité bâtie, c'est-à-dire déterminer les constructions appartenant à une même continuité les unes des autres, des constructions étant en discontinuité.

Pour cela, il a d'abord fallu trier les constructions au sein de chaque espace urbanisé, afin de retenir uniquement les constructions à usage résidentiel. Les constructions à destination d'habitation ont ainsi été isolés des garages, annexes, campings, locaux commerciaux ou bâtiments à usage agricole. Cette sélection a été possible à partir des données du bâti de la base de données

ETALAB 2023. Certes, cette base de données peut comporter quelques erreurs résiduelles et n'est pas exhaustive, mais ces données sont les plus proches de la réalité parmi celles disponibles et nous considérons ses erreurs comme acceptables par rapport à l'étendue du territoire observé. De plus, une partie de ces erreurs a pu être identifiée et corrigée via une analyse fine, a posteriori, du bâti en vues aériennes/orthophotographies.

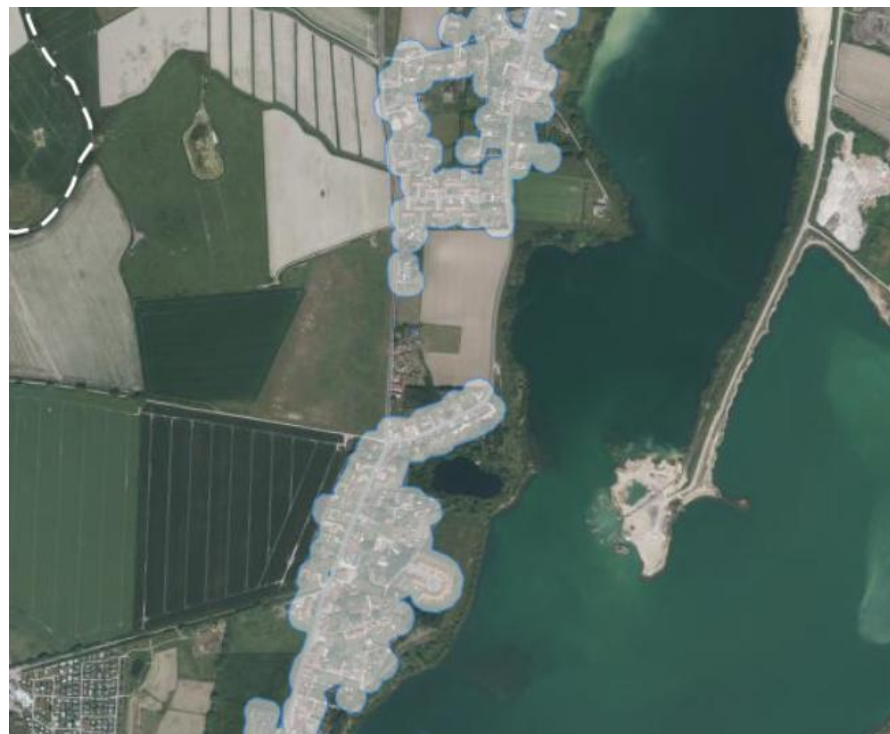
Ci-dessous, l'image illustre les constructions à usage résidentiel retenues et identifiées par une surbrillance grise, des autres constructions non retenues.



*Carte du bâti résidentiel retenu dans une enveloppe urbaine
(Sources : Etalab - bati du cadastre Etalab, © IGN - BD Ortho 2021)*

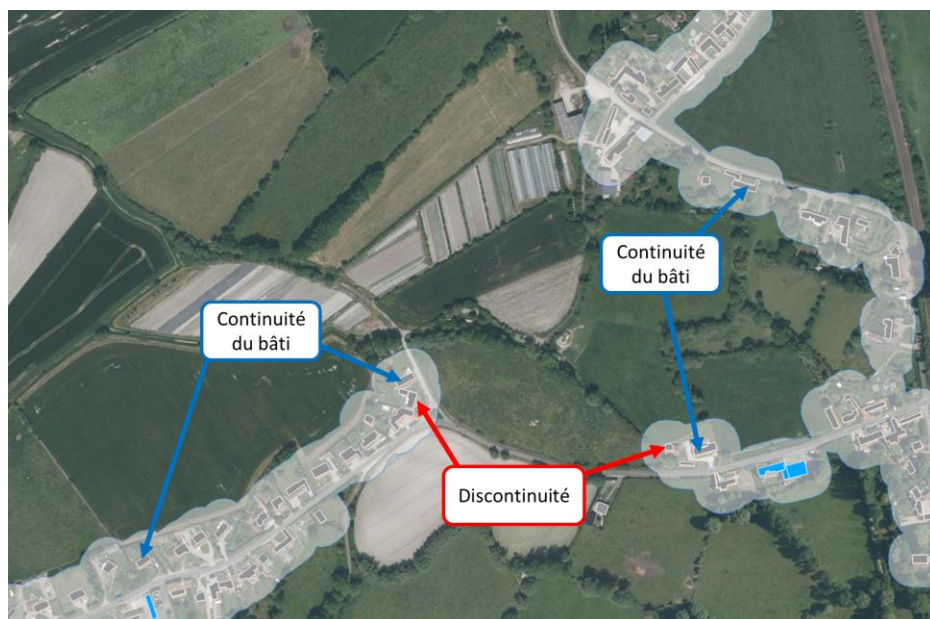
Après avoir opéré cette sélection du bâti afin de ne retenir que les constructions à usage d'habitation, il a été procédé, au sein de chaque espace urbanisé, à l'analyse de la continuité bâtie des

constructions à usage d'habitation entre elles. Pour cela, il a été appliqué virtuellement, autour de chaque construction à usage d'habitation, une zone tampon de 25 mètres de rayon, comme illustré par la capture d'écran ci-dessous.



Carte de la délimitation d'enveloppe urbaine à l'aide d'une zone tampon de 25m autour du bâti résidentiel (Sources : BS3V, © IGN - BD Ortho 2021)

Lorsque les buffers de deux ou plusieurs constructions à usage d'habitation se superposent, cela signifie qu'elles sont implantées à moins de 50 mètres de distance entre elles. On considère qu'elles sont en continuité les unes par rapport aux autres. Si les buffers ne se superposent pas, les constructions ou groupes de constructions à usage d'habitation sont considérées comme étant en discontinuité les unes par rapport aux autres.



Carte présentant des exemples de continuités d'enveloppes du bâti et d'une discontinuité
(Sources : BS3V, © IGN - BD Ortho 2021)

Dans l'application de ce procédé à notre territoire, on dénombre toutefois quelques exceptions à ce principe. En effet, ce sont les cas où la distance observée entre deux buffers qui ne se superposent pas était très faible. Dans ces cas, et sous réserve qu'il n'y ait pas d'obstacle (comme une route, un chemin rural, une voie

ferrée, etc.) créant une rupture entre les deux buffers concernés, une correction matérielle a été pratiquée pour rassembler les deux buffers.

- Exemple de correction matérielle appliquée :



Cet écart de onze mètres est infime, et pourtant, il a de grandes répercussions sur la caractérisation de cet espace urbanisé. Par conséquent, une correction manuelle a été pratiquée pour faire en sorte que les deux buffers puissent se rejoindre (cf capture d'écran ci-dessous).



Ces corrections matérielles restent cependant exceptionnelles et strictement conditionnées à un double critère à la fois de très faible distance séparant les extrémités des buffers et d'absence d'obstacle créant une rupture de continuité.

- Quels obstacles peuvent rendre impossible une correction manuelle ?

La capture d'écran ci-dessous illustre le hameau de Noquerel sur la commune de Ponthoile. Ici les extrémités des deux buffers les plus proches sont situés à seulement dix mètres l'un de l'autre. Une correction manuelle aurait permis de regrouper ces deux espaces urbanisés en un seul, en les considérant ainsi comme étant en continuité urbaine. Mais, malgré la faible distance entre les deux espaces, cette possibilité a été écartée en raison de la présence de

la voie ferrée, qui constitue un obstacle créant une rupture de la continuité urbaine.



Comme indiqué précédemment, ces corrections manuelles restent donc exceptionnelles et strictement conditionnées. On en dénombre seulement 3 sur l'ensemble du territoire :

1_ à Fort-Mahon-Plage :



2_ à Saint-Quentin-en-Tourmont :



3_ à Cayeux-sur-Mer, hameau de Hurt



Ainsi, voici la démarche qui a été employée pour le premier temps de l'analyse, qui consiste en l'objectivation des espaces urbanisés, par une première application de la notion de continuité bâtie.

A ce stade, il est important de préciser que le présent SCoT se bornera à effectuer la caractérisation des entités urbanisées des communes littorales. Il laisse donc aux PLU/PLUi, la détermination précise des enveloppes, à la parcelle, pour chaque espace urbanisé. Ainsi, les captures d'écran ci-dessus sont uniquement des exemples illustrant de la démarche, à vocation purement indicatifs. Ces exemples ne seront pas opposables aux PLU/PLUi. Il en va de même pour les trois corrections manuelles précédemment évoquées. Les PLU/ PLUi pourront les infirmer, les confirmer, voire en proposer de nouvelles, en fonction des spécificités au sein de chaque EPCI.

-Temps 2 : Calcul du nombre de constructions à destination d'habitation et de la densité

Une fois que les espaces urbanisés sont définis, il est observé, de manière cumulative, le nombre de constructions à destination d'habitation et la densité résidentielle minimale. Ces indicateurs serviront à caractériser l'espace urbanisé en question.

Sur le calcul du nombre de constructions à destination d'habitation :

Au sein de chaque espace, le calcul du nombre de constructions à destination d'habitation a été possible à partir de l'exploitation des données ETALAB 2023.

- à partir de 40 constructions à destination d'habitation, la qualification en « village » ou « agglomération » est possible.
- entre 20 et 40 constructions à destination d'habitation, la qualification en SDU est possible.
- et en deçà de 20 de constructions à destination d'habitation, l'espace en question est automatiquement classé en urbanisation diffuse.

Mais l'indicateur du nombre de construction ne suffit pas pour opérer la caractérisation des espaces urbanisés des communes littorales. Il convient de l'analyser cumulativement avec l'indicateur de densité résidentielle minimale.

Sur le calcul de la densité :

Pour chaque espace, il a également été calculé une densité résidentielle brute des constructions à destination d'habitation. Le

curseur minimum retenu est de 5 logements /hectare (arrondi au supérieur). Ce résultat s'obtient en faisant le rapport entre le nombre de constructions et la surface de l'ensemble des buffers superposés du secteur (rapporté à l'unité Ha).

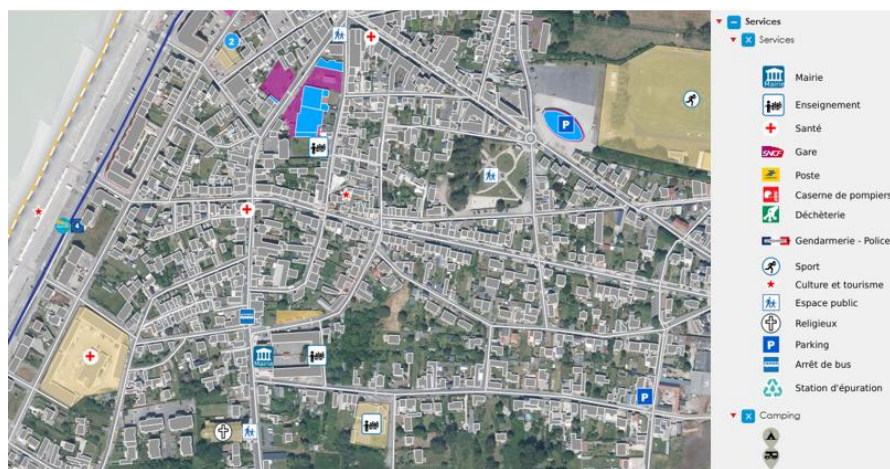
Sur l'observation de la composition de chaque espace urbanisé :

La composition de chaque espace urbanisé importe également et a été analysée en deux temps. Dans un premier temps, plusieurs sources telles que les bases de données BD TOPO de l'IGN, Base Permanente de Equipements de l'INSEE, Data Tourisme d'ADN Tourisme, le cadastre napoléonien numérisé par les Archives Départementales de la Somme, les éventuelles annexes de documents d'urbanisme en vigueur, etc., ont été compilées et regroupées pour permettre d'objectiver, au sein des espaces urbanisés, la présence :

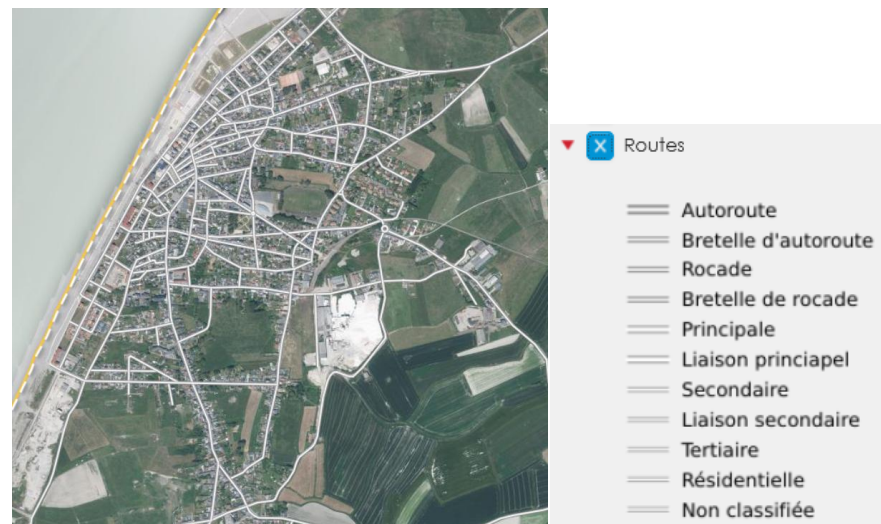
- de services, d'équipements publics et de lieux collectifs ;
- de voiries (au moins deux sont nécessaires pour caractériser un espace sinon il s'agit d'une urbanisation linéaire) ;
- d'un noyau bâti historique ou ancien ;
- de réseaux en électricité, eau potable, assainissement et collecte de déchets (effectifs ou pouvant être déployés).

Pour objectiver cela, voici la méthodologie employée :

1_Un traitement SIG a été réalisé pour objectiver la présence des services, équipements publics, commerce, lieux collectifs, au sein de chaque espace urbanisé. Par exemple, ci-dessous le résultat du travail effectué pour le centre-bourg de la commune de Cayeux-sur-mer :



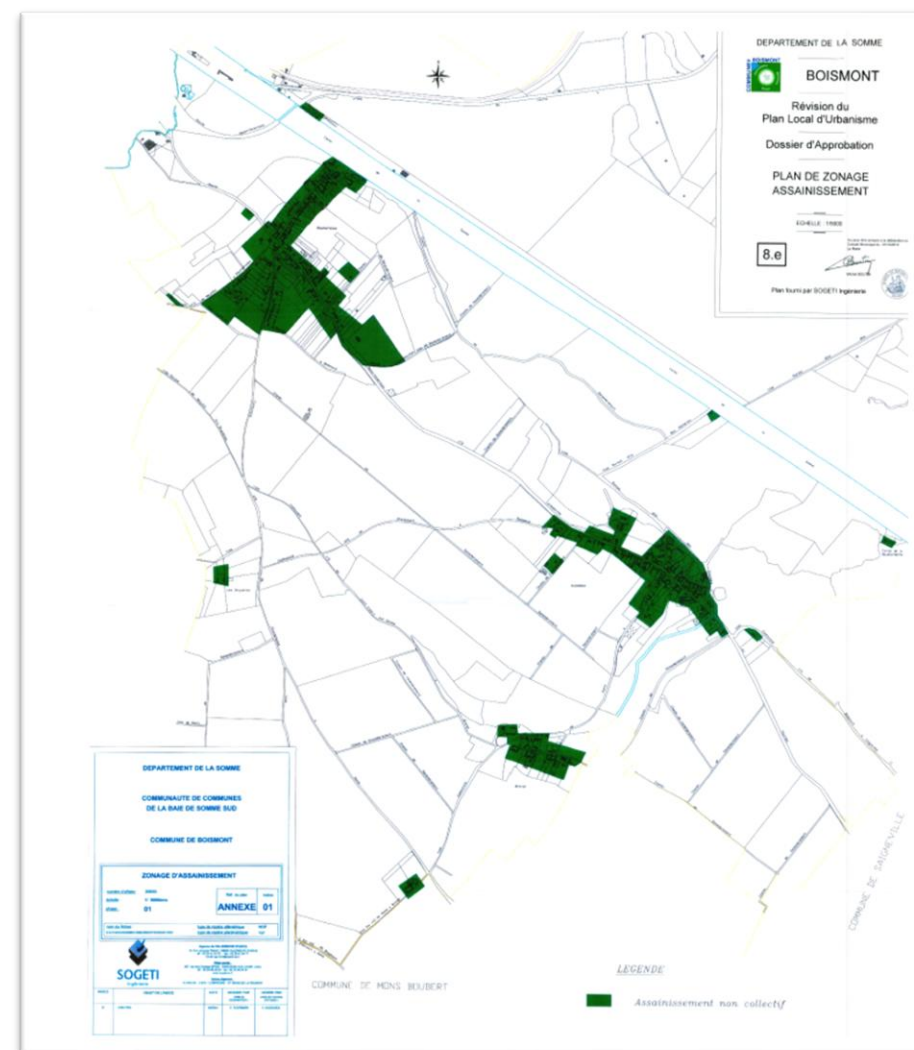
2_Les voiries et leur nombre ont été étudiés, notamment pour identifier les espaces en situation d'urbanisation linéaire. Cela a également été réalisé à partir d'un traitement SIG, identifiant le type de voiries concernées et leur localisation. Ci-dessous, à nouveau l'exemple pour l'agglomération de Cayeux-sur-mer :



3_ L'objectivation de la présence d'un noyau ancien ou historique s'est quant à elle faite à partir du cadastre napoléonien et/ou de photos aériennes des années 1950-1965 de l'IGN. Ci-dessous, il s'agit toujours du centre-bourg de Cayeux-sur-mer avec : à gauche le cadastre napoléonien (Source : Archives Départementales de la Somme), et à droite une orthophotographie datant des années 50-60, (source : IGN).



4_ L'objectivation des réseaux s'est faite essentiellement à partir des données transmises par les mairies des communes littorales, et dans certains cas, à partir des annexes sanitaires des documents d'urbanisme. Ci-dessous, une capture d'écran du plan de zonage de l'assainissement à Boismont (source : PLU de la commune dont la dernière procédure a été approuvée le 30/06/2016).

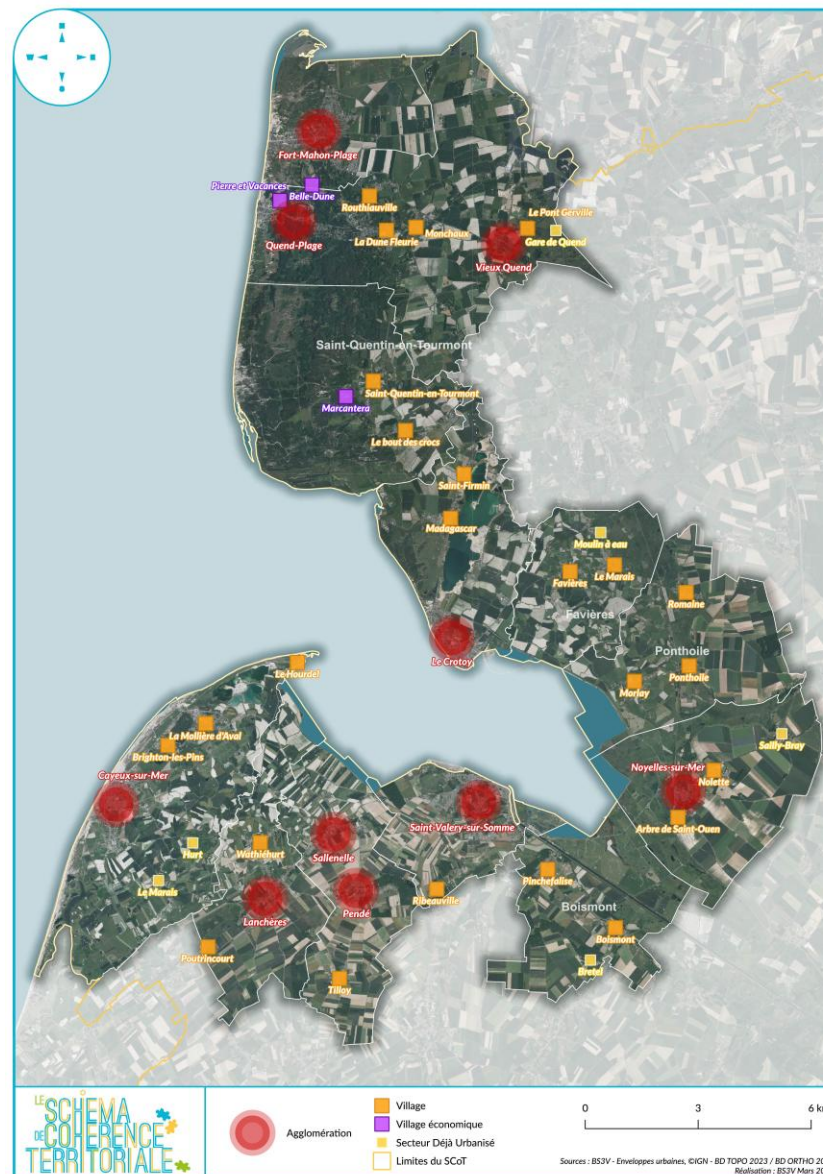


Dans un second temps, toutes ces informations recueillies en chambre ont été confrontées aux informations collectées par des repérages terrain et des réunions avec les élus locaux, en mairie. Ces déplacements terrains ont notamment permis, dans certains cas, d'ajouter des compléments d'information sur :

- les formes urbaines des espaces urbanisés ;
- la typologie dominante des constructions ;
- et, plus généralement, l'ambiance urbaine globale des espaces étudiés, à savoir notamment s'ils étaient à dominante rurale ou urbaine. Pour cela, il est observé un ensemble d'éléments constituant un faisceau d'indices (par exemple : la dimension des voiries, la présence de trottoirs, l'existence d'un éclairage public et de son éventuel enfouissement, celle de réseaux d'évacuation des eaux pluviales, etc.).

4. Résultat de la caractérisation sur le territoire du SCoT du Pays de la Baie de Somme

La mise en œuvre des critères et indicateurs précédemment explicités a donc permis de caractériser les espaces urbanisés de chaque commune littorale du territoire de SCoT, en déterminant et localisant les agglomérations, les villages (dont les villages économiques et touristiques) et les SDU.



CCPM		
Commune	Lieu dit / hameau	Caractérisation
Noyelles-sur-mer	Sailly-Bray	SDU
	Nolette	Village
	Noyelles	Agglomération
	Arbre de Saint Ouen	Village
Ponthoile	Romaine	Village
	Ponthoile	Village
	Morlay	Village
Favières	Favière	Village
	Moulin à eau	SDU
	Le marais	Village
Le Crotoy	Le Crotoy	Agglomération
	Madagascar	Village
	Saint-Firmin	Village
Saint-Quentin-en-Tourmont	Le bout des crocs	Village
	Marcantera	Village économique
	Saint-Quentin-en-Tourmont	Village
	Le pont gerville	Village
Quend	Quend- ville	Agglomération
	Quend-plage	Agglomération
	Monchaux	Village
	Routhiauville	Village
	La dune fleurie	Village
	La gare	SDU
	Pierre & Vacances	Village économique
	Belle-dune	Village économique
Fort-Mahon	Fort-Mahon	Agglomération

CABS		
Commune	Lieu dit / hameau	Caractérisation
Cayeux-sur-mer	Cayeux-sur-mer	Agglomération
	La Mollière d'Aval	Village
	Brighton-les-Pins	Village
	Le Hourdel	Village
	Hurt	SDU
	Le Marais	SDU
Lanchères	Lanchères	Agglomération
	Wathiehurt	Village
	Poutrin-court	Village
Pendé	Pendé	Agglomération
	Sallenelle	Agglomération
	Tilloy	Village
Saint-Valery-sur-Somme	Saint-Valery-sur-Somme	Agglomération
	Ribauville	Village
Boismont	Boismont	Village
	Pinchefalise	Village
	Bretel	SDU

III. La notion de capacités d'accueil

La notion de capacité d'accueil est définie dans la fiche n°18 du Guide pratique de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme du Commissariat général au développement durable "comme le niveau maximum de pression, exercée par les activités et les populations permanentes et saisonnières, que peut supporter le « capital de ressources du territoire » sans mettre en péril ses spécificités."

L'article L121-21 du Code de l'urbanisme indique que pour « déterminer la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser, les documents d'urbanisme doivent tenir compte :

- De la préservation des espaces et milieux mentionnés à l'article L. 121-23 ;
- De l'existence de risques littoraux, notamment ceux liés à la submersion marine, et de la projection du recul du trait de côte ;
- De la protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes ;
- Des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés.

Dans les espaces urbanisés, ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation des opérations de rénovation des quartiers ou de réhabilitation de l'habitat existant, ainsi qu'à l'amélioration, l'extension ou la reconstruction des constructions existantes. »

Ces critères sont ainsi observés au regard des impacts potentiels et de leur prise en compte à travers le SCoT.

Éléments de la capacité d'accueil à prendre en compte	Mesures dans le DOO visant à prendre en compte les impacts
Préservation des espaces remarquables	
Identification des espaces remarquables selon la liste définie par l'article R121-4 du Code de l'urbanisme	<p>Les espaces caractéristiques remarquables du territoire (les Bas-Champs de Cayeux, la Baie de Somme incluant l'estuaire, le Marquenterre, la partie sud de la Baie d'Authie) sont identifiés et cartographiés par le DOO dans le chapitre «2.3 Les modalités d'application de la loi littoral ». Le DOO vise leur préservation via l'application d'un zonage adapté par les PLU(i). Afin de contenir le potentiel impact de la fréquentation touristique plus importante sur les communes littorales, les communes doivent encadrer les pratiques de loisirs sur ces sites, en se limitant à d'éventuels aménagements proportionnant la fréquentation à la qualité et fragilité des sites.</p>
Risques littoraux et projection du recul du trait de cote	
Erosion côtière et submersion marine	<p>Le DOO encadre la prise en compte du risque de submersion marine via une traduction dans les PLU(i) à la hauteur du cadre fixé par les documents supra-communaux (PGRI, SDAGE, PPRL, PAPI BSA).</p> <p>Le littoral du territoire est couvert par deux PPRL gérant l'aléa submersion marine. Le PPRL vaut servitude d'utilité publique annexé dans les documents d'urbanisme et doit être respecté pour tout projet d'aménagement selon le règlement et la cartographie du zonage réglementaire de chaque PPRL. Le DOO prescrit la nécessité de conformité avec ces documents.</p> <p>Concernant le recul du trait de côte, sur le territoire du SCOT, seule la commune de Saint-Quentin-en-Tourmont s'est portée volontaire pour réaliser ses cartographies. En attendant la prise de compétence des collectivités sur ce retrait du trait de côte, les prescriptions des PPRL sur ce sujet restent actives.</p> <p>En complément d'actions envers la prise en compte de ces risques le DOO précise la vigilance à avoir en matière de développement urbain : limitation forte de l'urbanisation voire inconstructibilité sur les zones d'érosion avérée, études de repositionnement des constructions en situation de forte vulnérabilité.</p>

Glissement de terrains	<p>Le SCoT porte un objectif de lutte contre le ruissellement en lien avec la gestion durable de la ressource mais également plus global en lien avec la gestion des risques naturels d'inondations. Le DOO prévoit que les collectivités prennent des dispositions en faveur de la rétention et de l'infiltration des eaux pluviales, par exemple : préserver l'ensemble des éléments participants à la gestion des eaux pluviales (haies, talus, alignements d'arbres, ripisylves, etc.) par inscription dans le règlement des PLU(i), garantir au maximum la perméabilisation des sols et la gestion intégrée et à ciel ouvert des eaux pluviales à l'échelle des projets urbains (surfaces éco-aménagées, espaces verts inondables etc).</p>
Protection des espaces nécessaires aux activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes	
Consommation de ces espaces	<p>Le Scot s'inscrit dans les objectifs de limitation de la consommation foncière des espaces agricoles, naturels, forestiers et maritimes en définissant des objectifs à travers le chapitre « 3.2 la sobriété foncière ».</p> <p>Il vise à développer prioritairement les nouvelles constructions dans les enveloppes urbaines et secteurs d'activités déjà existants. Le Scot définit une capacité maximale d'extension hors enveloppe urbaine pour répondre aux besoins en logements et activités. Les besoins en extension pour les projets d'activités sont identifiés par le DOO. Toutefois celui-ci précise que la complétude des zones existantes et les capacités offertes par les friches recensées seront investiguées prioritairement.</p>
Possibilités de densification des espaces urbanisés	<p>L'urbanisation des communes littorales est structurée par la caractérisation des tissus urbains existants en agglomérations, villages et secteurs déjà urbanisés. Dans l'ensemble de ces secteurs le DOO prévoit que les documents d'urbanisme calculent les potentiels de densification en enveloppe urbaine. Les secteurs en dehors des agglomérations, villages et SDU ne sont pas voués à se développer et à accueillir de nouvelles constructions, limitant les pressions sur les communes littorales.</p> <p>Par ailleurs de manière générale le Scot prévoit de prioriser le développement urbain en enveloppes urbaines avant d'envisager un développement en extensions autant pour le besoin en logements que pour le besoin lié aux activités économiques pour lesquelles le potentiel foncier au sein des zones existantes est précisé.</p>

Potentiel agronomique des terres	<p>Le DOO prévoit que les documents d'urbanisme mettent en œuvre les grands projets économiques du territoire dans une logique d'équilibre entre l'activité agricole et la préservation de ces espaces.</p> <p>Le DOO vise la pérennisation des activités agricoles dans le chapitre « 1.6 Les activités économiques » notamment par leur identification en zone A dans les documents d'urbanisme et en permettant des gabarits de bâtiments agricoles suffisants.</p> <p>Afin de préserver les espaces naturels et agricoles et la fonction agricole du territoire, en complément de la limitation de la consommation foncière, le Scot localise des coupures d'urbanisation visant à contenir l'extension des constructions sur ces espaces. Les documents d'urbanisme doivent préciser les contours de ces espaces et les protéger par un zonage N ou A selon leur fonction naturelle, paysagère ou agricole. Afin de préserver l'activité présente en communes littorales sur ces espaces, le DOO permet l'adaptation, la réfection et l'extension limitée des constructions existantes nécessaires à l'exploitation agricole, aquacole et de pêche en mer professionnelle, ainsi que les constructions nécessaires à la mise aux normes de ces exploitations, si ces évolutions ne remettent pas en cause le caractère de coupure d'urbanisation desdits espaces.</p> <p>Au-delà des coupures d'urbanisation identifiées, le DOO prévoit que les corridors écologiques situés au sein des espaces agricoles mettent en place un traitement spécifique (classement en zone agricole avec un règlement assurant conjointement les fonctionnalités agricoles et écologiques). Les corridors de la sous-trame bocagère sont à protéger, restaurer et développer, notamment en lien avec le renforcement du potentiel écologique des espaces agricoles.</p>
Fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés	
Impact de la fréquentation du public sur la préservation de ces milieux et sites	<p>Le Scot prévoit d'une part une structuration des aménagements nécessaires à l'accueil touristique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en priorisant les aménagements sur des sites stratégiques à proximité de la Somme, des véloroutes et des gares, et vers les principaux pôles d'attractivité du territoire et les destinations touristiques

	<ul style="list-style-type: none"> • En organisant de manière raisonnée le développement des activités et capacités d'accueil touristiques du littoral sur des secteurs préférentiels localisés et justifiés. • En utilisant des sites déjà exploités tels que les carrières pour le développement d'activités de loisirs <p>D'autre part, le rééquilibrage porté par le Scot entre littoral et terres intérieures passe par le rééquilibrage de l'offre touristique visant un report sur les terres intérieures pour limiter les pressions liées à l'afflux de personnes sur les communes littorales et pour renforcer l'économie touristique sur les autres communes.</p> <p>A cet effet les documents d'urbanisme doivent privilégier le développement touristique sur les espaces retro-littoraux.</p> <p>Au sein des réservoirs de biodiversité, la règle générale est l'inconstructibilité. A des fins touristiques seuls peuvent être admis des aménagements légers, selon la sensibilité des milieux et hors zone humide.</p> <p>Afin de limiter la pression sur les communes littorales liée aux flux touristiques, le DOO intègre des dispositions relatives aux mobilités précisées ci-après, dans la partie « Réseaux de mobilité et conséquence environnementale de l'adaptation des moyens de transport ».</p>
Capacités de gestion des déchets	<p>Les documents d'urbanisme doivent prévoir le maintien des réseaux existants en matière de collecte et de tri des déchets, ainsi que le renforcement et l'extension liée à l'évolution de la population. Le DOO prévoit le renforcement des dispositifs de collectes de déchets sur les secteurs touristiques pour pallier les fluctuations de population.</p> <p>Les filières de valorisation des déchets sur le territoire sont à développer (recyclage, revalorisation, économie circulaire, pour limiter la production de déchets).</p>
Impact sur la qualité de l'eau	<p>Dans son chapitre « 2.2 Protection et fonctionnalités de la mer et du littoral » le DOO propose des prescriptions pour tenir compte des enjeux environnementaux et climatiques dans la structuration des activités humaines. En particulier, en s'assurant de capacités d'assainissement suffisantes et en prévoyant si nécessaire des installations de récupération des eaux grises et noires de bateaux à proximité</p>

	<p>des ports et secteurs de mouillage, afin de préserver les milieux littoraux, estuariens et maritimes des rejets polluants et déchets.</p> <p>Sur l'ensemble des communes, pour réduire les risques de pollution issues des drainages, les documents d'urbanisme font respecter une distance de 50m minimum entre ces installations et les cours d'eau ou autre point sensible.</p> <p>Il prévoit la protection des milieux aquatiques et zones humides en traduisant un zonage réglementaire visant cet objectif et inscrivant un principe d'inconstructibilité. Les documents d'urbanisme définissent des objectifs de préservation et de restauration de ces zones via les pièces réglementaires.</p>
Disponibilité eau potable	<p>Le DOO prescrit la protection des secteurs de captage d'eau potable et des éléments limitant la migration des nitrates (bandes enherbées, haies, arbres, fascines, etc.), et oblige les projets à tenir compte des périmètres des futurs sites de captage ou de forage connus.</p> <p>Par ailleurs, l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation est conditionnée à la capacité pérenne des captages à fournir les volumes d'eau potable nécessaires.</p>
Capacité d'assainissement	<p>Les assainissements collectifs doivent être maintenus pour les logements existants. Lorsqu'il existe, le raccordement au collectif est obligatoire pour les nouvelles constructions. La mise en séparatif (eaux usées/ eaux pluviales) du réseau est privilégiée.</p> <p>L'implantation de nouvelles constructions et l'ouverture de zones à l'urbanisation prévues dans les documents d'urbanisme locaux sont conditionnées à la capacité des réseaux d'assainissement collectif (STEP) à accepter les nouveaux volumes d'eaux usées à traiter. Dans les secteurs non desservis par l'assainissement collectif, l'ouverture à l'urbanisation est conditionnée à l'existence de techniques d'assainissement non collectif adaptées.</p> <p>Les rejets d'eaux usées dans le milieu naturel sont interdits.</p>
Réseaux de mobilité et conséquence environnementale de l'adaptation des moyens de transport	<p>Afin de favoriser les déplacements limitant l'impact sur l'environnement, le DOO tient compte du paramètre touristique à travers les prescriptions relatives au « Développement du réseau du mobilité douce du quotidien et touristiques » dans son chapitre « 1.3 La Mobilité ». Les actions en faveur d'un maillage de mobilité</p>

	<p>douce s'appuient sur les grandes liaisons de loisirs existantes ou en projet (l'eurovélo 4, le réseau départemental points-nœuds "Somme à vélo", l'itinéraire de "La Trie enchantée", le projet de création d'une liaison douce le long de la vallée de la Maye) en visant le développement d'un réseau complémentaire mettant en lien les principales polarités et lieux touristiques (la Somme, les véloroutes, les gares,...).</p> <p>De manière plus élargie en matière d'alternative au véhicule individuel, le DOO demande à suivre l'objectif 2.2.3 de la charte du PNR pour la mise en œuvre du schéma des circulations douces, du schéma de transport en commun et du schéma de déploiement d'infrastructures de charge de véhicules électriques.</p> <p>Le document prévoit des recommandations en faveur de la limitation des pressions sur les communes littorales (saturation en véhicules, émissions de GES) : aménagement d'aires de stationnement en entrées de villes pour réduire les déplacements dans les centres-villes et centres-bourgs et favoriser le développement par navettes ; aires de stationnement temporaires pour faire face aux périodes de plus fortes affluences.</p>
--	---